PCmF

LE DRAPEAU ROUGE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Janvier 2010

AGIR DANS L'ESPRIT DE LA RESISTANCE



Dans le CAHIER DU MAOISME, nous avons montré que les prémisses de la Guerre Populaire avaient déjà été présents dans la Commune de Paris, la Résistance contre l'occupant hitlérien et le régime de Vichy, Mai 1968 et plus récemment dans la révolte des banlieues et les nouvelles luttes ouvrières.

Nous avions parlé de prémisses et non de Guerre Populaire car :

• La Commune de Paris n'avait duré que deux mois et demi. Elle avait été le premier gouvernement ouvrier, avait trouvé la première forme de la dictature du prolétariat, avait instauré un pouvoir populaire et pris des mesures révolutionnaires. Elle avait été écrasée par la réaction.

N'EMPECHE QUE LA COMMUNE N'EST PAS MORTE ET QUE NOUS DEVONS NOUS EN INSPIRER AUJOURD'HUI

• La Résistance avait duré quatre ans, s'était étendue à tout le pays. Dirigée par le Parti Communiste elle avait mis en place des pouvoirs populaires dans de nombreuses villes dirigées par les Comités de Libération. La Résistance n'avait pu se transformer en guerre civile révolutionnaire pour la prise totale du pouvoir parce que le Parti Communiste avait désarmé les milices patriotiques, remis les armes et dissous les comités patriotiques. Il avait alors cédé la place aux préfets et administrateurs de De Gaulle contre quatre fauteuils de ministres. Cela le faisait participer directement à un gouvernement bourgeois espérant pouvoir, avec l'appui du Parti Socialiste, faire un passage pacifique au socialisme après le retrait de De Gaule. Les ministres furent remerciés par les dits socialistes en 1947.

N'EMPECHE QUE LA RESISTANCE DIRIGEE PAR LE PARTI COMMUNISTE N'EST PAS MORTE. ELLE EST L'ESPRIT DE RESISTANCE QUE NOUS DEVONS ADOPTER ET ADAPTER DANS LE CONTEXTE D'AUJOURD'HUI

• Mai 1968 a été une explosion qui couvait depuis l'année précédente dans les usines COMME à Rhodiaceta …. Le détonateur en a été le mouvement étudiant, le

moteur social a été mis en route par la classe ouvrière (10 millions de grévistes). Le Parti Communiste engagé déjà sur la voie du passage pacifique a poursuivi sur cette voie. Certes, des avancées économiques et sociales ont été obtenues comme en 1936 et 1945. Après la victoire de 1945 la bourgeoisie avait récupéré plus lentement les acquis économiques, mais pas les acquis structurels comme la Sécu, etc. Après 1968, les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière et du peuple n'ont pas baissé les bras. Les maoïstes en tête ont animés l'esprit de résistance, en menant pendant quelques années une guerre de classe radicale, remettant en cause les fondements du capitalisme et en combattant l'esprit de conciliation, de collaboration des directions politiques et syndicales. C'est pourquoi nous y voyons, comme dans les deux exemples précédents, les prémisses de la guerre populaire. Certes, la guerre menée par les maoïstes, bien qu'ayant des aspects radicaux, n'était pas armée comme l'avait été la Commune de Paris et la Résistance. Mais elle suivait le chemin de la préparation d'une guerre populaire prolongée. En tout cas elle maintenait haut levé le drapeau de la Résistance au capitalisme.

N'EMPECHE QUE MAI 1968 A EBRANLE TOUTE LA SOCIETE EN FRANCE, MAIS AUSSI DANS LES AUTRES PAYS ET A RENOUE AVEC L'ESPRIT DE RESISTANCE

La situation pour le prolétariat et les couches populaires s'est dégradée sur le plan économique (les crises successives ont à chaque fois marqué une réorganisation du Capital, c'est-à-dire une extorsion de la plus value plus efficace) et politique (la restauration du capitalisme en URSS, dans les pays de l'Est et en Chine a laissé le « roi nu », en l'occurrence la classe ouvrière et les peuples du monde).

Pour autant l'esprit de résistance n'a pas été complètement oublié par la classe ouvrière malgré la trahison des appareils syndicaux et politiques, qui ont renforcé en alternance avec la droite l'appareil d'Etat contre la classe ouvrière. La clase ouvrière est alors descendue dans la rue en 1995. C'était la première tentative de ressouder les rangs de la classe ouvrière, de construire un Front de Classe « TOUS ENSEMBLE », mais les liquidateurs agissaient dans l'ombre, dans les directions syndicales et dans les partis qui se tenaient à traîne du mouvement.

En 2005, la jeunesse des banlieues, constamment harcelée par l'appareil d'Etat et ses forces de répression, s'est révoltée dans toutes les cités ouvrières et populaires de France, montrant à la population que « ON A RAISON DE REVOLTER » puisque « POLICE PARTOUT, JUSTICE NULLE PART ».

La situation de la classe ouvrière et des couches populaires allait se détériorer de façon dramatique avec la propagation générale de la crise à tous les secteurs, après la première secousse déclenchée par les « subprimes ». Tous les secteurs sont touchés. Les Etats tentent de colmater les brèches en renflouant les banques, mais l'argent du contribuable ne sert pas à protéger l'emploi, à conserver les sites industriels, mais à spéculer de nouveau. Le chômage monte en flèche.

Mais la classe ouvrière a compris que les conciliateurs ne bougeraient pas d'un pouce. Elle a compris après le 29 Janvier que les directions syndicales et celles des partis politiques ne voulaient pas d'un mouvement d'ensemble, d'une grève générale contre la bourgeoisie, encore moins d'une lutte frontale contre l'appareil d'Etat.

Aussi les ouvriers des entreprises touchées par les licenciements, les restructurations, les fermetures d'usines de plus nombreuses sont entrés EN RESISTANCE d'une façon radicale, renouant avec le passé et les méthodes de lutte de la classe ouvrière. Lâchés par les directions syndicales ils et elles « COMPTENT SUR LEURS PROPRES FORCES », réalisent l' « UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION », syndiqués et non-syndiqués. Ils forment des comités de lutte quand cela est possible, des intersyndicales à la base, se coordonnent entre salariés des usines en luttes, établissent des Fronts syndicaux. Bref recherchent des voies nouvelles face à la trahison des appareils syndicaux et politiques, pour gagner la lutte qu'ils mènent, mais aussi ouvrir de nouvelles perspectives d'actions et de lutte pour tenter de parer les coups assénés par la classe dominante. Tout cela sans illusion sur l'aide des confédérations qui sont là uniquement pour canaliser la vague de mécontentement dans les limites du droit bourgeois, participant ainsi à la formation du fascisme moderne, forme actuelle, larvée du fascisme que ne craindra pas d'utiliser la bourgeoisie pour se maintenir.

La classe ouvrière, renouant avec l'esprit de la Commune de Paris, la Résistance, Mai 1968, 1995, 2005, est « ENTREE EN RESISTANCE » aujourd'hui.

Les directions des partis politiques persistent et signent. Ils s'opposent à un mouvement d'ensemble mettant en accusation le système. Ils s'opposent à la grève générale sans préavis pour mettre à genoux le patronat, comme il met à genoux la classe ouvrière et les couches populaires aujourd'hui. Ce qui leur importe, c'est de remporter les élections, pour de nouveau gérer les affaires de la bourgeoisie, voler à son secours pour sauver le système capitaliste qui croule sous ses propres contradictions. Au lieu de les accentuer, il veut l'aider à les résoudre, ce qui n'est possible qu'au détriment de la classe ouvrière.

Mais les conciliateurs ne sauraient arrêter la colère des masses ouvrières. Ils ne peuvent que se démaquer un peu plus, si ce n'est déjà fait. Il ne faut pas qu'ils oublient que « ce sont les masses qui font l'histoire ». Les conditions objectives sont là pour une révolution, les forces subjectives sont déjà là aussi, mais sont encore très faibles, car elles doivent remonter à contre-courant contre la vague des liquidateurs, des conciliateurs de tout poil. La jonction n'est pas encore réalisée entre le parti communiste de type nouveau, maoïste, et l'avant-garde de la classe engagée dans la lutte de classe contre les liquidateurs. Cela se réalisera à coup sûr, car aucune force ne peut arrêter la roue de l'histoire.

Le rôle du Parti Communiste maoïste dans cette étape

Le rôle du parti communiste maoïste est de faire prendre conscience au prolétariat, aux couches populaires et aux intellectuels de la nécessité de la révolution prolétarienne au moyen du reversement de la bourgeoisie, à la destruction de fond en combles de l'appareil d'Etat capitaliste et impérialiste et à l'instauration de la dictature du prolétariat comme moyen pour contraindre la bourgeoisie à abandonner tout privilège et empêcher toute restauration du capitalisme.

Pour atteindre cet objectif nous devons nous appuyer sur les luttes les plus avancées de la classe ouvrière et des autres couches du peuple.

Nous devons nous appuyer sur leurs expériences concrètes de lutte contre les patrons, contre l'Etat bourgeois quelque soit la composition gouvernementale et le degré de participation des conciliateurs, meilleurs agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier et populaire.

Nous devons nous tenir un pas en avant et non nous traîner dernière le mouvement spontané comme le font les opportunistes.

Notre rôle est de faire progresser le niveau idéologique, politique atteint par les masses en lutte en nous appuyant sur les éléments les plus avancés pour en faire des communistes maoïstes afin de prolétariser le parti, en faire un véritable détachement d'avant-garde de la classe.

Que constatons-nous aujourd'hui ?

La classe ouvrière mène une lutte prodigieuse de résistance contre les plans du patronat dans les conditions de la crise mondiale du capitalisme, crise qui ne saurait que s'aggraver et provoquer une nouvelle guerre impérialiste de repartage, des destructions et des souffrances indescriptibles pour l'humanité.

La classe ouvrière apprend dans la lutte qu'elle ne doit compter que sur ses propres forces. C'est pourquoi se forment des intersyndicales, regroupant syndiqués et non syndiqués, formant des sections d'opposition à la ligne de conciliation, édifiant des comités de lutte regroupant syndiqués et non syndiqués (comme à Continental). Les ouvriers séquestrent cadres et patrons dans d'autres usines, menacent de les faire sauter etc.

Les directions syndicales ne veulent pas favoriser le développement de luttes plus ou moins radicales dans les entreprises. Elles ne veulent pas constituer un véritable front des entreprises en lutte, aider à la



généralisation de ce type de lutte. Les directions syndicales ne veulent pas mobiliser pour une grève générale bloquant l'économie, sous le prétexte que l'économie serait par terre, qu'il ne faut pas gêner les partis politiques qui préparent les prochaines élections. De fait, elles se mettent au rythme des solutions réformistes du capital, de la démocratie pour tous, alors que les exploiteurs ne respectent aucune règle, même pas les leurs. Pire, ils détruisent, modifient, réforment à leur profit celles qui existent détruisant tous les acquis sociaux.

Le patronat a déclaré la guerre à la classe ouvrière et au peuple et les réformistes veulent dépasser le capitalisme sans affronter l'appareil d'Etat à travers la guerre de classe.

Les partis réformistes de tout poil ne veulent affronter le fascisme moderne qui se met en place pas à pas. Ils ne veulent pas combattre en vue d'une perspective révolutionnaire, c'est-à-dire le renversement de la bourgeoisie par la révolution et l'instauration sur les ruines de l'appareil d'Etat, d'un Etat dirigé par le prolétariat au profit de la classe ouvrière et des couches populaires.

Le Parti Communiste maoïste doit prendre en compte l'expérience du mouvement ouvrier et communiste, en recueillant les acquis positifs de la construction du socialisme en URSS et en Chine en rejetant les aspects négatifs. Il doit s'appuyer sur les apports théoriques fondamentaux apportés par Marx, Lénine et Mao et tenir compte des apports complémentaires d'Engels et Staline, des aspects positifs d'autres théoriciens et praticiens communistes. C'est pourquoi notre base théorique est le marxisme-léninisme-maoïsme. Le maoïsme étant le dernier jalon, nous sommes maoïstes.

Le Parti doit regrouper les meilleurs éléments de la classe ouvrière, du prolétariat, des intellectuels et d'autres éléments qui se placent sur les positions du prolétariat et s'engagent à côté de lui dans la lutte révolutionnaire.

Ces meilleurs éléments se trouvent dans les luttes de la classe ouvrière face au patronat, à l'Etat et contre les conciliateurs, parmi les éléments révolutionnaires qui luttent avec les masses.

Il doit soutenir les luttes les plus avancées et aider à construire le front révolutionnaire de masse. C'est par la lutte que le PC maoïste se renforcera.

Rejetez vos illusions et préparez vous à lutte !

Oser lutter, oser vaincre !

LA REORGANISATION DU PARTI, DU SYNDICAT DE CLASSE, DES MOUVEMENTS DE LA JEUNESSE, DES FEMMES ET DES QUARTIERS

Le Parti est issue d'une chaîne historique, celle de la lutte des classes, du prolétariat et des masses populaires. On peut dire que c'est son héritage « génétique », son « patrimoine héréditaire ». Ses premières gestations ont été difficiles, fragiles, « maladie infantile du communisme », déviations diverses, etc. Celles-ci ont été en partie surmontées, mais certains communistes ont mutés comme les virus (révisionnisme, opportunisme, etc.) et ont fini par restaurer le capitalisme dans les ex-pays socialistes (URSS, pays de l'Est, Chine). Les communistes maoïstes sont en quelque sorte les survivants. Ils n'ont pas désespéré, mais ont repris l'expérience là où elle s'était arrêtée, à la mort de Mao. Depuis l'hécatombe provoquée par les révisionnistes modernes et les liquidateurs de l'ancien mouvement marxiste-léniniste, le chemin parcouru vers la renaissance du mouvement communiste international est déjà long. Il a redémarré au Pérou, au sein du MRI, puis au Népal où la situation est complexe, en Inde où le mouvement gagne du terrain, en Asie du sud-est, en Amérique du Sud et en Europe où les maoïstes se réorganisent.

Notre parti recueille peu à peu la sympathie des masses. On sent renaître le mouvement communiste de ses cendres. Les classiques sont de plus en plus demandés. La propagande est de plus en plus lue, les tracts de moins en moins jetés. La ligne s'affine.

Bien sûr, ce renouveau dans les pays impérialistes n'est pas produit par notre seule activité faible par rapport à la propagande massive de la droite, mais aussi de la gauche et de l'extrême gauche institutionnelle. Au sein du prolétariat et des masses populaires, la prise de conscience du frein que constituent les conciliateurs fait peu à peu tomber les illusions sur leur capacité à régler les problèmes auxquels sont confrontés le prolétariat et les masses populaires.

Les prolétaires en lutte vivent dans leur chair l'abandon, la trahison des directions des centrales syndicales, la confusion idéologique et les manœuvres électoralistes pour la bataille des places dans l'appareil d'Etat bourgeois des partis politiques, qui ne visent qu'à réformer le système capitaliste. Ils commencent à s'organiser en s'apportant une aide mutuelle horizontale entre usines en lutte, ils s'unissent à la base entre syndiqués et non syndiqués. Ils commencent à former leur direction démocratique à travers des comités de base, de lutte, qui rendent des comptes à la base et peuvent être remis en cause à tout moment. Ils forment des fronts syndicaux parallèles regroupant des syndiqués de divers syndicats.

Bien sûr, les partis de gauche et d'extrême gauche ne sont pas absents. Ils essaient, les uns et les autres, de canaliser le mouvement et le ramener dans les limites imposées par la bourgeoisie.

Le rôle de notre parti est indispensable pour contrecarrer ces tentatives de canalisation du mouvement ouvrier par les conciliateurs. Il doit de façon pédagogique, mettre le doigt sur chaque trahison, sur chaque abandon, sur chaque position erronée. Il ne saurait le faire sans s'appuyer sur le prolétariat et les masses populaires en lutte, qui elles mêmes en font la triste expérience. Notre parti doit montrer la voie, expliquer sans relâche que seule la révolution peut mettre fin aux abominations du système capitaliste qui ne peut conduire qu'à des situations de plus en plus difficiles, dramatiques pour le prolétariat, les masses populaires et la partie opprimée de l'humanité toute entière. La bête immonde issue du système, le fascisme, renaît comme renaît le communisme. C'est une course contre la montre. Les conciliateurs sont un frein, un obstacle au développement du Parti, absolument nécessaire pour combattre la bourgeoisie qui dispose d'un appareil d'Etat policier puissant, qui met en place le fascisme moderne. Il faut contourner cet obstacle, le surmonter pour s'attaquer à la bourgeoisie. Il nous faut désagréger le camp des conciliateurs. La seule façon est de nous appuyer sur les masses et rallier les prolétaires les plus déterminés, gagner des amis dans toutes les couches populaires, les aider à constituer leurs propres organisations autonomes de la bourgeoisie et des conciliateurs. Alors nous serons en mesure de gagner la masse des hésitants. Il nous faut isoler les conciliateurs irréductibles. Cette voie révolutionnaire, ce renforcement du Parti sont liés au mouvement de masse en lutte, mouvement qui fait lui-même sa propre expérience, qui peu à peu en prend conscience.

Les organisations de masse à développer prioritairement selon les méthodes évoquées ci-dessus sont un syndicat de classe (par le biais de Comités d'Unité à la Base) qui aura un double rôle d'éducation politique (principal) et de lutte économique (secondaire), un mouvement révolutionnaire de la jeunesse (école politique faisant le lien entre la théorie et la pratique ainsi que le lien entre divers secteurs de la société), un mouvement révolutionnaire des femmes (qui prendra en main la question de l'oppression patriarcale autant en pratique qu'en théorie) et un mouvement populaire des quartiers (par le biais de comités de quartiers, véritables outils du nouveau pouvoir). L'ensemble de ces organisations seront les bases du Front Uni.

La guerre populaire dans les pays impérialistes

*Le premier **Cahier du maoïsme** (revue marxiste-léniniste-maoïste) posait le problème de la guerre populaire dans les pays impérialistes. Partant de l'analyse de la Commune de Paris, puis d'une analyse critique de l'histoire du PCF, de la Résistance Antifasciste et du combat des maoïstes dans les années 70, la revue en concluait qu'à partir de ces différents éléments, on pouvait dire qu'un début de guerre populaire s'était déjà produit dans notre pays et dans d'autres pays impérialistes comme l'Italie avec la Résistance antifasciste et le mouvement des années 70/80.*

En 1789, la Révolution française était dirigée par la bourgeoisie, classe révolutionnaire montante contre le féodalisme. Le Tiers-Etat regroupait, outre la bourgeoisie, les éléments du peuple (artisans, paysans pauvres, ouvriers des villes). La Révolution avait alors un double caractère, celui de la **lutte anti-féodale** contre la monarchie et l'Eglise**,** puis de **libération nationale** contre les interventionnistes et les émigrés. La Commune de Paris était **dirigée par le prolétariat en armes** contre la **bourgeoisie.** Elle réalisa des réformes, édicta de nouvelles lois qui avaient un caractère prolétarien. Marx dira que « ***la Commune c'était la dictature du prolétariat »***.

En 1936, le **Front Populaire** constitua un barrage puissant **contre le fascisme** après la tentative de coup d'Etat d'extrême-droite en 1934. Bien des conquêtes sociales importantes ont été obtenues (dont les congés payés), après plusieurs semaines d'occupation des usines immédiatement après l'élection d'un gouvernement de gauche. Le PCF qui ne faisait pas partie du gouvernement, privilégia l'alliance au sommet avec le Parti Socialiste et non l'union à la base telle qu'elle avait été définie par la IIIème Internationale. Cette politique d'alliance au sommet sera critiquée par l'Internationale et le PCF fera son autocritique. Le PCF était plus un Parti de masses (quantitativement) que d'avant-garde. Sa stratégie était de fait la conquête du pouvoir, par la voie parlementaire, pacifique, **l'alliance avec un Front de partis et pas un Front de masses dirigé par lui.** Englué dans sa **stratégie électoraliste**, le PCF ne s'était pas doté d'une organisation armée pour s'opposer à l'appareil d'Etat bourgeois et le conquérir. En 1938, les radicaux renversent le gouvernement Blum qui avait refusé d'envoyer massivement des armes au Frente Popular. Daladier signera les accords de Mûnich avec Hitler.

Après avoir épuisé toutes possibilités d'accords avec l'Angleterre et la France, l'URSS, pour gagner du temps et se protéger, dû signer le pacte de non-agression avec l'Allemagne. Immédiatement le PCF fut dissous, les députés arrêtés. Quand Hitler envahit la Pologne et que la guerre fut déclarée, le PCF dénonça la guerre comme une guerre **entre pays impérialistes**, ce qui était vrai puisque le Front Populaire anti-fasciste avait été balayé par les radicaux, mais il ne donna pas de consigne pour organiser à l'intérieur de l'Armée des comités antifascistes, anti-hitlériens. Il fallu l'invasion, puis l'occupation et l'instauration d'un gouvernement fasciste, raciste et corporatiste pour que le PCF organise la Résistance contre l'occupant et le gouvernement de Vichy. La Résistance Antifasciste va regrouper les antifascistes sous la direction du Parti Communiste qui dirigera la lutte armée contre l'occupant nazi et l'Etat fasciste et collaborationniste de Vichy. Cette armée aura un double caractère, **antifasciste et de libération nationale.** Ce double caractère contient différents éléments qui caractérisent la guerre populaire, à savoir : une **guerre dans laquelle le peuple est partie prenante**, **dirigée par un Parti Communiste**, ayant une **armée de partisans** contre l'ennemi, et un **front national** (à prendre dans le sens de **front uni**, ce qui n'a rien à voir avec le FN de Le Pen). Le PCF s'est malheureusement contenté du programme du Conseil National de la Résistance et par la voix de Thorez, sous la pression de De Gaulle, a dissous **l'Armée de Partisans (FTP**) et les **FFI** qu'il contrôlait afin qu'elles soient absorbées dans l'Armée Nationale bourgeoise. Il a dissous les **Comités de Libération qui constituaient un double pouvoir en face des préfets de De Gaulle,** ne poursuivant pas la **conquête du pouvoir dans tout le pays.** Le PCF a alors intégré l'appareil d'Etat bourgeois pensant le conquérir de l'intérieur. La guerre de partisans n'avait pas de bases d'appui permanentes sauf sur le Plateau des Glières. Ce n'est qu'après, dans les **zones libérées** de l'occupant nazi par les forces de l'Intérieur (FTP et FFI) avec l'appui ou non des Alliés, que de nombreuses localités purent établir le **pouvoir populaire** dirigé par les **comités de Libération.** Dans les années 60, il s'est enfoncé dans la révision de la théorie révolutionnaire du prolétariat, le marxisme-léninisme. Il a théorisé à la suite de Khrouchtchev, la thèse du passage pacifique au socialisme et s'est enfoncé de plus en plus dans le crétinisme parlementaire.

Plusieurs éléments ont composé le cocktail idéologique explosif qui allait déclencher le mouvement de **1968 :** le début de la révolution sexuelle qui s'est opposée à la séparation des filles et garçons dans deux résidences séparées à Nanterre d'où la lutte est partie, la contestation de la société de consommation (Marcuse), le situationnisme (le livre d'Hockeingeim - misère en milieu étudiant), la guerre au Vietnam (comités Vietnam de base), le mouvement d'opposition à Berkeley, Rudy Dutschke en

Allemagne et le mouvement anti-impérialiste, la lutte contre le révisionnisme moderne khrouchtchévien, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine, le mouvement maoïste, la tricontinentale, etc.. Sur le plan économique, de grandes grèves comme celle de la Rhodiaceta avaient jalonné l'année 67. Les évènements du Quartier Latin après la fermeture de Nanterre, allaient provoquer la nuit des barricades le 10 Mai 1968. Le 13 Mai à l'appel des syndicats contre la répression du mouvement étudiant, une manifestation rassemblait 1 million de manifestants à Paris. Jour après jour, des usines étaient occupées par les grévistes. Au bout d'une dizaine de jours, 10 millions de travailleurs étaient en grève, des paysans apportaient leur soutien, les commerçants recevaient des bons d'achat émis par les syndicats à Nantes.

Bref la situation était quasi insurrectionnelle, mais le PCF ne pouvait que se comporter comme un parti légaliste, réformiste et révisionniste et développer sa thèse d'Union de la Gauche pour la conquête du pouvoir pacifique par la voie parlementaire. Certes la bourgeoisie a été contrainte de faire d'importantes concessions, entre autre le droit des immigrés à être syndiqués et élus, de fortes augmentations de salaires, etc. De Gaulle avait eu le temps de se ressaisir et la bourgeoisie désemparée, revigorée défilait sur les Champs-Elysées (1 million de personnes). La gauche était battue aux élections, une chambre gaulliste était élue.

Mais le mouvement allait se poursuivre encore plusieurs années. Les trotskystes avançaient la **thèse du reflux**, alors que les **maoïstes de la Gauche Prolétarienne,** qui s'était formée en Août par la fusion d'une partie du mouvement du 22 mars et d'une partie de l'UJCML, refusait la théorie du reflux et posait le problème de la guerre populaire prolongée. Un plan d'implantation était élaboré vers les usines : la lutte contre l'exploitation, l'oppression et la conciliation réformiste et révisionniste était engagée. A Renault, c'était l'affrontement entre le **comité de lutte** et la direction CGT. De nombreuses victoires étaient obtenues par le comité de lutte, des actions contre les mouchards étaient organisées (GOAF, groupes ouvriers anti-flics), la rotation sur les chaînes étaient mises en place (division peinture notamment). Finalement la GP était interdite, les directeurs de la Cause du Peuple arrêtés et les vendeurs de la Cause du Peuple (maoïstes ou militants solidaires d'autres organisations) étaient jetés en prison. Ce qui n'empêchait pas le mouvement de se développer,



bien au contraire. L'Union Nationale des Comités de Lutte d'Ateliers (UNCLA) était créée, mais aussi les Comités Vérité et Justice ainsi que le Secours Rouge. Ces organisations regroupaient des militants de diverses organisations. La GP était très activiste.

La transformation de la GP en Parti était annoncée mais ne vit jamais le jour. La ligne empruntait divers aspects du maoïsme « on a raison de se révolter », lutte intransigeante contre le patron, lutte en dehors des cadres réformistes et révisionnistes, création d'une branche semi-armée, la NRP (Nouvelle Résistance Populaire), dans l'idée de détachements de **nouveaux partisans.** Mais la théorie de la construction du Parti par le bas persistait, alors que la GP avait été créée, elle, par le haut. L'UNCLA défendait une ligne économiste (la défense du beefsteak, le rejet du politique). La course derrière les Lip qui faisaient la révolution sans le savoir comme le prétendait le chef de la GP, Pierre Victor (Béni-Lévi), amena la direction à déclarer caduques les thèses marxistes-léninistes et à dissoudre la GP.

Le mouvement autonome sur une ligne encore plus anarchisante va tenter d'appliquer la thèse des maisons pour tous qui était la thèse de la dissolution dans les masses proposée par la direction de la GP. Les NAPAP vont former un noyau armé, qui exécutera Tramoni, assassin de Pierre Overney. Va leur succéder le groupe Action Directe, qui va multiplier les actions armées et attentats contre des cibles impérialistes et capitalistes.

La GP a été le seul mouvement se réclamant du maoïsme qui a eu une pratique importante dans les masses, ce qui fait sa différence avec Action Directe qui n'a eu pratiquement aucune influence politique et organisationnelle dans la classe ouvrière. La GP a pratiqué l'action symbolique semi-armée et avait comme objectif de mener la lutte armée, la guerre prolongée contre la bourgeoisie, mais n'a pas franchit le pas.

Les manques de ces deux organisations (GP et AD) ne sauraient faire oublier les **aspects positifs** de l'une et l'autre, pas plus que le révisionnisme ouvert du PCF depuis les années soixante ne saurait faire oublier, la juste création de la section française de la IIIème Internationale, les luttes menées, et particulièrement la période de la Résistance. Ces expériences, ces luttes, font partie de notre **patrimoine idéologique, politique et organisationnel** comme la Commune de Paris et sur le plan international, la Révolution d'Octobre, la Révolution Chinoise, et les guerres populaires menées aujourd'hui au Pérou, au Népal, en Inde, en Turquie, aux Philippines, …

En 1981, la gauche arrive au pouvoir, sociaux-démocrates en tête, alliés au PCF. Mitterrand a défini son objectif : réduire l'influence du PCF, lui faire perdre son électorat qui se réduira comme une peau de chagrin. Les ministres « communistes » vont gérer le

capitalisme. On connaît la suite. Les partis de gauche dont le P« c »F vont perdre les élections présidentielles en 2002, non pas parce qu'ils étaient divisés au 1er tour, mais parce que les promesses électorales n'avaient pas été tenues, que le chômage avait considérablement augmenté, etc.

Devant la montée du Front national et bien que l'extrême droite ne totalisa que 6 millions de voix contre 10 pour la droite, ils ont appelé à voter Chirac qui a été élu à 82% des voix sur 70% de votants. Bien qu'élu grâce aux voix de la gauche et de l'extrême gauche, Chirac a accéléré la restructuration capitaliste prenant des mesures en conséquence : attaque contre les retraites, augmentation de la CSG, diminution des remboursements de santé avec l'aval de la CFDT, mise en place d'un nouveau contrat social (loi Borloo) et ses maisons de l'emploi.

Lors du référendum sur la Constitution Européenne en 2005, malgré l'appui de la majorité du PS et de la CFDT qui appelaient à voter OUI, malgré la bienveillante « neutralité » « syndicale » que tenta de faire passer la direction CGT (position renversée par le **CCN (Comité Confédéral National)** qui fit adopter le NON), le mouvement ouvrier et populaire a voté massivement pour le NON. **C'était la 1ère victoire du prolétariat et du mouvement populaire.**

Malgré cela, comme nous l'avions prévu et écrit dans notre presse, la bourgeoisie et le gouvernement de droite ont poursuivi leur offensive et Sarkozy a même fait passer la constitution européenne. De nouvelles mesures étaient prises soi-disant pour enrayer le chômage. Des nouveaux contrats ont succédés aux précédents. Le premier le CNE (Contrat Nouvelle Embauche) était avalisé par la CFDT. Il concernait les jeunes de moins de 26 ans embauchés dans les entreprises de moins de 20 salariés, lesquelles pouvaient s'en séparer sans préavis. La CGT et FO, bien qu'ils n'aient pas signé ce contrat, étaient impuissantes à s'y opposer. Il y avait eu pourtant d'importants mouvements, comme celui de l'Education Nationale, contre les Retraites etc. Au lieu d'appeler au blocage de l'économie capitaliste, en appelant à la « grève générale », ils appelaient dans la légalité avec préavis à des journées d'actions, secteur après secteur, empêchant ainsi tout mouvement généralisé. Les travailleurs perdaient des journées de salaires sans rien obtenir ou presque. Le découragement, l'amertume gagnait du terrain. Les partis de gauche n'avaient aucune perspective à offrir, si ce n'est que d'attendre 2007, pour mettre à la tête de l'Etat capitaliste un gouvernement de gauche en place de celui de droite. C'est ce qu'on appelle l'alternance, que nous avons déjà vue à l'œuvre.

La misère, le chômage des jeunes considérable (40%) dans les quartiers populaires s'accompagne d'une répression de plus en plus forte. En novembre 2005, la mort de 2 jeunes électrocutés et un autre grièvement brûlé à Clichy sous Bois, suite à une poursuite de police sans fondement ont provoqué la **révolte des banlieues**. Cette révolte a soulevé la chape de plomb qui écrasait le prolétariat.

Les partis ont dû se positionner par rapport à cette révolte. La majorité a mis l'accent sur les « excès » des révoltés, appelé au calme car ils sont sur le fond contre la violence utilisée par les masses pour s'opposer à l'oppression, à la répression. Lors de la révolte des banlieues, la bourgeoisie a arrêté plus de 3000 jeunes dont 600 ont été condamnés à des peines allant d'1 mois avec sursis à 8 mois ferme.

Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine, cela a été de nouveau démontré. Cette révolte a été suivie par celle de la jeunesse étudiante, lycéenne qui s'est soulevée contre le CPE au printemps 2006. L'occupation de la Sorbonne a conduit l'Etat à envoyer les CRS et gardes mobiles pour déloger les occupants. Le quartier était toujours bloqué un mois après. Cela n'a pas arrêté la détermination des étudiants et des lycéens. Le mouvement qui était parti de la fac de **Rennes II**, s'était étendu à Toulouse et Nanterre, puis a atteint 70 universités ; plus de 700 lycées furent bloqués. La jeunesse dans toute la France était dans la rue. 70% de la population s'est déclarée contre le CPE, car chacun se sentait **concerné** non seulement pour l'avenir de ses enfants, mais aussi par la démolition systématique du Code du Travail, la suppression de tous les acquis obtenus par la lutte sans interruption du prolétariat. Les manifestations s'amplifièrent de jour en jour pour atteindre 3 millions de personnes dans la rue le 28 mars. La provocation de Chirac à la télé en remettra autant dans la rue le 4 Avril.

Pouvons nous dire que la **révolte des banlieues, le mouvement contre le CPE** soient des **éléments de la guerre populaire,** font partis du processus qui y conduit ? **Oui, ce sont les prémisses de la guerre populaire !** Les jeunes des banlieues ont **osé se révolter** sans organisation, car les organisations ont abandonné un véritable travail politique révolutionnaire dans ces quartiers pour la simple raison qu'ils sont opposés à la **rage qui se transforme en violence**. Elles appellent au renforcement de la police, de la justice, demandent plus de moyens pour neutraliser





cette colère, cette rage, pour pacifier la jeunesse désespérée. Ceci explique pourquoi les pacifistes, les conciliateurs sont rejetés par les jeunes des banlieues. Ils mettent l'accent sur les « excès », pas sur la révolte qui à leurs yeux n'est pas assez politique, alors que la révolte est dirigée contre tous les **vrais excès de la bourgeoisie**. La violence en est encore à une phase inférieure : il n'y a d'armes que du côté des forces de police. Elle revêt aussi un caractère symbolique et est reprise durant le CPE par des masses de plus en importante. Une partie des « casseurs » prend conscience au contact des radicaux du mouvement étudiant et lycéen et utilise la violence en ciblant mieux.

Le mouvement lui-même emploie une **violence limitée.** C'est une **violence défensive** contre l'appareil d'Etat. La direction du mouvement contre le CPE a échappée en partie aux forces organisées, qui y exercent néanmoins leur influence par syndicats interposés. Ils sont obligés de suivre car ils y ont intérêt. L'exemple le plus visible est celui de la CFDT, qui redore son blason en prenant la tête du soutien. Elle fait ainsi oublier sa prise de position pour le CNE. Le CPE a aidé la direction de la CGT dans sa préparation du 49ème Congrès car il y a une forte opposition à son orientation conciliatrice, accompagnatrice de la restructuration. Aujourd'hui la direction CGT adhère à une « nouvelle » internationale syndicale, dont le programme est la **gouvernance du monde** en collaboration avec les instances internationales ONU, FMI, OMC... Le mouvement lui-même est traversé par la lutte idéologique, sur le problème de la violence, sur le problème d'attaquer le système lui-même et pas seulement le gouvernement en place.

Le gouvernement a reculé d'un demi-pas sur le CPE et a abandonné ce projet en proposant des cadeaux supplémentaires pour les patrons qui, paraîtrait-il, les inciterait à embaucher. On a déjà entendu cette chansonnette, sous la gauche ou sous la droite, mais la jeunesse et les travailleurs qui les ont soutenus **ont pris conscience de leur force**. La jeunesse a secoué les vieux appareils réformistes et révisionnistes et les a contraints à remettre en cause le CNE, auquel certains avaient souscrit comme la CFDT. D'autres avaient refusé de déclencher le blocage du système économique comme moyen de lutte, blocage qu'il ne faut pas confondre avec la grève générale insurrectionnelle, aboutissement de la guerre populaire prolongée.

Depuis le CPE, il n'y a pas eu de mouvement d'ensemble aussi massif et étendu dans la durée. Cependant, il y a eu des **luttes dures** qui prennent des formes nouvelles, qui marquent un certain virage. Ainsi, il est à noter les luttes dans les facultés contre la LRU puis contre l'application de la LRU (où les profs se sont solidarisé des étudiants). Ces deux luttes ont été caractérisées par de longs mois de blocage des universités ainsi que des tentatives de mettre en place des « facs libres », « universités populaires », bref des tentatives de **renverser les schémas culturels** des cours magistraux, des profs que l'on ne remet pas en question, des tentatives de **reprendre ses affaires en main** et d'ouvrir les universités vers l'extérieur. De même, dans certaines villes, des commissions externes se sont mises en place pour **faire le lien** avec les autres secteurs de la société et notamment **la classe ouvrière**.

De même, la crise générale du capitalisme, crise de surproduction, a mené à la réorganisation du Capital qui se traduit par une augmentation de la concentration de capitaux et au redéploiement du Capital pour garantir à la classe capitaliste-impérialiste un meilleur taux de plus value. Cela s'est manifesté par de nombreux licenciements, des fermetures d'usines et d'entreprises. C'est ainsi que les travailleurs de ces usines et entreprises ont mis en pratique des **formes radicales de lutte** (séquestrations de cadres, occupations de lieux de travail et d'institutions de l'Etat, menaces de destruction des outils de travail, etc.). Dans le cadre de ces luttes, les travailleurs se sont **opposés aux directions syndicales collaboratrices**, véritables partenaires sociaux dociles des représentants du Capital (le gouvernement), et ont réalisé **l'unité à la base** dans des comités de lutte regroupant syndiqués et non-syndiqués. Cette démarche est une recherche de la réorganisation du mouvement syndical sur une base de lutte de classe. Certes ces luttes ont des limites et elles ne se

sont pas généralisées mais les premiers pas ont été franchis vers l'autonomie de la classe ouvrière vis-à-vis des organes réformistes (syndicats et organisations politiques).

La guerre populaire prolongée a commencé par la révolte des banlieues, elle s'est poursuivie par la lutte de la jeunesse contre le CPE, qui n'est qu'un pas supplémentaire dans cette guerre. Elle continue maintenant au travers des luttes dans les usines et entreprises. Le mouvement le plus avancé a tenté de s'organiser en comité de lutte, d'action. Ces luttes accumulées (révolte des banlieues, lutte des étudiants et lycéens contre le CPE, contre la LRU, lutte des ouvriers contre les fermetures de boîtes et licenciements), ont eu l'appui et la sympathie de la majorité de la population. Cette contre-offensive contre la bourgeoisie montre que la **phase d'initiation** de la « guerre populaire » est amorcée. Ce ne sont que les prémisses de la **défense stratégique**. Ce ne sont que quelques ingrédients. Il manque certes beaucoup de choses. En particulier l'élément subjectif, en tout premier, un **Parti Communiste maoïste** plus puissant que celui qui mène en ce moment la lutte pour éclairer le chemin. Il manque des organisations de masses authentiquement révolutionnaires, guidées par le Parti, et liées aux masses ouvrières et populaires. Les jeunes des banlieues sauront sous la direction d'un tel Parti et d'un authentique **mouvement de la jeunesse révolutionnaire** emprunter la voie de la guerre populaire**.**

Malgré la quasi absence de Parti, pas d'organisation de jeunesse révolutionnaire, encore moins d'unités combattantes, les jeunes des banlieues ont montré que les fils de prolétaires étaient capables sans organisation, de généraliser leur mouvement de révolte contre l'appareil répressif de l'Etat, contre le système d'exploitation. Depuis, il semble que les jeunes aient appris par leur propre pratique, après la répression massive. Ils sont passés de l'affrontement frontal contre des forces supérieures à des méthodes encore défensives de « frapper avec des forces supérieures ». Pourtant ils n'ont pas lu les écrits militaires de Mao Zedong. Les jeunes révolutionnaires, les jeunes maoïstes doivent aller aux masses pour apprendre d'elles dans la pratique, mais aussi apporter leurs analyses car les communistes ne partent pas de zéro, « l'ancien doit servir le nouveau », et non le contraire car « le nouveau ne doit pas revenir à l'ancien », mais



« seulement utiliser ce qui est utile pour le nouveau ».

Où il y oppression, il y a résistance !

La lutte va se poursuivre car les problèmes inhérents au système capitalistes ne peuvent être résolus par des réformes, quelque soit la couleur politique du gouvernement chargé de gérer ce système, mais par la destruction totale du système capitaliste et l'instauration du socialisme. Seul un processus conduisant à la guerre populaire dans notre pays en tenant compte des conditions concrètes de son développement, mais aussi dans tous les pays, peut permettre de prendre le pouvoir dans tout le pays et alors d'engager la construction du socialisme.

Le parti en formation que doivent rejoindre tous les communistes de ce pays tire les leçons de la Commune de Paris, de la Révolution d'Octobre et de la Révolution chinoise, celles des avancées formidables de la guerre populaire au Pérou, au Népal (bien qu'il faille être très vigilant au vu des derniers développements), en Inde, en Turquie, au Bengladesh, aux Philippines et, en ce qui nous concerne et en partant de nos conditions spécifiques, les leçons plus récentes de la révolte des banlieues, de celle des étudiants et lycéens, des luttes des travailleurs et des multiples formes de résistance et de révolte, de la prise de conscience que la gauche et l'extrême gauche légaliste, la droite et l'extrême-droite ne peuvent conduire le prolétariat et le peuple sur le chemin de la victoire.

Ils font leurs plans, faisons les nôtres

Organisons partout la résistance !

Créons nos organisations ouvrières, populaires contre la politique des dirigeants conciliateurs, réformistes et/ou collaborateurs.

Formons des conseils dans les usines et les entreprises, regroupant syndiqués ou non syndiqués pour reconstruire le syndicalisme de lutte de classe.

Formons des conseils de quartiers dans les quartiers populaires devant répondre aux besoins des plus larges masses d'opprimés et d'exploités, organes embryonnaires du **nouveau pouvoir**.

Regroupons dans le Parti Communiste maoïste les communistes et tous ceux qui veulent renverser la dictature de la bourgeoisie et construire le socialisme.

Contre la montée du fascisme moderne soutenons tous les mouvements ou actions de résistance, aidons à sa structuration, en vue de franchir les divers degrés de résistance, d'atteindre un équilibre suffisant avec les forces adverses pour passer à l'offensive dans tout le pays. C'est la voie de la guerre populaire prolongée jusqu'à la victoire définitive du prolétariat dans chaque pays et à l'échelle mondiale contre la réaction capitaliste et leurs alliés et complices.

A PROPOS DE LA MONTEE DU FASCISME MODERNE DANS LE DOMAINE JURIDIQUE

Ce processus remonte à quelques années. Il s'inscrit dans la lutte et la collusion entre la droite et la gauche sur des questions telles l'immigration et la sécurité. Ces questions sont inséparables de la restructuration du processus de production, dans la phase impérialiste, du capitalisme agonisant et pourrissant. Il est le reflet de la dégradation du système, de sa globalisation.

En 2001, sous le gouvernement Jospin, un colloque s'est tenu à Villepinte sur la sûreté quotidienne dans les villes : 19 lois sécuritaires ont été créées par la gauche. Les premières lois et mesures y référant ont été mises en place par Vaillant, alors ministre de l'Intérieur, en concurrence avec les propositions de la droite et de l'extrême droite. Ce qui n'a pas empêché la gauche de perdre les élections, la droite de passer.

Cette dernière va poursuivre la route tracée et prendre de nouvelles mesures telles que la fouille des véhicules automobiles (interdites précédemment sans mandat de perquisition), officialiser le SIC (Service des Infractions Constatées) de la police et l'Index de la gendarmerie.

Le SIC comporte 16 millions de fiches, 30.000 consultations par jour, alors que le casier judiciaire était largement suffisant. Le pire c'est que sont non seulement les auteurs de délits et de crimes mais aussi les victimes et ceux qui ont été mis en cause ou témoins qui sont fichés. On a même vu des erreurs de classement où les victimes ou témoins étaient inscrits dans la colonne « coupable ».

On peut être condamné à 3 mois de prison ferme pour « parloir sauvage » (parler du trottoir en face la prison avec un détenu se tenant à la fenêtre de sa cellule).

La loi de Perben II légalise les écoutes téléphoniques, les poses de caméras, y compris sous les voitures, au domicile.

Est considérée comme trafic de stupéfiants la détention ou la vente de quantité très faible de cannabis ou autre drogue, assimilant le consommateur (même s'il vend des quantités infimes pour consommer) au dealer trafiquant. Il y a ainsi 27.000 personnes qui ont été emprisonnées pour ces délits mineurs.



Actuellement il y a 64.000 détenus, soit une augmentation de 30% - 20.000 détenus- en 9 ans.

Les magistrats sont contraints de condamner en moyenne à 8 mois au lieu de 4 dans les délits mineurs, c'est-à-dire une sévérité doublée.

On constate par an 500.000 (région parisienne) délits mineurs (outrages, usage de stupéfiants,…), sujets à peine de prison ou contraventions.

Faute de travail, entraînant la misère, après une peine de prison, il y a souvent récidive. Rachida Dati a fait adopter une loi doublant les peines en cas de récidive.

Ex : Vol simple, le maximum était de 3 ans, aujourd'hui à 6 ans.

Vol avec violence, 5 ans maintenant 10 ans.

Exemple de condamnation pour un vol de parapluie en comparution immédiate, la peine encourue est de 3 mois ou une amende, en récidive 1 an. Les circonstances exceptionnelles sont rarement retenues. Pour 50 grammes de cannabis en récidive, la peine encourue est de 5 ans.

Les peines sont disproportionnées. Les possibilités de modulation des juges sont diminuées.Le projet de suppression du juge d'instruction, renforce le pouvoir du parquet et de la police qui va mener l'instruction sans en avoir les compétences, autrement dit l'interrogatoire de police va devenir l'instruction. Il est fort probable qu'elle sera plus à charge qu'à décharge.

Les politiques, quand ils mènent leurs campagnes électorales, mettent en avant leur « programme » pour régler les flux migratoires et contre la violence et la délinquance, ce qui concoure à renforcer la répression contre les populations étant les plus pauvres. Les prisons se remplissent.

La logique du tout sécuritaire renforce l'Etat policier et concoure à la construction du fascisme moderne. Une loi en entraîne une autre :

- La FNAEG (Empreintes génétiques) adoptée en 2003, concerne quasiment tous ceux qui ont été conduits au commissariat et retenus en garde à vue (que ce soit pour recel, violences, outrages, etc.). Il y a déjà 1 million de fiches.
- La rétention de sûreté est applicable pour ceux qui sont condamnés à plus de 15 ans et doivent être libérés ou bénéficier d'une remise de peine. Initialement prévue pour les délinquants sexuels, elle est appliquée pour les « terroristes » ou pour toutes autres

personnes. C'est le psychiatre qui juge si la personne est dangereuse ou non. Le juge n'a plus qu'à entériner le « diagnostique» du psychiatre. Après avoir purgé leur peine, les prisonniers sont retenus en centres de rétention (entre prison et asile psychiatrique).

• Aujourd'hui, pour les délinquants sexuels, est préconisée la castration chimique. Ceci constitue bien une dérive fasciste : à quand l'euthanasie des malades mentaux, des asociaux et des opposants politiques. Le FDS a été mis en place par Elisabeth Guigou. Lui a succédé le FIJAIS (Fichier Juridique Administratif des Infractions Sexuelles). Un étudiant en médecine a encouru une peine de 5 ans de prison pour avoir fait circuler une photo montrant nue sa copine lorsqu'il avait 18 ans et demi, la jeune fille n'en ayant que 17 et demi. Ce qui risque de briser sa vie. En effet, outre sa condamnation (ne fut-ce que par une amende ou prison avec sursis), il est inscrit dans le FIJAIS pendant 20 ans comme délinquant sexuel pour une affaire qui relève de l'indélicatesse, du machisme ordinaire. Les mineurs seront également inscrits sur ce fichier.

Les lois se succèdent au point que les services de police ne peuvent plus suivre, au point que les procédures ne peuvent aboutir fautes de connaissance des textes en cascade. On imagine la super promiscuité qu'il y aurait dans les prisons si toutes les procédures aboutissaient, alors qu'il y a déjà une surpopulation carcérale de 126% en moyenne en juin 2008 (10 établissements ou quartiers ont une densité supérieure à 200%, 42 ont une densité comprise entre 150 et 200%, 51 entre 120 et 150%, 36 entre 100 et 120 % et 87 ont une densité inférieure à 100 %).

Tous les fichiers sont accessibles par la police et la gendarmerie

LA VIDEO SURVEILLANCE :

La vidéo surveillance fait partie de l'arsenal que met en place le fascisme moderne pour encadrer, surveiller, réprimer toute la population, déviants, opposants politiques, et pas seulement les « délinquants », et ce toujours au nom de la sécurité.

Les caméras étaient limitées à la surveillance des routes, des locaux publics ou privés. Seuls les locaux publics pouvaient filmer la rue. Aujourd'hui cela est autorisé pour les commerces et autres locaux, y compris les habitations. Le chômage massif, la misère augmente la petite délinquance et donc les cambriolages.

Bertrand Delanoë veut installer 1226 caméras supplémentaires à Paris pour « améliorer la circulation », en réalité augmenter le nombre de contraventions, et soit disant lutter contre la délinquance.

Cette petite opération qui coûtera de 250 à 300 millions d'euros assurerait 1000 emplois sur 10 ans. De plus il faudra un entretien constant des caméras et une salle complète de l'Hôtel de ville sera aménagée pour visionner les caméras en permanence.

Ces caméras contribuent au processus du fascisme moderne. Leur multiplication ne va pas permettre une meilleure circulation des véhicules et une meilleure sécurité, mais va être une véritable mise sous surveillance des populations dans leur vie professionnelle, privée, publique. Dans la vie professionnelle, dans les entreprises, il y a déjà des caméras partout pour espionner le personnel, veiller aux cadences, etc. Caméras auxquelles s'ajoutent l'espionnage par ordinateurs fixes et portables, téléphone portable, GPS, etc. Les caméras publiques de rue pourront suivre le travail des agents de la voirie par exemple, de commerciaux et les allées et venues de simples citoyens.

Le pire c'est que les gens s'y habituent, voire les réclament sans entrevoir les dangers qu'elles comportent, sans voir que c'est un des outils que met en place la bourgeoisie pour renforcer le fascisme moderne.

En Angleterre, le système vidéo a été mis en place pour lutter contre l'IRA entre 1980/90.

Les études criminologiques ne tirent pas de conclusion sur les résultats. Certes on voit les délits mais on ne peut les empêcher : le système est à 80% inefficace. Il a cependant été banalisé et s'est transformé en système d'espionnage du voisin, d'observateurs, dont certains véhiculent des ragots qui peuvent empoisonner la vie des autres.

Dans la région parisienne, à la RATP, il y a 7.000 caméras dont 10 au métro Bastille et Nation, 3.500 à la SNCF, 340 sur le périphérique. 3.000 caméras sont placées dans les locaux des partis et syndicats (comme quoi la paranoïa sécuritaire est partout !), sans compter 400 capteurs d'images, 800 à la SNCF.

Notre parti parle d'une nouvelle forme de fascisme, le fascisme moderne qui n'est possible que parce que la politique des partis, syndicats etc. est conciliatrice avec la bourgeoisie, qu'elle ne mobilise pas les masses contre les causes mais les effets du système. Pire, leur politique adopte, met en œuvre les solutions de la bourgeoisie que nous venons de décrire. Ces organisations concourent ainsi au renforcement de l'Etat policier, au processus de construction du fascisme moderne. L'exemple de la mairie de Paris, des déclarations du maire de St. Ouen vont dans ce sens.

Le changement de gouvernement n'est que littérature, car le fond du problème n'est pas un changement de façade mais un changement profond, à la racine, du système. Un changement de gouvernement ne peut donc pas résoudre les effets du système (délinquance, insécurité), car ces phénomènes naissent du système lui-même (chômage, misère, stress, mal-être, etc.). Tant que l'exploitation capitaliste n'aura pas été remplacée par le socialisme (période de transition vers le communisme), il est illusoire de penser « améliorer le système », lui donner un « visage humain ». Les utopistes sont les réformistes, pas les révolutionnaires.

A PROPOS DE LA LOI DE LA CONTRADICTION

Pour les communistes, il est nécessaire de bien comprendre la loi de la contradiction. Cette loi nous permet de déchiffrer, d'analyser et de comprendre notre environnement et les phénomènes qui s'y déroulent et ainsi d'adapter notre pratique, nos méthodes, à ces conclusions. Cette loi découle du matérialisme dialectique développé par Marx et Engels. Lénine, qui a construit sa pensée au travers du matérialisme dialectique, a d'ailleurs affirmé : « *Au sens propre, la dialectique est l'étude de la contradiction dans l'essence même des choses.* ». C'est Mao qui le cite dans son célèbre ouvrage *De la contradiction,* qui doit absolument être lu et relu pour comprendre à fond ce qu'est justement la loi de la contradiction, ou loi du mouvement.
Dans cet article, nous allons donc aborder ce sujet d'une importance majeure. Il doit être pris comme une invitation à lire *De la contradiction*.

« *La loi de la contradiction inhérente aux choses, aux phénomènes, ou loi de l'unité des contraires, est la loi fondamentale de la dialectique matérialiste*, » Mao Tsé Toung, *De la contradiction*, août 1957

La lutte des contraires, source du mouvement et du développement

Tout d'abord, **la dialectique matérialiste est l'étude des choses et des phénomènes selon leur dynamique interne, leurs contradictions internes et les relations avec d'autres choses ou phénomènes ayant tous leurs dynamiques propres**. Ces contradictions internes sont la cause de leurs mouvements et de leurs développements. Leurs relations, ainsi que les causes externes, ne sont que secondaires. La dialectique matérialiste « *considère que les causes externes constituent la condition des changements, que les causes internes en sont la base, et que les causes externes opèrent par l'intermédiaire des causes internes.* » Par exemple, lorsqu'un fruit tombe de l'arbre, c'est principalement parce qu'il est passé de l'état de fleur à fruit et qu'il a mûri, même si le vent a pu l'aider.

L'universalité de la contradiction

La lutte des contraires traverse toute chose et phénomène du début à la fin de son développement. « *Sans contradictions, pas d'univers.* » Les contraires s'opposant au sein d'une même unité sont en lutte constante : l'attraction et la répulsion, le positif et le négatif, le froid et le chaud, etc. C'est ainsi que **l'unité de toute chose est relative alors que la lutte est absolue**. C'est cela qui détermine l'universalité de la contradiction.

Les spécificités des contradictions



Pour comprendre les choses et phénomènes, il faut également se pencher sur l'**étude des spécificités des contradictions**, qui permet de dégager la **nature de chaque chose ou phénomène**. Cela nous permet de ne pas généraliser des choses et phénomènes qui ont leur spécificité, et ainsi de comprendre également la spécificité des conditions dans lesquelles se déroulent les différentes choses et phénomènes et donc d'adapter notre pratique et nos méthodes en conséquence. « *Ainsi, la contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie se résout par la révolution socialiste ; la contradiction entre les masses populaires et le régime féodal, par la révolution démocratique ; la contradiction entre les colonies et l'impérialisme, par la guerre révolutionnaire nationale ; la contradiction entre la classe ouvrière et la paysannerie, dans la société socialiste, par la collectivisation et la mécanisation de l'agriculture ; les contradictions au sein du parti communiste se résolvent par la critique et l'autocritique ; les contradictions entre la société et la nature, par le développement des forces productives. Les processus changent, les anciens processus et les anciennes contradictions disparaissent, de nouveaux processus et de nouvelles contradiction naissent, et les méthodes pour résoudre celles-ci sont en conséquence différentes elles aussi.*» Lénine a déjà dit que l'âme vivante du marxisme est « *l'analyse concrète d'une situation concrète.* »

Contradiction principale et aspect principal de la contradiction

Si nous reconnaissons le caractère universel de la contradiction ainsi que l'existence de particularités, l'absolu de la lutte des contraires et le relatif de l'unité, nous devons également reconnaître la **différence entre la contradiction principale et l'aspect principal de la contradiction**.

« *Dans un processus de développement complexe d'une*

chose ou d'un phénomène, il existe toute une série de contradictions ; l'une d'elles est nécessairement la ***contradiction principale****, dont l'existence et le développement* ***déterminent l'existence et le développement des autres contradictions*** *ou agissent sur eux.* » (Souligné par nous). Par exemple, à l'époque de l'impérialisme, la contradiction principale est entre l'impérialisme et les peuples opprimés. Les autres contradictions sont toutes déterminées par cette contradiction ou soumises à son action. « *Il apparaît donc que si un processus comporte plusieurs contradictions il y en a nécessairement une qui est la principale et qui joue le rôle dirigeant, déterminant, alors que les autres n'occupent qu'une position secondaire, subordonnée. Par conséquent, dans l'étude de tout processus complexe où il existe deux contradictions ou davantage, nous devons nous efforcer de trouver la contradiction principale. Lorsque celle-ci est trouvée, tous les problèmes se résolvent aisément.* »

Pour continuer, rappelons que la lutte constante au sein d'une même unité crée un équilibre relatif. Si entre plusieurs contradictions constituant un processus il y en a une qui est principale et les autres secondaires, il en va de même pour la dynamique interne des contradictions. **L'équilibre relatif de l'unité est déterminé lui aussi par l'aspect principal, jouant le rôle moteur, dans la contradiction**. En revanche, dans un processus déterminé ou à une étape déterminée du développement de la contradiction, **les deux aspects de la contradiction peuvent se convertir l'un en l'autre**. Pour être plus clair, l'aspect principal peut devenir secondaire et l'aspect secondaire devenir principal.

Relation entre quantité et qualité

Tout changement (résolution de la contradiction, aspect principal devenant secondaire,…) est le résultat d'une **accumulation quantitative qui conduit à un changement qualitatif**. On appelle cela un saut dialectique, un bond qualitatif. Cela est vrai pour toute chose ou phénomène. Prenons exemple des séismes. Deux roches sont en contention. Il y a contradiction et unité de deux contraires (les deux plaques telluriques). Après une accumulation quantitative d'énergie, un séisme se produit. Il y a alors une nouvelle unité qui se crée, une nouvelle contradiction.

La loi de la contradiction et le développement de la société

Prenons l'exemple du développement du capitalisme à partir du féodalisme et de l'esclavagisme. Notons avant toute chose que **le moteur de chaque changement de société, de chaque révolution, est la contradiction entre les forces productives** (main d'œuvre, matériel, matériaux, technologies,…) **et les rapports de production** (quelle classe possède les moyens de production, le pouvoir politique, quelle classe est dominée, en bref le rapport dominant/dominé – maître/esclave, féodal/serf, patron/ouvrier,…).

Dans la société esclavagiste, la contradiction principale est entre les possesseurs d'esclaves et les esclaves. D'autres contradictions existent et sont en interaction avec la contradiction principale. La lutte qui s'engage alors entre les deux aspects de la contradiction est modifiée, en l'occurrence les possesseurs d'esclaves doivent s'adapter devant l'offensive de l'autre aspect de la contradiction constitué par les esclaves. S'opère alors un changement qualitatif après une accumulation quantitative des entraves que posait l'esclavage au développement de la société.

Une nouvelle unité contradictoire apparaît : d'un côté les féodaux et de l'autre les serfs. Le féodalisme est alors devenu l'aspect dominant, l'esclavagisme (sous sa forme ancienne) devenant une force subordonnée qui dépérit progressivement. Au sein de cette nouvelle unité, les deux éléments de la contradiction entrent à nouveau en lutte dans tous les domaines et sur toutes les questions. A un moment s'opère un nouveau **bond qualitatif** qui n'est obtenu que par la confrontation violente des deux aspects de la contradiction. Un bond qualitatif s'opère de nouveau qui porte la nouvelle unité contradictoire à un niveau supérieur.

Prenons le cas du passage du féodalisme au capitalisme. Le servage a été aboli pour rendre plus « rentable » le paysan sous la forme du fermage et du métayage. Une partie des ex-serfs a migré vers les villes et ont formé les premiers éléments de la bourgeoisie. La bourgeoisie s'est développée à partir de la petite manufacture, du commerce. Elle s'est considérément développée avec la découverte de l'Amérique, la colonisation, l'accès aux marchés de l'Inde et de la Chine. Avec la mécanisation, elle a substitué l'industrie à la manufacture. Mais les rapports de production entravaient le bon développement des échanges et de l'industrie. Les taxes, les péages, les corporations de métiers freinaient la bourgeoisie dans son développement. Elle avait donc besoin de détruire les anciens rapports de production pour se « libérer » des contraintes féodales au développement de l'industrie et des échanges, du commerce. En s'opposant au féodalisme et, finalement, en rompant avec cette société, la révolution bourgeoise a amené la société à un nouveau niveau : la révolution bourgeoise a formé une société qualitativement nouvelle, basée sur une nouvelle unité contradictoire.

Aujourd'hui, le capitalisme est l'aspect dominant dans notre société alors qu'il était dominé sous le féodalisme. L'unité contradictoire de notre société oppose la bourgeoisie au prolétariat. C'est la **contradiction**

fondamentale de la société capitaliste. Cette contradiction fondamentale est également identifiée comme la contradiction entre la **socialisation de la production (beaucoup travaillent) et l'appropriation privée de la production (peu en tirent les bénéfices)**, en d'autres termes entre le Capital et le Travail.

Le capitalisme est à présent l'aspect dominant et le socialisme l'aspect dominé. Lorsque le socialisme est dominant, le prolétariat est la classe dominante et la classe bourgeoise est dominée. Lorsque celle-ci aura totalement dépéri, la nouvelle unité sera le communisme qui sera caractérisé par l'absence de contradictions antagonistes de classes.

Cela signifie également que puisque le capitalisme n'est que dominé sous le socialisme (donc qu'il existe), il peut redevenir l'aspect principal sous certaines conditions (ce qui explique la restauration capitaliste en URSS et en Chine).

Mise en perspective

Mettons en perspective tout cela. Pour parvenir à sa **libération et à l'émancipation de l'humanité toute entière**, le prolétariat ne veut pas substituer une classe à une autre mais **supprimer les classes**, l'exploitation d'une classe par une autre par l'accaparement des moyens de production et d'échanges. Son but est de remettre ces moyens de production et d'échanges entre les mains de la société toute entière afin qu'elle produise ce dont les hommes ont besoin pour vivre **sans exploitation ni oppression de l'homme par l'homme**.

Il va de soi qu'une telle révolution va bouleverser non seulement le mode d'accaparement de la production, l'objet de la production, mais aussi bouleverser toute la superstructure, économique, politique, idéologique, culturelle, juridique, spirituelle, l'environnement dans lequel vit l'homme d'aujourd'hui. C'est le rapport dialectique qui existe entre la base économique (aujourd'hui le capitalisme) et la superstructure (lois, culture, etc. correspondant à la base économique). Si principalement, c'est la base économique qui agit sur la superstructure, la loi de la contradiction nous enseigne que, sous certaines conditions, la superstructure peut également agir sur la base économique et, dans une certaine limite, la transformer. Pour un développement équilibré de la société, il est important pour les communistes révolutionnaires de comprendre cela, principalement au regard de la restauration capitaliste possible sous le socialisme.

Notons que le capitalisme (en tant que rapport de production) entrave le développement des forces productives dans le sens où il ne place pas les besoins de l'humanité au centre de la production mais plutôt la recherche de profits. Ainsi, la science, la recherche ne vont pas être développées pour répondre aux besoins de l'humanité mais pour étendre intensivement et extensivement le marché. C'est pour cette raison, par exemple, que des millions de personnes meurent chaque années du paludisme car la production de médicaments n'est pas rentable… De même, la crise écologique est la manifestation de l'entrave du capitalisme au développement des forces productives : ces dernières, ainsi que leur production, ne correspondent pas à la nécessité d'une relation harmonieuse avec notre environnement (sans quoi l'humanité ne peut exister).

Revenons au processus révolutionnaire devant mener au communisme. La lutte, dans une première phase socialiste, va être aiguë entre le prolétariat et la bourgeoisie. La bourgeoisie est alors dominée et le prolétariat moteur dans la transformation de la première phase socialiste en la suivante, la société sans classes communiste à l'échelle mondiale.

Pendant toute cette période de transformation radicale de la société, tant dans le mode d'appropriation des produits du travail mais aussi dans les rapports entre les hommes dans la production, dans le mode de vie, d'organisation et de gestion de la production de biens matériels etc., la lutte prend un tour aigu. Au sein du prolétariat, **les stigmates de l'ancienne société perdurent pendant un temps assez long**, comme la force de l'habitude, certaines coutumes rétrogrades, réactionnaires. Les arrivistes s'appuient sur ces contradictions héritées de l'ancienne société existantes au sein du peuple pour **tenter de restaurer l'ancienne société capitaliste**. Ils fusionnent avec les anciens éléments de l'ancienne société.

Ainsi dans la lutte des contraires au sein d'une même unité, le rapport de force peut être inversé temporairement et l'ancien aspect de la contradiction peut reprendre le dessus, et ramener l'unité des contraires au niveau antérieur et même en deçà. Ce qui va engendrer une nouvelle lutte, car l'ancienne contradiction demeure et ne peut perdurer très longtemps.

A l'époque où la société est divisée en classes, il existe **deux types de contradictions** : celles **entre les ennemis et nous (antagonistes)** et **celles au sein du peuple (non-antagonistes)**. Sous la dictature du prolétariat, la contrainte est nécessaire contre les ennemis. En ce qui concerne les contradictions au sein du peuple, la persuasion, la discussion, l'éducation doivent être les moyens pour résoudre les contradictions et non la contrainte.

Voilà un bref aperçu de ce qu'enseigne la loi de la contradiction, de ce qu'elle signifie et de ce qu'elle révèle au niveau de notre pratique et du déroulement de certains processus.

A PROPOS D'UN ARTICLE *REACTIONNAIRE*

Le site *contre-informations* a publié un article intitulé « *Les agriculteurs sont des capitalistes rattrapés par les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste* ». Ce qui paraît juste comme titre, une évidence. Mais au lieu de faire une analyse de la paysannerie en France le PCMLM, affirme d'une façon désinvolte et méprisante : « Mais de toute façon, **les agriculteurs sont des capitalistes qui, rattrapés à présent par les contradictions inhérentes au mode de production, protestent parce qu'ils ne peuvent plus tirer profit de l'exploitation des animaux. »** *(Le texte mis en gras l'est par le PCMLM).*

Nos plumitifs qui se réclament de la Gauche Prolétarienne, mais qui ne l'ont pas connu, ni pratiqué parce qu'ils n'étaient pas nés, devraient savoir que la Gauche Prolétarienne a organisé les longues marches vers les paysans pauvres, particulièrement lors de la guerre du lait, entre autre chez Jean Carel qui avait une petite ferme à Pontivy. Jean Carel avait vidé un camion citerne de lait. Les gendarmes avaient encerclé sa ferme, armés jusqu'aux dents, et l'avaient arrêté comme un voleur comme le racontaient ses parents.

Ce paysan était un petit paysan. Pendant sa détention, les paysans du coin s'occupaient de la ferme. Quand les maos sont arrivés, ils ont aidé à charger le maïs pour en faire de l'ensilage, ont aidé d'autres paysans pauvres d'à côté pour planter des betteraves. D'autres camarades aidaient aux autres travaux de la ferme. Le soir ils allaient discuter avec les paysans travailleurs.

L'article se poursuit :

« D'ailleurs personne ne semble se soucier des vaches laitières, inséminées toute leur vie pour produire du lait, à qui on retire leur veau pour qu'elles ne contrôlent la descente de lait, qui se voient affublées d'une machine à traire douloureuse infligeant des lésions aux trayons, puis sont abattues quand elles ne sont plus productives. Ces mauvais traitements divisent en moyenne par quatre l'espérance de vie d'une vache laitière (5 ans contre 20 ans en moyenne). »

« De surcroît le lait de vache est mauvais pour la santé car il contient trop de sucre, d'acides garas saturés, de protéines animales, et même de calcium car le lait est adapté à la croissance du veau et non à celle de l'homme (le lait s'avère aussi indigeste à cause du lactose). »

« La révolution détruira cette agriculture au service des capitalistes, ainsi que le chauvinisme et le populisme idéalisant les « petits producteurs » de la tradition culinaire française *dans une optique clairement fasciste. »*

« **L'agriculture socialiste sera une agriculture <u>planifiée</u> au service des besoins véritables du peuple**, en promouvant par exemple des alternatives excellentes pour la santé comme le lait de soja, d'amande, d'avoine, de quinoa…»

Et de pleurer sur les vaches laitières. Premièrement nos plumitifs semblent ignorer ce qu'est le travail d'élevage ou le travail des champs. Ils semblent oublier la mécanisation en URSS pour transformer l'agriculture parsemée en kolkhoz. Ils oublient de parler de l'élevage intensif pour nourrir des populations de plus en plus nombreuses.

Ils n'ont pas mené l'enquête près des paysans comme l'a fait Mao, ni comme l'ont fait les maos de chez Sanders qui sont allé voir les paysans travailleurs qui avaient signé des contrats d'intégration comme le relate le film de Chapouiller « Des dettes pour salaires ». Ils ne savent pas ce que c'est que d'être ruinés, des paysans se sont dernièrement suicidés en Bretagne comme l'ont fait des centaines de paysans en Inde. Ils ne savent pas que les paysans n'ont pas d'autres solutions que de mettre les veaux en batterie, de mettre en place des trayeuses pour vendre suffisamment de lait pour vivre. Ils n'ont pas fait une analyse de classe pour délimiter combien il y a de paysans pauvres, moyens et riches, bref faire une analyse maoïste de la paysannerie.

Ils devraient savoir que pour réaliser la planification, il faut partir de la réalité concrète de la paysannerie, savoir quels sont à la campagne nos amis, ceux qui luttent pour survivre et nos ennemis qui reçoivent les plus grosses primes de Bruxelles, les propriétaires fonciers, les gros céréaliers. Partant de la réalité concrète pour planifier la production agricole, il faut revenir aux produits de qualité, anciens, du terroir, des produits de bonne qualité, ayant bon goût. Ce ne sont pas des valeurs fascistes mais des valeurs du peuple travailleur.

Comme les trotskistes, ils pensent que la paysannerie est réactionnaire dans son ensemble. On ne doit pas renvoyer les paysans pauvres et moyens vers la réaction, mais en gagner le plus à la Révolution, les défendre contre le capital financier (le Crédit Agricole en tête, les intégrateurs du type Sanders en lien avec les ouvriers et employés de ces entreprises, en lien avec les ouvriers des usines de matériels agricoles, encourager les formes d'organisation telles les CUMA (association collective pour le matériel agricole, GAEC, etc.) bref, tout se qui facilitera le passage au socialisme.

Leur position rappelle celle de Trotski sur la nature réactionnaire de la paysannerie en général et non l'analyse des classes à la campagne. C'EST UNE ANALYSE ULTRA-REACTIONNAIRE qui lève le voile sur la véritable nature de ses auteurs, qui défigurent le maoïsme pour que les masses s'en éloignent.

Manif du 10 octobre à Poitiers : Sur la violence révolutionnaire

Plusieurs points caractérisent ce qu'il s'est passé à Poitiers pendant et après la journée anti-carcérale. Après avoir présenté les faits, nous allons analyser le contenu des évènements et affirmer notre position en tenant compte du principal et du secondaire.

Les faits

Samedi 10 octobre, une journée anti-carcérale était organisée par le Collectif contre la prison de Vivonne à Poitiers. Le Collectif réunissait assez largement à ses débuts. Il s'est resserré lorsqu'il a abordé le sujet de la lutte anti-carcérale d'un point de vue radical.

La journée était organisée en deux temps : une manif et des débats et concerts (ces derniers étant organisés conjointement avec le n°23, lieu associatif culturel alternatif). Entre 200 et 300 personnes se sont rassemblées pour la manif. Partant du centre ville, elle s'est dirigée vers la prison. Sur la route, au Pont Neuf, une poignée de flics -3 ou 4 !- a chargé l'arrière de la manifestation. C'est l'étincelle qui a mis le feu aux poudres. Les quelques flics présents se mis à courir rapidement dans l'autre sens, poursuivis par les manifestants. Une voiture de flics a alors été amochée. Les petits groupes organisés ont alors commencé à inscrire leurs slogans et à casser le mobilier urbain (cabines téléphoniques, abris bus, panneaux publicitaires) en remontant vers le centre ville. Déjà, quelques manifestants se désolidarisent de la manif et s'en vont. Sur le chemin, quelques vitrines tombent (principalement de banques, d'assurances, de boutiques de luxe et d'un journal local – NR).

Le même jour se tenait le festival des Expressifs dans les rues de Poitiers. Les flics sont alors intervenus au milieu de la foule, tirant des lacrymogènes et arrêtant quelques huit personnes. La manifestation s'étant auto-dissoute, les personnes (manifestants ou non) intéressées par les débats et les concerts se rendent en début de soirée au n°23. Là, les flics contrôlent les rues adjacentes et rentrent dans les locaux. Ils cassent pour plusieurs milliers d'euros de matériel pour les concerts (enceintes, platines, amplis, …) et plaquent au sol ou au mur les personnes présentes. Pendant 4 heures, elles seront questionnées, photographiées, humiliées. Les flics arrêtent une dizaine de personnes.

A l'issue des gardes à vue, sur les 18 arrêtées, 8 personnes passeront en comparution immédiate. Résultat, 3 personnes incarcérées. Les faits retenus contre eux sont ridicules. Deux étudiants de 20 ans prennent 1 mois ferme alors qu'ils avaient quitté la manifestation une fois les violences commencées. La personne de 50 ans prend 4 mois ferme pour avoir lancé une pile qui aurait rebondi et touché à la main le commissaire (qui a témoigné et touché 800 euros de dommages sans même avoir d'ITT !). Ce militant tourangeau de tous les combats pour les sans-papiers, les chômeurs et les sans-logis, est réputé pour sa non-violence.

Ainsi, un Comité de soutien aux incarcérés se constitue autour des parents et amis. Le premier rassemblement est appelé le samedi 17 octobre. De 1000 à 1200 personnes sont présentes. Le soutien populaire commence à prendre effet. Le rassemblement est calme. Pourtant, à la fin, la police intervient pour arrêter un homme de 50 ans qui avait fait le rapprochement entre Papon et le préfet de Poitiers (issu de la bande à Pasqua !). 3 personnes sont finalement arrêtées dans la pagaille.

Le lundi suivant, le rassemblement réuni à nouveau 1000 personnes. Les étudiants sont libérés le 23 octobre mais le tourangeau reste en taule. Il sortira finalement le jeudi 19 novembre. Depuis, les différents Comités contre la répression de la région continuent à soutenir les inculpés de Poitiers et d'ailleurs. Un rassemblement à eu lieu à Tours, réunissant 80 personnes, où les manifestants ont eu droit à une vingtaine de fourgons de CRS…

Analyse

Où se situe la violence ?

A Poitiers, ce qui a été cassé ou tagué était principalement symbolique. Il n'y a pas eu de violence directe sur des personnes ; uniquement sur du mobilier. Il faut bien replacer la violence dans son contexte. Si ce qu'il s'est passé à Poitiers a pu choquer certains sur le coup, à tête refroidie, cela paraît bien dérisoire. L'appareil médiatico-policier (rappelons que beaucoup de journalistes vont directement prendre les comptes rendus de manifs dans les commissariats) a beaucoup amplifié ce qu'il s'est passé. Ce n'était pas une émeute ! Seulement quelques petits groupes biens décidés à agir. Etait ce juste ou pas ? Nous répondrons à cette question un peu plus tard.

Rappelons d'abord d'où vient la violence dans notre société, à quel niveau elle se situe et quels sont les rapports de classe liés à la violence.

La violence dans notre société n'est pas neutre. Depuis la fin des communautés communistes primitives, une classe dominante s'est développée, survivant grâce au surplus de travail des autres membres de la société. Au travers de l'esclavagisme, du féodalisme, de tout type de société de classe, la classe dominante assoit son pouvoir par le biais de la violence. Même dans les sociétés les plus « démocratiques », un Etat ne peut survivre sans armée ni police. Aujourd'hui c'est encore le cas.

Dans la société capitaliste, c'est la classe bourgeoise qui est dominante et qui assoit son pouvoir sur le dos du prolétariat. Pour peu que ce dernier se révolte de ses conditions d'existence, la police intervient pour réprimer. Cela

prend parfois des formes « préventives » avec le fichage et la surveillance généralisée. Mais ceci n'est que la face directe de la violence dans notre société. La violence profonde, inhérente au capitalisme, c'est ce qu'on appelle les licenciements, les radiations du Pôle Emploi, les saisies d'huissier pour ceux et celles qui ne peuvent plus payer leur loyer ou leurs dettes, des logements pourris, etc. A l'échelle du monde, de l'impérialisme, cette violence s'appelle guerre, famine, « intervention humanitaire », « rétablissement de la démocratie », etc.

Ainsi, si de violence on parle, on ferait bien de la replacer dans son contexte socio-économique. D'ailleurs, les Contis l'ont clairement exprimé dans des conditions particulières, à la fin de la séquestration d'un des cadres du groupe, mais qui illustre très bien le propos : « On parle que des séquestrations, du pauvre petit patron. Mais la gueule du patron quand y sort de cette séquestration de nuit c'est la même gueule qu'on a, nous, quand on finit nos nuits dans le boulot. On a la même gueule nous et on vient pas nous plaindre à la fin. » « Le désespoir des gens qui sont foutus dehors c'est pas de la cruauté ça, c'est pas de la violence ? Si c'est de la violence ! »

Pour résumer, la violence vient de la division de la société en classe sociale. Elle se situe principalement au niveau de la classe dominante (aujourd'hui la bourgeoisie) qui, grâce à cette violence et aux outils à sa disposition (Etat, justice, police, armée, renseignement, etc.) opprime le prolétariat afin que lui-même ne s'érige pas en classe dominante. La violence sert ainsi à la classe dirigeante à maintenir une domination de classe et à protéger ses intérêts. C'est ce que Mao Tsé-toung a clairement résumé par « *Le pouvoir est au bout du fusil.* » (1)

C'est pour cela que le prolétariat doit utiliser TOUS les moyens légitimes à sa disposition pour contrecarrer la violence de la bourgeoisie et l'éliminer en reprenant ses affaires en mains, en prenant le pouvoir. Malgré sa supériorité numérique, le prolétariat est dominé dans tous les domaines et ne pourra pas prendre le pouvoir par la voie pacifique. Les expériences historiques nous l'ont suffisamment démontré.

La justesse de l'utilisation de la violence à Poitiers

D'après le paragraphe précédent, la conclusion logique serait d'affirmer que l'usage de la violence à Poitiers était juste car elle est légitime pour combattre la classe dominante qui exerce sur et dans nos vies une violence encore plus grande. Gardons à l'esprit que le principal est qu'il est juste (et même indispensable) de recourir à la violence dans la pratique révolutionnaire de lutte pour le communisme. Toutefois, nous pensons qu'il est également important de recourir à la violence d'une manière correcte, particulièrement pour faire avancer la conscience des masses de notre pays. La violence mal utilisée peut avoir l'effet inverse de celui désiré par ceux et celles qui l'emploient.

Tout d'abord, mettons au clair notre conception de l'utilisation révolutionnaire de la violence. Elle doit être principalement dirigée contre la classe bourgeoise : ce qui la représente (symbolique) et ce qui lui permet de maintenir son oppression (efficace). On parle là des cibles de la violence révolutionnaire.

Cela n'est pas suffisant. Nous ne sommes pas « militaristes ». En tant que maoïstes, nous défendons l'idée de Guerre Populaire. Pour nous, la violence s'inscrit dans une globalité d'action et de réflexion, d'une lutte sur tous les fronts (social, économique, politique, culturel, militaire, etc.) et par TOUS les moyens légitimes (légaux ou illégaux). Nous ne privilégions pas les moyens illégaux. Nous privilégions les moyens efficaces pour faire avancer la lutte de classe au bénéfice du prolétariat (ce qui demande de tenir compte de beaucoup de facteurs). Nous ne sommes pas pour le folklore gauchiste de la violence pour la violence, sans objectif politique.

Nous touchons là à un point important : la relation entre la violence et le politique. Nous réaffirmons que « *notre principe, c'est : le Parti commande aux fusils, et il est inadmissible que les fusils commandent au Parti.* » (2) Pourquoi ? Parce justement, la violence doit servir un but politique et que le Parti est l'instance qui permet de synthétiser la somme des conditions concrètes de notre société, à tous les niveaux (local, régional, national, international). C'est donc le Parti, le politique, qui doit toujours primer sur le militaire. L'usage de la violence doit justifier le politique et le politique doit justifier l'usage de la violence.

Alors, nous devons définir ce qu'est le politique. Les marxistes-léninistes-maoïstes définissent clairement que l'objet politique de toutes nos réflexions et nos actes (violents ou pas) est la révolution pour bâtir une société communiste, sans oppression ni exploitation de l'homme par l'homme, sans classes et sans Etat. Nous ne pouvons arriver au communisme sans passer par une période transitoire qui, étape par étape et sans interruption, pose des bases solides pour que l'humanité entière passe au communisme. Lorsque la violence est utilisée, le contexte politique doit être facilement compréhensible, ainsi que les objectifs.

Pour nous, maoïstes, ce sont les masses qui font l'Histoire. C'est pour cela que l'usage de la violence doit correspondre à l'état d'esprit des masses, à amener vers l'avant la conscience de classe, à dynamiser la lutte de classe. Prenons en exemple la lutte des Contis. Ils et elles ont su utiliser la violence très justement. La séquestration des cadres, l'occupation des usines, les occupations de préfectures et autres institutions de l'Etat, tout ceci été légitime aux yeux des masses car

les Contis ont su replacer la violence dans son contexte. Toutes ces actions ont amené vers l'avant la conscience de classe et ont redynamisé la lutte de classe. Pourquoi ? Parce que leur lutte représentait l'état d'esprit des masses et se situait un peu en avant (c'est-à-dire ce qu'énormément de travailleurs ont à l'esprit mais ne peuvent pas mettre en pratique). On peut tirer les mêmes conclusions de la violence utilisée lors des révoltes des banlieues en 2005 et 2007.

Revenons-en à Poitiers. Est-ce que les cibles étaient bien choisies ? Est-ce que la violence était justifiée par un objectif politique ? Est-ce que la violence représentait l'état d'esprit des masses ? Est-ce que la violence a permis de faire avancer la conscience de classe et dynamiser la lutte de classe ?

Pour répondre à ces questions, nous allons maintenant voir les différences entre les groupes autonomes et les maoïstes.

Autonomes et maoïstes

Nous avons déjà présenté quelques bases de ce qu'est être maoïste. Voyons maintenant du côté autonome. Il faut tout d'abord préciser que le mouvement autonome n'est pas uniforme. Cela découle principalement du fait que le modèle organisationnel est principalement affinitaire. Si nous sommes d'accord sur le fait que notre modèle d'organisation est l'autonomie vis-à-vis des institutions, des partis et syndicats réformistes, nous pensons que l'organisation doit se faire sur une base idéologique et politique et non pas affinitaire. Mais la plupart des groupes autonomes rejettent les idéologies existantes. Certains rejettent même l'analyse de la société de classe. Rejetant les idéologies existantes, les autonomes ont un penchant vers le romantisme, voir pour le mystique. En tous cas, les actions spectaculaires sont privilégiées. La propagande par le fait reste un « must » pour le mouvement autonome.

Pour cela, les cibles des actions des autonomes sont en général très bien choisies et leurs actions radicales ont souvent le mérite d'être très claires symboliquement et très efficaces (affrontements, blocage des centres de rétention, occupations de logement, etc.). Cependant, une minorité a un penchant pour la violence pour la violence. Alors, le fond politique n'existe plus, reste l'adrénaline, le romantisme du combat seul contre tous. Dans sa globalité, sans parler de violence, le mouvement autonome a un penchant pour l'action pour l'action et n'applique pas une stratégie révolutionnaire pour la prise du pouvoir.

Dans le cas de Poitiers, la violence n'était que partiellement justifiée politiquement. Oui, elle s'est déroulée lors d'une manifestation anti-carcérale mais la forme ne suffit pas. Peu de gens ont compris pourquoi des vitrines sont tombées pour cette manifestation. Les groupes financiers et les multinationales sont une chose mais la plupart des petits commerçants eux-mêmes subissent la pression de ces groupes financiers et des multinationales. Le blocage du transfert des prisonniers, qui aurait vraisemblablement tourné à l'affrontement, aurait sans aucun doute été mieux compris car correspondant directement à la problématique de la manifestation.

Là-dessus, si on ajoute le communiqué publié par Le Monde « Nous sommes tous des coucous » signé par « des casseurs », la confusion est totale ! Si la manif manquait de clarté, ce communiqué ne fait qu'obscurcir la scène. Pas une ligne qui explique où se situe la violence, quelle est la vision d'une future société. Tout juste une tentative de justification dans un style mauvais, peu compréhensible mais surtout très mystique… Dommage, un communiqué clair aurait été le bienvenu et alors cette critique n'aurait pas eu lieu d'être.

L'absence de perspectives est la plus dommageable. Nous le voyons autour de nous : beaucoup sont résignés devant l'immensité de la tâche à accomplir qu'est la révolution. Dans ce contexte, il est nécessaire d'amener des perspectives, d'expliquer que la violence destructive peut être constructive et amener des pistes de réflexion sur la société que nous voulons construire. Rien de cela dans ce communiqué ni dans les actions, ce qui permet au nihilisme de se développer (qui est d'ailleurs plus destructeur pour le mouvement révolutionnaire que pour le système).

Malgré toutes ces erreurs, la répression disproportionnée de l'Etat a produit, comme dans le cas de Tarnac, son contraire : la résistance à la répression généralisée. Quelque soit la nature ou la forme de la résistance, l'Etat fait des exemples pour briser toute révolte afin de maintenir sa dictature de classe. La conscience de classe fait son chemin et, en retour, dynamise la lutte de classe.

Conclusion

Ainsi, en guise de conclusion, réaffirmons que la violence est un moyen révolutionnaire légitime pour le prolétariat et les couches populaires. Cependant, la violence utilisée à Potiers n'a pas correspondu avec l'état d'esprit de la manifestation. Ceux et celles qui l'ont utilisée se retrouvent en conséquence coupés des masses. Or, ce n'est pas une élite qui fait la révolution mais les masses populaires. Si avant-garde il doit y avoir, c'est une avant-garde en lien directe avec les masses, qui les fait avancer, pas une avant-garde qui se substitue aux masses.

Ce qui s'est passé à Poitiers n'est pas complètement négatif dans la mesure où la réponse disproportionnée de la bourgeoisie a fait prendre conscience de la véritable nature de son pouvoir. Nous devons en tirer des leçons pour avancer sur la voie de la révolution.

---

(1) « Problèmes de la guerre et de la stratégie » (6 novembre 1938), *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*, tome II

(2) Idem

CONTRE LA PROPAGANDE ANTI-COMMUNISTE, MOBILISATION !

Depuis plusieurs jours, la bourgeoisie internationale s'est lancée dans une campagne de grande envergure contre le communisme. Cette propagande a été organisée autour de la célébration de la chute du mur de Berlin.

Diverses contre-manifestations se sont déroulées dans le monde, entre autre à Paris, place de Stalingrad.

En réponse à cette campagne de haine anticommuniste et anti-soviétique, s'est tenu un rassemblement pour l'anniversaire de la Révolution d'Octobre, à l'appel des opposants à l'intérieur du P « c » F et d'organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

Chaque organisation a rappelé le rôle de Lénine, de l'URSS, pour certaines en oblitérant le nom de Staline, selon eux responsable de l'échec du communisme.

Pas un mot n'a été prononcé sur Khrouchtchev, le chef de file du révisionnisme moderne qui a été l'initiateur de la restauration capitaliste en URSS et dans les pays de l'Est. L'accent a été mis par certains sur Gorbatchev. Comme si d'un seul coup, le socialisme s'était écroulé, que cet écroulement n'était pas le fruit d'un processus de restauration et non le grand soir de la bourgeoisie.

L'appel dénonce l'alliance anti-communiste entre la droite, la gauche et l'extrême gauche officielle et met l'accent sur le fait que tous les sondages parmi les masses à l'Est montrent qu'elles REGRETTENT, expérience faite, la perte des acquis du socialisme, du plein emploi, des logements bon marché, des soins médicaux gratuits, de l'accès du peuple à l'Université et à la culture.

Mais limités par leurs théories du passage pacifique au socialisme, ils ne parlent pas du contenu de la révolution d'Octobre, de la lutte contre le révisionnisme et les conciliateurs comme Trotski, menée par Lénine pour édifier le Parti de type nouveau, pour mener la Révolution à son terme par le renversement par la violence de la bourgeoisie, la destruction de son appareil d'Etat et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Bien que certaines des organisations présentes soient opposées à Staline, toutes s'élèvent contre la résolution européenne de mettre sur le même plan l'URSS et l'Allemagne nazie. Ils utilisent ce détour pour éviter de montrer le rôle incontournable de Staline dans l'édification du socialisme en URSS, qui a permis la victoire sur Hitler, l'extension du camp socialiste, le soutien socialiste apporté à la Chine populaire par Staline (soutien retiré par Khrouchtchev), le soutien au mouvement de libération nationale initié par Lénine à la Conférence de Bakou.

Aussi notre parti, le PCmF, est allé à ce rassemblement pour faire connaître le point de vue maoïste par un tract sur la lutte des communistes maoïstes aujourd'hui contre l'impérialisme, la bourgeoisie, la réaction et les conciliateurs, révisionnistes et opportunistes de notre époque d'une part et la tenue d'une table regroupant des oeuvres des classiques du Mouvement Communiste International et nos propres publications qui ont attirés l'attention de nombreux manifestants.



LA QUESTION DES SANS PAPIERS

LA QUESTION DES SANS-PAPIERS EST PARTIE INTEGRANTE DE L'IMMIGRATION

L'immigration des peuples au cours des siècles a répondu à différents impératifs. Aux époques préhistoriques, la recherche des ressources (les hommes vivaient de la chasse, de la pêche, de la cueillette), les catastrophes naturelles, les changements de climat, l'augmentation de la population, etc., ont provoqué la migration des êtres humains et leur extension sur la terre entière.

Avec l'apparition des villes-Etats, des guerres entre elles, puis de la formation des empires (notamment Romain), les prisonniers furent réduits en esclavages ou incorporés dans l'armée comme mercenaires et devinrent des émigrés de force. Les métèques (nom donné aux immigrés économiques dans l'antiquité) affluèrent des marches de l'Empire dans l'empire lui-même. Les exilés qui fuyaient pour sauver leurs vies menacées dans leur propre pays étaient les premiers « demandeurs d'asile politique ». Parallèlement se développa une émigration limitée vers les marches des empires et l'installation de troupes d'occupation, de marchands et de colons. Sous la poussée des peuples « barbares », les empires se disloquèrent. Ces peuples organisés en fédérations de tribus s'emparèrent des acquis culturels, technologiques, etc., des ex-empires et adoptèrent le mode de production esclavagiste, puis féodal et formèrent de nouveaux Etats.

Les progrès en matière de navigation et d'armement permirent aux Etats d'Occident de découvrir des régions lointaines, de conquérir par la force de nouveaux territoires (découverte de l'Amérique), d'instaurer les premières colonies, et d' « importer » par la force les immigrés africains réduits en esclavage. L'extension commerciale vers les Indes, l'installation de forts militaires pour protéger leur pénétration, jetait les premiers jalons de la colonisation.

En Amérique du Nord, commença une immigration de colons venant d'Europe, fuyant la misère, la famine et les persécutions religieuses lors des guerres de religions, auxquels se joignirent des aventuriers. Dans le sud des futurs USA, dans les Antilles, les latifundiaires (grands propriétaires terriens) « importèrent » des dizaines de millions d'africains réduits en esclavage.

Pour résumer, jusqu'à la fin du XIXème siècle, l'immigration était un phénomène marginal. Ce qui existait était l'émigration des colons libres d'un côté, de l'autre l'émigration forcée (esclavagiste) des africains vers l'Amérique et sa colonisation, puis la colonisation de l'Afrique et de l'Asie par les grandes puissances européennes.

L'industrialisation entraîna les populations rurales les plus pauvres en Europe à migrer vers les villes, puis les pays frontaliers : les ouvriers professionnels d'autres pays émigrent (ouvriers belges et allemands en France par exemple). Quelques uns de ces derniers formeront la Ligue des Justes qui deviendra le Ligue communiste pour laquelle Marx et Engels écriront « Le Manifeste du Parti Communiste ».

Les premiers immigrés en France au début du 20ème siècle viendront d'Afrique du Nord. Lors de la première guerre mondiale, ils seront recrutés souvent par la force pour servir de chair à canon (Africains du Nord et d'Afrique Noire) : goumiers marocains et tirailleurs sénégalais en sont un exemple.

Après la 1ère guerre mondiale, il sera fait appel à l'immigration d'Afrique du Nord pour suppléer aux millions de morts de la guerre. C'est la première immigration économique d'envergure provenant de pays colonisés. Une immigration d'hommes sans leur famille qui reste au pays. Ils font les métiers les plus durs et les plus mal payés dans le bâtiment, les travaux publics, les industries. Ils habitent dans des taudis, ils subissent le racisme ordinaire.

D'autres immigrés proviennent des pays européens : polonais dans les mines du nord, italiens dans le bâtiment et les mines, espagnols saisonniers dans le sud, etc.

Avec la montée du fascisme, les réfugiés politiques vont arriver en masse d'Italie, réfugiés politiques et raciaux d'Allemagne fuyant la barbarie nazie, républicains espagnols anti-franquistes.

Les puissances impérialistes vont avoir recours à l'incorporation massive de colonisés d'Afrique du Nord pour la France, d'Afrique Noire pour la France et l'Angleterre.

Après la guerre, le même besoin en hommes va conduire les puissances occidentales à recourir à l'immigration provenant d'Afrique du Nord, puis du Portugal, l'immigration vietnamienne à la fin de la guerre du Vietnam, l'immigration chilienne, l'immigration économique et politique turque et kurde puis l'immigration provenant d'Afrique Noire, de l'immigration chinoise après la restauration du capitalisme en Chine, celle des roms, fuyant la misère et le racisme, sans compter les réfugiés politiques.

Sous le capitalisme, l'immigration est un outil de la classe bourgeoise pour s'assurer un maximum de profits. Après la guerre, les immigrés ont grandement participé à la reconstruction économique de la France, tout en restant les laissés pour compte. Aujourd'hui même, ça sert bien la bourgeoisie d'avoir à disposition une main d'œuvre malléable, qu'on peut payer au lance pierre car sans-papiers et obligée de se cacher, de se soumettre pour ne pas être dénoncée.

Histoire du Mouvement Communiste International— 3ème partie (1895-1912)

Vous trouverez ici la troisième partie d'un résumé de l'Histoire du Mouvement Communiste International sous forme d'un feuillet détachable au centre de votre journal. La suite paraîtra dans la prochaine édition du Drapeau Rouge. La première partie et deuxième parties sont disponibles dans les numéros de mai et septembre. Bonne lecture à tous et toutes !

LA NAISSANCE DU LENINISME

« Le léninisme est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne. » (*Les principes du léninisme*, Staline, P.3, E.P)

L'impérialisme est le prélude de la révolution prolétarienne

Entre la fin du XIXème siècle et le début du XXème siècle, le capitalisme mondial s'est développé jusqu'à sa phase impérialiste.

Lénine explique que *« l'impérialisme est un stade particulier du capitalisme. Cette particularité est de trois ordres : l'impérialisme est 1) le capitalisme monopoliste ; 2) le capitalisme parasitaire ou pourrissant ; 3) le capitalisme agonisant. »* (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, P.10, E.P).

La principale caractéristique de l'impérialisme est la domination exercée par les monopoles qui se sont développés sur la base de la libre concurrence. Les monopoles sont le produit d'un stade déterminé de la production. Pour augmenter le taux de la plus value, battre leurs concurrents, ils devaient sans cesse améliorer les techniques, augmenter les investissements, élargir la production et faire baisser les prix. Il s'ensuivit une augmentation et une concentration de la production entre les mains de très grandes entreprises, qui forma les monopoles mais qui n'éliminèrent pas la concurrence. Les monopoles prennent les rênes de l'Etat, décident des choix des gouvernements, déterminent la politique intérieure et extérieure. Ils sont les maîtres de l'Etat, exportent les capitaux vers les colonies et semi-colonies, exploitent les populations autochtones. La rivalité des monopoles pour l'obtention des marchés, des sources de matières premières, des investissements conduit à des affrontements violents entre impérialismes pour se partager le monde et ses sphères d'influence.

L'impérialisme est un capitalisme parasitaire et pourrissant. Il limite les forces productives, entrave le progrès des sciences et des techniques, fait obstacle à l'utilisation de nouvelles inventions et de découvertes, et crée une certaine stagnation de l'économie. Ce caractère parasitaire se manifeste par l'apparition d'une couche de rentiers, et de pays profiteurs vivant de l'exploitation de pays, de colonies et de semi-colonies.

A l'époque de l'impérialisme, tous les partis bourgeois, ultras ou modérés, représentent les intérêts de la bourgeoisie monopoliste. Quel que soit le parti au pouvoir, celui-ci s'oppose au travailleur, dépouille les peuples dominés et opprimés, réprime les révolutionnaires. On assiste à une dégénérescence progressive de l'art et de la culture.

L'impérialisme est à un stade moribond. Les contradictions sont de plus en plus exacerbées. Celle entre le prolétariat et la bourgeoisie s'accentue. La bourgeoisie emploie tous les moyens pour exploiter et opprimer le peuple. La course aux armements fait augmenter les dépenses militaires. La bourgeoisie n'exploite pas que le prolétariat, mais aussi les paysans et les autres travailleurs qui deviennent des alliés du prolétariat.

Les contradictions entre l'impérialisme et les peuples opprimés s'exacerbent. L'exportation des capitaux dans les pays dominés crée une couche de compradores ligués avec les propriétaires fonciers féodaux. Ce qui attise la haine des peuples envers l'impérialisme et permet le développement des mouvements de libération nationale anti-impérialiste qui constituent de puissants alliés de la révolution prolétarienne.

Les contradictions entre impérialismes s'aggravent. Les pays impérialistes se livrent à une expansion démesurée. Le repartage du monde conduit à la guerre impérialiste qui affaiblit les pays impérialistes et peut conduire à la révolution.

C'est pourquoi, comme le disait Lénine, « *l'impérialisme est le prélude de la révolution sociale du prolétariat » (L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine, O.C., tome 23, p.116).

Mao a indiqué que : *« L'impérialisme s'est préparé les conditions de sa propre ruine. Ces conditions, c'est la prise de conscience des grandes masses populaires dans les colonies et semi-colonies et dans les pays impérialistes*

eux-mêmes. C'est l'impérialisme qui a poussé les grandes masses populaires du monde entier à s'engager dans l'époque historique de la grande lutte pour la liquidation de l'impérialisme » (*Rejetez vos illusions, préparez-vous à la lutte*, Mao, O.C., tome 4, p.445, E.P.).

La Russie, patrie du léninisme



Au début du 20ème siècle, la Russie entra sans sa phase impérialiste. 30 groupes monopolistes contrôlaient les principales branches d'industrie dans le pays, 4 banques détenaient 50% du capital bancaire. La Russie exportait ses capitaux vers la Turquie. Outre ses particularités communes avec les autres pays impérialistes, la Russie avait une particularité propre. Elle était dominée conjointement par le capital monopoliste et les vestiges du servage féodal, formant un impérialisme féodal et militaire.

1) Les contradictions étaient vives entre le prolétariat d'une part, le capital monopoliste et la monarchie tsariste d'autre part (journée de 15 heures, salaires très bas, amendes, diminution de salaires, licenciement immédiat, etc.).

2) Les contradictions entre les paysans et les propriétaires fonciers. Les paysans subissaient la double oppression du capitalisme et du propriétaire foncier. Les paysans riches (15%) détenaient 50% des terres. Les paysans pauvres étaient à la limite de la famine. Les paysans réclamaient l'abolition de la propriété de la terre et le renversement du tsarisme.

3) Les nationalités non-russes (50%) étaient victimes d'une oppression nationale. La Russie était la prison des peuples. Le gouvernement poussait les peuples à se massacrer entre eux et imposait la russification forcée. Les travailleurs des minorités nationales subissaient en plus l'oppression et l'exploitation des propriétaires fonciers et des capitalistes de leur nationalité.

4) Les contradictions entre les peuples opprimés et l'impérialisme russe. Les révolutions populaires en Hongrie et en Pologne avaient été réprimées. La Russie avait mené des guerres d'agression contre la Turquie, la Perse et la Chine et occupait une partie du territoire chinois (nord de la Mandchourie, une partie du Xinjiang, des territoires à l'est de l'Oussouri - 1.5 million de km²) et avait obligé la Chine, dans la deuxième moitié du 19ème siècle, à signer des traités inégaux.

5) Les contradictions entre le peuple russe et l'impérialisme occidental étaient irréductibles. La survivance du servage avait entravé le développement industriel. La Russie était un pays impérialiste relativement arriéré et dépendait des capitaux étrangers. L'impérialisme occidental contrôlait par des prêts, les principales branches industrielles, plusieurs centaines de millions de roubles étaient prélevés sur le dos du peuple pour payer les dettes. Il y avait rivalité et collusion entre l'impérialisme tsariste et occidental.

La Russie tsariste était le point crucial de toutes les contradictions de l'impérialisme. C'était *« un foyer d'oppression de toutes sortes – aussi bien capitaliste que coloniale et militaire, – oppression envisagée sous sa forme la plus inhumaine et la plus barbare » (*Staline, *Les principes du léninisme*, p.10).

Avec ces contradictions (classes et nationalités), les forces de la révolution augmentaient.

Au début du 20ème siècle, en Russie, il y avait 3 millions d'ouvriers industriels, la moitié concentrée dans les grandes entreprises.

Au cours de la crise économique de 1900-1903, de nombreux ouvriers furent réduits au chômage aggravant leurs conditions de vie. Une vague de grèves déferla sur le pays.

En 1901, la grève du 1er mai à l'usine de guerre Oboukhov de Pétersbourg, se transforma en heurt sanglant entre la troupe et les ouvriers.

Au cours de l'année 1902, 340 révoltes paysannes éclatèrent dans la seule partie européenne de la Russie (incendies des domaines des propriétaires fonciers, partage des terres, massacres de *zemskié natchalniki* - nobles ayant droit de police, de fonctions juridiques et administratives). Puis le mouvement étudiant prit son essor, des grèves générales concernèrent 30.000 étudiants.

« L'histoire nous assigne maintenant une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de toutes les tâches immédiates du prolétariat de n'importe quel autre pays. L'accomplissement de cette tâche, la destruction du rempart le plus puissant, non seulement de la réaction européenne, mais aussi (nous pouvons le dire maintenant) de la réaction asiatique, ferait du prolétariat russe l'avant-garde du prolétariat international. » (Lénine, *Que faire*, P.34, E.P)

Les premières activités révolutionnaires de Lénine

Vladimir Illitch Oulianov (1870-1924), dit Lénine, naquit le 28/4/1870 à Simbirsk en Russie. Il vit les paysans pauvres asservis. Dès l'âge de 15 ans, il lut des ouvrages des révolutionnaires russes, puis plus tard les œuvres de Marx, que son frère aîné, Alexandre ramenait de Pétersbourg.

En mars 1887, ce dernier, membre d'une organisation terroriste, fut exécuté pour avoir tenté d'assassiner le tsar.

Lénine jura de s'engager dans la révolution, mais en choisissant une autre voie que celle du terrorisme individuel.

En août 1887, Lénine entra à l'Université de Kazan. Il prit une part active au mouvement révolutionnaire et fut renvoyé de l'Université, enfermé dans un cachot, puis exilé.

A la fin des années 1880, les premiers groupes marxistes sont créés en Russie. Lénine est libéré en 1888 et revient à Kazan, où il adhère à un de ces cercles.

Lénine estimait qu'il fallait rompre avec les *narodniki* (populistes) qui considéraient le capitalisme en Russie comme un phénomène accidentel qui ne pourrait se développer et propager le marxisme.

Les populistes niaient le rôle dirigeant du prolétariat dans la révolution, laissant ce rôle à la paysannerie dirigée par les intellectuels. Ils allaient au peuple pour répandre leurs opinions. Les paysans ne suivaient pas, la police du tsar les traquait. Une partie abandonna la campagne et s'adonna au terrorisme. Les conceptions réactionnaires et la tactique nuisible des populistes furent critiquées par Plekhanov et son groupe « Libération du Travail » fondé par Plekhanov en 1883 à Genève. Il avait fait un travail considérable de propagande du marxisme et en combattant les idées populistes, mais coupé du mouvement ouvrier, il n'avait pu démolir complètement ce mouvement populiste. Lénine s'en acquitta.

En 1893, Lénine écrivit son premier article « *Nouvelles transformations économiques dans la vie paysanne* », il montra l'antagonisme de classe à la campagne, montrant le développement du capitalisme à la campagne, réfutant les populistes. Il quitta Samara pour Pétersbourg où il devient le leader, le théoricien du marxisme. Makhaïlovski continuait les attaques contre le marxisme. Pour l'écraser sur le plan idéologique en 1894, Lénine écrivit « *Ce que sont les « amis du peuple » et comment ils luttent contre les sociaux-démocrates* ».Les populistes prétendaient que les marxistes voulaient *« faire passer chaque moujik par la fournaise de l'usine* ». Lénine répondit que ce n'était pas le désir des marxistes mais le développement objectif du capitalisme en Russie. Dans la lutte contre le populisme, des compagnons de route apparurent : les « marxistes légaux », intellectuels de la bourgeoisie libérale. Piotr Strouvé appelait ouvertement à « *avouer notre manque de culture et nous mettre à l'école du capitalisme* ». Leurs attaques contre le populisme visaient à développer le capitalisme. Lénine avait passé un accord provisoire avec les « marxistes légaux », mais n'avait pas abandonné ses critiques à leur égard. « *Le contenu économique du populisme et la critique qu'en fait dans son livre M. Strouvé* » écrit par Lénine en 1895, montre la nature bourgeoise des marxistes légaux.

A l'automne 1895, sous la direction de Lénine, les 20 groupes marxistes de Pétersbourg forment l' « Union de lutte pour la libération de la classe ouvrière ». Dans d'autres régions, les groupes d'ouvriers marxistes s'unirent notamment à Moscou et Kiev.

De nouveau le 9/12/1895, Lénine fut arrêté et déporté en Sibérie en 1897. Pendant son exil, il approfondit ses connaissances théoriques. Et suivit de près le développement du mouvement révolutionnaire prolétarien en Russie et dans le monde.

Apparition et développement du révisionnisme dans les partis de la 2ème Internationale

L'apparition et l'extension du révisionnisme au sein des partis de l'Internationale étaient le produit de la politique de la bourgeoisie à l'époque impérialiste. A cette époque, la bourgeoisie utilise une partie des énormes surprofits pour acheter les éléments de la couche supérieure des ouvriers, une aristocratie ouvrière qui se fait son intermédiaire au sein du mouvement ouvrier.

La bourgeoisie a parfaitement compris que *« les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. »* (*Le 2ème Congrès de l'Internationale communiste*, Lénine, O.C, tome 31, P.238, E.M).

Ce phénomène toucha l'Angleterre, l'Allemagne et d'autres pays d'Europe où le capitalisme avait atteint un haut degré de développement. De plus, des petits propriétaires ruinés apportèrent dans le mouvement ouvrier les idées de la petite bourgeoisie, fournissant un terrain favorable au développement du révisionnisme.

Pour préserver sa domination réactionnaire, la bourgeoisie a deux politiques contre le prolétariat : la répression violente, armée et la démagogie. A la fin du 19ème siècle, sans abandonner la répression violente, elle adopta des petites réformes pour paralyser la volonté révolutionnaire du prolétariat.

Les victoires électorales remportées par les partis sociaux-démocrates provoquèrent chez les éléments les moins décidés un culte du système parlementaire, abandonnant les principes fondamentaux de la lutte armée et de la révolution violente. Engels combattit l'opportunisme de droite dans la 2ème Internationale et l'endigua. Mais après la mort d'Engels, le révisionnisme et l'opportunisme de droite commencèrent à se répandre.

Le principal représentant était l'allemand Bernstein (1850-1932). Il adhéra en 1872 au Parti social-démocrate allemand (Parti d'Eisenach). Après son entrée au Parti, il prêcha le compromis entre le Parti d'Eisenach et celui de Lassalle. Après 1875, il devient partisan de Dühring. En 1879, avec Höchberg et Schramm il forma le groupe des « Trois de Zürich », il proposa un programme opportuniste de droite. En 1896, il publia dans la « *Neue Zeit* » une série d'articles « *Problèmes du socialisme* » « *Utopisme et éclectisme* », « *La théorie de l'effondrement et la politique coloniale* », etc. qui prétendant que les temps avaient changé, que le marxisme était dépassé. Il inventa une formule tristement célèbre reprise par les révisionnistes de tous les temps : « *Le but final n'est rien, le mouvement est tout* ». D'après lui la classe ouvrière devait mener une série de mouvements politiques et économiques sans recourir à la

révolution violente, sans avoir besoin de démolir la machine d'Eta bourgeoise, ni d'établir la dictature du prolétariat pour que le capitalisme « *passe pacifiquement au socialisme* ». Kautsky ferma les yeux. Bernstein publia « *Les prémisses du socialisme et les tâches du Parti social-démocrate* », une révision complète de la philosophie, de l'économie politique et de la doctrine socialiste du marxisme.

Sur le plan philosophique, il attaqua la dialectique disant qu'elle n'était qu' « *un piège qui gênait toute observation logique des choses* » et prétendait qu'elle avait fait commettre au marxisme des erreurs lui faisant « *considérer comme le résultat direct d'une révolution politique…des choses qui mettraient des siècles à se réaliser* ».

Sur le plan de l'économie politique, Bernstein déforma la pierre angulaire de l'économie politique marxiste – la théorie de la plus-value, prétendant qu'elle n'était qu'une « *pure construction de la pensée* », « *une formule foncièrement hypothétique* », prônant « *la primauté des forces productives* », que la lutte du socialisme dépendait de « *l'augmentation des forces productives de la société* ».

Sur le plan de la doctrine du socialisme, il abandonna totalement la doctrine marxiste de la lutte des classes, du parti prolétarien et de la dictature du prolétariat. Il vantait la démocratie parlementaire bourgeoise, niant que l'appareil d'Etat de la bourgeoisie fut un instrument d'oppression de classe et parlant de la révolution violente comme d'un « *sacrifice inutile* ». Il attaquait la dictature du prolétariat comme étant « *le règne despotique de la terreur* », il préconisait que le Parti abandonnât son programme révolutionnaire pour devenir un « *parti de réformes* ».

Le révisionnisme gagna les autres pays. Les fabiens en Angleterre, les partisans de la participation ministérielle en France, les bernsteiniens en Allemagne, et les critiques en Russie, tous de la famille révisionniste.

En juin 1899, Millerand entra publiquement dans le gouvernement bourgeois français en tant que ministre du commerce et de l'Industrie, collabora avec le bourreau de la Commune de Paris, le général Galliffet. Il fit passer le bernsteinisme du stade de la théorie à celui de la pratique selon la formule de Lénine.

Le révisionnisme de Bernstein et l'affaire Millerand mettaient en péril le Mouvement Communiste International. Aussi diverses fractions révolutionnaires de gauche apparurent qui préparaient la lutte contre le révisionnisme.

La lutte de Lénine et de la gauche internationale contre le révisionnisme

Elle commença au sein du Parti allemand. Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht, Clara Zetkin représentaient la fraction gauche. Au Congrès du Parti Allemand en 1898 à Stuttgart commença la critique des conceptions opportunistes de Bernstein. En octobre 1899, à celui de Hanovre. Bebel en fit une critique mordante. Le congrès adopta une résolution qui n'abandonnait pas les conceptions de base du Parti, mais qui ne critiquait pas Bernstein nommément. En 1899, Rosa Luxembourg publia en 1899 « *Réformes sociales ou révolution sociale ?* » qui critiquait les conceptions politiques et économiques de Bernstein.

En France, la gauche révolutionnaire du Parti menait une lutte acharnée contre Millerand. Lors des deux congrès des socialistes français unifiés à Paris en décembre 1899 et automne 1900, un débat très dur s'engagea autour de l'affaire Millerand. La fraction opposée se retira du second congrès.

La 2ème Internationale tînt son congrès. Trois fractions s'affrontaient : la gauche, le centre et la droite. La fraction de gauche représentée par Rosa Luxembourg s'opposait à la participation des socialistes aux gouvernements bourgeois et demandait une sanction contre Millerand. La fraction de droite avec Jaurès, Bernstein et Vollmar, plaidèrent pour Millerand. La fraction du centre avec Kautsky en tête, sous prétexte de conserver l'Unité Internationale, elle, présenta un projet tiède et conciliateur, où elle prétendait que la participation des socialistes à un gouvernement bourgeois n'était « *qu'une question de tactique et non de principe, et n'était donc pas de la compétence du congrès international* ». Ce projet de résolution fut qualifié « d'élastique ». La fraction de gauche s'opposa à la révolution de Kautsky qui constituait une capitulation face à la bourgeoisie et au révisionnisme. Finalement la résolution de Kautsky fut adoptée, par 29 voix contre 9. A partir de là, la 2ème Internationale entra en période de dégénérescence.



Mais la gauche de cette époque n'était pas encore mûre sur le plan politique et théorique. C'est dans ces conditions que Lénine reprit le flambeau du marxisme.

En août 1899, Lénine prit connaissance du livre de Bernstein « *Les prémisses du socialisme et les tâches du Parti social-démocrate* ». Il en fut indigné et écrivit à sa famille que le révisionnisme de Bernstein était « *un opportunisme sans fin et, par là-dessus, un opportunisme poltron ». « Son fiasco ne fait aucun doute ».* Il estimait « *indispensable de déclencher ouvertement une polémique »* contre Bernstein et insistait pour que *« le rétablissement et la défense »* du marxisme soient posés *« à l'ordre du jour ».*

Le léninisme est né dans la lutte

Il fit avancer le marxisme à la phase léniniste :

✦ L'impérialisme est un capitalisme monopoliste, pourrissant et moribond, prélude à la révolution prolétarienne,
✦ la loi inégale du développement rend inévitable la guerre inter-impérialiste,
✦ en rompant le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste, le prolétariat permet au socialisme de triompher dans un ou plusieurs pays,
✦ le prolétariat doit établir une solide alliance avec la paysannerie, mais sous sa direction,
✦ la prise du pouvoir ne peut se réaliser que par une révolution violente,
✦ après avoir pris le pouvoir, le prolétariat doit instaurer sa dictature.

« La dictature du prolétariat est une lutte opiniâtre, sanglante et non sanglante, violente et pacifique, militaire et économique, pédagogique et administrative, contre les forces et les traditions de la vieille société », (*La maladie infantile du communisme – le gauchisme*, Lénine, p. 31, E.P).

Staline a dit que le léninisme *« a non seulement régénéré le marxisme, mais a fait encore un pas en avant en le développant dans les nouvelles conditions du capitalisme et de la lutte des classes du prolétariat », (*Staline, *Les principes du léninisme*).

LA CONSTRUCTION DU PARTI MARXISTE DE TYPE NOUVEAU

Lénine contre les économistes

En 1898, se réunit à l'initiative des délégués des Unions de lutte pour la libération du Travail le 1er Congrès du Parti Ouvrier social-démocrate de Russie (P.O.S.D.R.). Lénine déporté en Sibérie ne put y assister, mais le Parti n'avait pas établi de programme, ni de statut du Parti, pas de ligne politique commune. Il régnait encore un état de désarroi idéologique, d'instabilité politique et d'éparpillement organisationnel. L'Union de lutte de St.Pétersbourg avait changé de composition, les « Jeunes » ou les « économistes » appliquaient une ligne incorrecte : les ouvriers devaient mener la lutte économique, la lutte politique devait être mené par la bourgeoisie libérale et les intellectuels. Ils s'opposaient à la révolution prolétarienne et à la dictature du prolétariat.

En 1899, Prokopovitch et Kouskova publièrent un texte économiste. Ils prétendaient que le marxisme était dépassé en Occident et inadéquat pour la Russie. Ils soutenaient le révisionnisme bernsteinien.

Quand il eut prit connaissance du manifeste des économistes, il convoqua une conférence des 17 déportés marxistes en exil avec lui pour mener la lutte à contre-courant qui signèrent une « *protestation des sociaux-démocrates russes* » rédigée par Lénine.

Les économistes utilisèrent les journaux qu'ils contrôlaient, *Rabotchéiié Diélo (La cause Ouvrière) et Rabotchaïa Mysl (La Pensée Ouvrière)*. Martynov continua à propager l'économisme.

Il fallait convoquer un 2ème Congrès, mais Lénine disait qu'avant de s'unir, il fallait se délimiter. Il fallait établir une ligne de démarcation entre révisionnistes et révolutionnaires prolétariens. Il fallait un journal politique pour toute la Russie.

Au début de l'année 1900, au retour d'exil, Lénine créa l'*Iskra* (l'Etincelle). Dans l'éditorial, Lénine estimait nécessaire *« une ample discussion publique des grands problèmes de principe et de tactique soulevés de nos jours par les économistes et les bernsteiniens et les critiques », (Un pas en avant, deux pas en arrière*, Lénine, O.C., tome 7, page 254).

Lénine aida à travers l'Iskra les prolétaires à avoir une bonne compréhension de la théorie révolutionnaire du marxisme. L'Iskra devient un centre d'éducation et de rassemblement des forces du Parti. *« Le journal […] n'est pas seulement un propagandiste collectif et un agitateur collectif ; il est aussi un organisateur collectif, » dira Lénine.*

« Que faire ? » : les fondements idéologiques du Parti prolétarien.

En 1902, Lénine publie « Que faire ? » où il fait une critique systématique de l'économisme et du bernsteinisme. Il expose les principes fondamentaux de l'édification du Parti.

Le Parti prolétarien doit guider sa pensée sur le marxisme

Le marxisme est la conception scientifique du monde, la méthodologie du prolétariat. Ce n'est que se guidant sur cette conception que le Parti révolutionnaire du prolétariat peut garantir son caractère d'avant-garde. Les économistes

sous couleur d'anti-dogmatisme et de liberté de critique avaient essayé de déformer la théorie marxiste pour servir la ligne réformiste. *« La « liberté de critique » est la liberté de la tendance opportuniste dans la social-démocratie, la liberté de transformer cette dernière en un parti démocratique de réformes, la liberté d'implanter dans le socialisme les idées petites bourgeoises et les éléments bourgeois »* (*Par ou commencer ?*, Lénine, Œuvres, tome 5, p.19, E.M).

Le mouvement social-démocrate ayant un caractère international, la tâche du PSDOR était aussi de constituer un détachement d'avant-garde du prolétariat mondial. *« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire ».* (Ibid. p.29). *« Seul un Parti guidé par une théorie d'avant-garde, est capable de remplir le rôle de combattant d'avant-garde. »* (Ibid. p. 30).

Le Parti prolétarien doit assumer la tâche d'inculquer la conscience socialiste aux masses ouvrières

Les économistes avaient comme base le culte de la spontanéité, source commune de tous les opportunistes. Les économistes pensaient que le mouvement ouvrier pourrait, par ses luttes, engendrer une idéologie socialiste indépendante. Ils niaient la nécessité d'inculquer à la classe ouvrière la conscience socialiste et reprochaient aux marxistes d'exagérer l'élément conscient. C'était la négation du rôle théorique du marxisme et du rôle dirigeant du Parti.

Lénine répliqua que *« par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, mener la lutte contre le patronat, réclamer du gouvernement telles ou telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. »* (Ibid. p. 37.38).

La seule base de classe est insuffisante. La conscience idéologique du socialisme étant une science, elle doit reposer sur une base de matériaux idéologiques avancés déjà accumulés par la connaissance humaine. L'idéologie du socialisme scientifique ne pouvait être créée que par des intellectuels révolutionnaires tels que Marx et Engels qui, possédant de vastes connaissances, refusèrent leur classe (la bourgeoisie) pour se tenir sur les positions du prolétariat et se plongèrent dans la pratique du mouvement ouvrier.

Il existe aussi dans le prolétariat une tendance spontanée à adopter le socialisme, mais il existe dans la société capitaliste une autre idéologie beaucoup plus ancienne que celle du socialisme, celle de la bourgeoisie qui dispose du pouvoir, d'innombrables moyens de propagande et qui mine et influence à tout instant le prolétariat. Voilà pourquoi il existe aussi chez les ouvriers une tendance spontanée à accepter l'idéologie bourgeoise. En s'opposant à la pénétration du socialisme scientifique parmi les ouvriers, en le déconsidérant, les économistes aident en fait la bourgeoisie à répandre son influence idéologique.

« Tout rapetissement de l'idéologie socialiste, tout éloignement vis-à-vis de cette dernière implique un renforcement de l'idéologique bourgeoise » (Ibid, p.49).

« Tout culte de la spontanéité du mouvement ouvrier, tout amoindrissement du rôle de « l'élément conscient », du rôle de la social-démocratie signifie par là-même - qu'on le veuille ou non, cela n'y fait absolument rien - un renforcement de l'idéologie bourgeoise » (ibid- p. 46-47).

Le parti prolétarien doit entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire de la conquête du pouvoir

Les économistes voulaient « lutter pour transformer les conditions économiques » et appelaient d'une façon absurde à ne mener que la lutte économique sans lutte politique.

« De ce que les intérêts économiques jouent un rôle décisif, il ne s'ensuit nullement *que la lutte économique (professionnelle) soit d'un intérêt primordial, car les intérêts les plus essentiels, « décisifs », des classes* ne peuvent *être satisfaits, en général,* que *par des transformations* politiques *radicales ; en particulier, l'intérêt économique capital du prolétariat ne peut être satisfait que par une révolution politique remplaçant la dictature de la bourgeoisie par celle du prolétariat. »* (Ibid – p, 57).

Le parti prolétarien doit entraîner le mouvement ouvrier dans la voie révolutionnaire de la conquête du pouvoir

La structure du Parti devait être composée de deux parties : l'une d'elle, peu nombreux, des professionnels de l'activité révolutionnaire, dotés de solides connaissances théoriques, d'expérience politique et d'aptitude à l'organisation, et capables de se mesurer à la police du tsar ; l'autre conçue comme un vaste réseau d'organisations, comprenant un grand nombre d'adhérents soutenues par une multitude des masses laborieuses.

Les économistes se manifestaient par l'éparpillement organisationnel, l'esprit de coterie, le travail artisanal, et leur opposition à la construction d'un parti ouvrier unique et centralisé et plus encore à une organisation de révolutionnaires. Ils voulaient rabaisser le Parti au rang des caisses de grèves, des associations de secours mutuel et autres organisations spontanées des masses ouvrières. S'opposant au rôle dirigeant du Parti dans le mouvement ouvrier, ils prétendaient que le premier devait suivre le second et de faire le procès-verbal des luttes ouvrières.

« *La lutte spontanée du prolétariat ne deviendra une véritable « lutte de classe » du prolétariat que lorsque sera*

dirigée de révolutionnaires » (Que faire ? – p. 167). « *Donnez-nous une organisation de révolutionnaires et nous soulèverons la Russie* » (P.157).

Le Parti bolchevick s'est construit dans la lutte



Du 30 juillet au 23 Août 1903, se tient clandestinement le IIème Congrès du P.O.S.D.R. pour fonder un véritable parti communiste.

La composition de ce Congrès était hétérogène : iskristes stables et iskristes instables, des éléments économistes qui avaient fait peau neuve et des membres du Bund (Union générale des ouvriers juifs de Lituanie, de Pologne et de Russie social-démocrate).

Les principales questions étaient l'élaboration du programme et des statuts du Parti, l'élection des organes centraux de direction.

Le nœud de cette question : inscription ou non de la dictature du prolétariat dans le programme.

Des divergences s'étaient fait jour entre Plekhanov et Lénine. Le premier et d'autres éléments opportunistes refusèrent de l'inscrire dans le programme. Les membres du Bund et des économistes s'y opposèrent parce que les partis de l'Internationale ne l'avaient pas dans leur programme. Martynov et consorts niaient la nécessité de la dictature du *prolétariat*, exaltant la démocratie bourgeoise. Quant à Trotski, s'appuyant sur la théorie de la « primauté des forces productives », il prétendait qu'on ne pourrait réaliser la dictature du prolétariat que lorsque ce dernier constituerait la majorité de la révolution mondiale.

Après une lutte acharnée, le Congrès adopta la dictature du prolétariat. *«La condition nécessaire de la révolution socialiste est la dictature du prolétariat, c'est la prise par le prolétariat d'un pouvoir politique suffisant pour réprimer toute résistance des exploiteurs ».*

Sur les statuts, la question tournait sur savoir comment on devenait membre du Parti.

« *Est membre du Parti, celui qui en reconnaît le programme et soutient le Parti tant par des moyens matériels que par sa participation personnelle dans une des organisations du Parti* » *(Un pas en avant, deux pas en arrière***,** Lénine, Œuvres, tome 7, p. 254, E.M)**.**

L'article de Martov stipulait : « *Est considéré comme appartenant au P.O.S.D.R, celui qui tout en reconnaissant son programme, travaille activement à mettre en œuvre ses tâches sous le contrôle et la direction des organismes du Parti* ».

Les deux articles ne différaient que sur un point : l'appartenance ou la non appartenance à l'organisation.

Outre qu'il doit avoir comme fondement théorique le marxisme, il doit posséder une stricte discipline du point de vue de l'organisation afin de pouvoir évaluer et contrôler chacun de ses membres avant de l'admettre en son sein. Il ne s'agit pas d'un club à la structure lâche auquel adhère qui y veut.

« *Il suffit que vous désiriez être membre pour le devenir* ». Il est évident qu'un parti édifié sur une telle base serait un Parti hétérogène, sans forme définie, dépourvu d'une organisation et d'une discipline ferme.

Les tenants de Martov, Trotski et l'ensemble des opportunistes eurent la majorité, ce qui permit par la suite aux mencheviks de mener des activités fractionnistes. Fort de leur victoire, les opportunistes croyaient triompher à l'élection des organes centraux. La coalition des opportunistes se disloqua sous les attaques de Lénine. Le Bund demanda à être l'unique représentant des ouvriers juifs, refus du Congrès, le Bund se retire. A l'élection de l'Iskra le rapport de force est renversé : la fraction léniniste obtient la majorité. Les partisans de Lénine furent alors appelés « bolcheviks » (majoritaires) et les partisans de Martov, mencheviks (minoritaires).

Après le 2ème Congrès, les mencheviks soulevèrent un courant d'hostilité aux bolcheviks. Ils refusèrent de collaborer à l'Iskra, boycottèrent le Comité central et pour qu'ils cessent leurs activités scissionnistes, il fallait changer le Comité central et rétablir dans leurs fonctions les rédacteurs mencheviks. Lénine rejeta ces demandes.

Après le 2ème Congrès, Plekhanov se laissa intimider. Il tenta de réconcilier bolcheviks et mencheviks. Abusant de ces fonctions, il fit entrer de force dans la rédaction de l'Iskra certains mencheviks. Dès lors le journal cessa de refléter le point de vue et les opinions de Lénine. Il se retira de la direction de l'Iskra. A partir du n°52, l'Iskra devient l'instrument des mencheviks. Ils tentèrent alors de s'emparer de la direction du Comité central. Tous les journaux de la 2ème Internationale se rangèrent dernière les mencheviks. Les éléments de gauche ne se dressèrent pas en temps opportun pour combattre les calomnies des opportunistes contre les bolcheviks.

Lors du Congrès de la 2ème Internationale qui se tient à Amsterdam en août 1904, les bolcheviks prirent part sous leur propre nom en tant qu'organisation indépendante. Les chefs de file de la 2ème Internationale, Kautsky et

compagnie, voulaient utiliser cette réunion contre Lénine. Les délégués bolcheviks présentèrent un rapport spécial « *Documents pour l'étude de la crise dans le P.O.S.D.R.* ». Prenant les statuts du Parti allemand, ils démasquèrent la ligne opportuniste de la 2ème Internationale sur les questions d'organisation et ses résultats néfastes. Le Congrès d'Amsterdam demanda aux bolcheviks et mencheviks russes de fonder un Parti social-démocrate unique.

En février 1905, le Bureau Socialiste International (Bureau exécutif de la 2ème Internationale) décide de créer un comité médiateur, et que les bolcheviks et mencheviks mettent fin à la polémique. Ce qui veut dire que le parti allemand avait le droit d'intervenir à l'intérieur du Parti russe.

Lénine éduqua un important contingent de combattants fermes, parmi eux Joseph Vissarionovitch Staline (1879-1953). Dès 1894, lorsqu'il entra à l'école secondaire, il s'engagea dans la révolution, il adhéra à un cercle marxiste. Il prit une part active au mouvement ouvrier et se mit à lutter contre le régime tsariste. En 1899, il fut renvoyé de l'école pour propagande marxiste et devint un révolutionnaire professionnel. Il dirigea le premier journal en langue géorgienne, *« Brdzola »* (La Lutte), d'orientation léniniste. Il unit les organisations du Parti en Transcaucasie. En exil, quand il prit connaissance des luttes au sein du 2ème Congrès du P.O.S.D.R., il manifesta son accord avec Lénine et engagea la lutte contre les mencheviks. En 1904, il revient en Transcaucasie et attaqua les positions opportunistes.

LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME DE 1905 A 1912

C'est au moment où la 2ème Internationale prônait les réformes sociales et la paix sociale, qu'éclata la révolution de 1905, qui porta un coup au tsarisme.

Lénine mena une lutte résolue contre les mencheviks. Lors de la révolution de 1905, le prolétariat s'engagea dans des batailles héroïques d'où surgirent des expériences nouvelles : grève politique générale et établissement de soviets. Lénine s'opposa aux otzovistes (groupe opportuniste apparu parmi les bolcheviks et dirigé par A. Bogdanov – les otzovistes s'opposaient à tout travail dans les organisations légales). Il critiqua cette ligne et soutient la combinaison du travail légal et clandestin.

1. Le déclenchement de la révolution et les deux lignes antagoniques au sein du Parti russe

La révolution de 1905, fut le premier coup de fusil tiré par le prolétariat.

La Russie tsariste, au début du 20ème siècle, était le point de convergence de toutes les contradictions.

Quand la crise économique mondiale de 1901-1903 atteignit la Russie, 3000 usines fermèrent, 100.000 ouvriers furent jetés à la rue. Sous la direction du Parti bolchevik, le mouvement ouvrier et paysan prit un vigoureux essor : de 1901 à 1904 plus de 1.000 grèves ouvrières éclatèrent.

Pour éteindre les flammes de la révolution, le régime recourut à l'aventure d'une guerre extérieure.

En avril 1904, la guerre est déclarée entre la Russie et le Japon. Les défaites mènent à la ruine de l'économie. A la fin de l'année 1904, les ouvriers de Pétersbourg, Moscou, Kharkov et Bakou organisèrent des grèves et des manifestations sous la direction du Parti bolchevik. Le 9 janvier 1905, un épisode sanglant à Pétersbourg annonça le début de la tempête. Le 3 janvier, les ouvriers de l'usine Poutilov s'étaient mis en grève pour protester contre le licenciement de 4 de leurs camarades. Le 8 janvier, la grève est devenue générale à Pétersbourg. Le gouvernement, à travers un de ses mouchards, le pope Gapone, organisa une marche pacifique pour présenter au tsar des pétitions.

Le parti bolchevik pénétra dans les usines et distribua des tracts « ce *n'est pas avec des pétitions qu'on peut acheter la liberté ; cette liberté, c'est par le sang qu'il faut l'arracher, c'est dans une lutte cruelle qu'il faut la conquérir* ». Un grand nombre d'ouvriers étaient abusés et conservaient des illusions à l'égard du tsar. Le dimanche 9 janvier, « Dimanche sanglant », accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants et même de leurs vieux parents, les ouvriers formèrent un cortège pacifique d'environ 140.000 personnes qui arboraient des bannières religieuses et des effigies du tsar et chantaient des cantiques, ils apportaient leurs pétitions et imploraient le tsar de leur accorder sa « grâce ». Mais celui-ci ne fit preuve d'aucune « miséricorde » envers les ouvriers, il fit répondre à leur requête pacifique par une sanglante fusillade. Plus de 1.000 personnes furent tuées, plus de 2.000 blessées. L'après-midi, les ouvriers occupèrent les usines de guerre, les dépôts d'armes et prenant les armes, élevèrent des barricades. Ils passèrent à la contre-offensive. Les ouvriers criaient : *« Le tsar a cogné sur nous, cognons sur le tsar » « A bas l'autocratie tsariste », « la liberté ou la mort »*. En moins d'un mois, 400.000 ouvriers étaient en grève. La révolution avait commencé en Russie, ce qui mit en branle toutes les classes et tous les partis de la société.

Le gouvernement voyant que la seule violence ne permettrait de sauver sa domination, convoqua une *Zemski Sobor* (Assemblée des représentants des castes en Russie, convoquée au 16ème et 17ème siècles pour conférer avec le gouvernement) ou Douma (Parlement) d'Etat. La bourgeoisie libérale avec son Parti Constitutionnel-Démocrate (Cadet) utilisa deux stratagèmes au tsar ; d'un côté, servir la révolution pour obtenir quelques réformes, de l'autre par peur de la révolution, elle faisait de larges concessions au tsar pour instaurer une monarchie constitutionnelle et arrêter la révolution en chemin.

Le Parti du Prolétariat devait, face au tsar et à la bourgeoisie libérale, élaborer sa politique et sa tactique, ainsi que l'orientation à suivre envers ses ennemis et ses alliés. Le P.O.S.D.R était divisé en 2 fractions, bolcheviks et

mencheviks qui avaient chacune une direction et son propre journal. Les bolcheviks proposèrent aux mencheviks de réunir un 3ème Congrès. Les mencheviks refusèrent. Les bolcheviks le tinrent à Londres en avril 1905. Au même moment les mencheviks réunissaient à Genève leur conférence scissionniste. Il y eut donc deux congrès qui discutèrent de la même question.

Le Congrès de Londres (bolchevik) formula une ligne révolutionnaire : la révolution démocratique bourgeoise devait être dirigée par le prolétariat, celui-ci devait établir avec les paysans une solide alliance et isoler la bourgeoisie, il devait renverser par la révolution armée l'autocratie tsariste, instaurer la dictature démocratique des ouvriers et paysans, passer ensuite de celle-ci à la révolution socialiste.

La Conférence de Genève (menchevik): la révolution démocratique bourgeoise devait être dirigée par la bourgeoisie, le prolétariat ne pourrait être que l'appendice de cette dernière. On devait à travers la lutte parlementaire, réformer le tsarisme par des moyens pacifiques. C'était une ligne défaitiste, révisionniste.

Plekhanov se prétendant du « Centre » refusa d'appliquer les résolutions du 3ème Congrès et insista pour que les bolcheviks acceptent qu'il représente le P.O.S.D.R au Bureau exécutif de la 2ème Internationale. Il écrivit aux dirigeants de tous les partis sociaux-démocrates pour qu'ils soutiennent la ligne de la Conférence de Genève contre celle des bolcheviks.

Lénine écrivit des lettres au C.C du Parti russe ou au bureau exécutif de la 2ème Internationale, dénonçant le faux visage centriste de Plekhanov, demandant que lui soit retirée sa qualité de représentant dans le Bureau exécutif afin de le remplacer par un délégué bolchevik. Lénine écrivit une « *Lettre ouverte à la rédaction du* Leipziger Volkzeitung » dans lequel il dénonçait la protection accordée par Kautsky aux mencheviks.

2. « Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique »

En juillet 1905, Lénine écrivit : « *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* ».

Maintenir le pouvoir dirigeant du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise

La révolution de 1905 en Russie était une révolution différente des 17ème et 18ème siècles en Europe, elle se produisit dans des circonstances. Les premières avaient eu lieu alors que le capitalisme était ascendant, alors que celle de 1905, se déroulait à l'époque impérialiste.

A l'époque où la bourgeoisie était encore une classe montante et progressiste, c'est en utilisant la force des ouvriers et des paysans qu'elle mena la lutte contre le féodalisme.

A l'époque de l'impérialisme, la bourgeoise, de classe révolutionnaire qu'elle était, s'est transformée en son contraire, en une classe réactionnaire. Elle est devenue un frein au développement de l'histoire, tandis que le prolétariat, en pleine ascension, joue désormais le rôle historique principal.

La bourgeoisie russe était celle d'un pays impérialiste féodalo-militaire, attachée par de multiples liens à l'autocratie militaire et féodale tsariste, aussi son caractère réactionnaire était très marqué.

*« Le marxisme apprend au prolétaire, non pas à s'écarter de la révolution bourgeoise, à se montrer indifférent à son égard, à en abandonner la direction à la bourgeoisie, mais au contraire à y participer de la façon la plus énergique, à mener la lutte la plus résolue pour le démocratisme prolétarien conséquent pour l'achèvement de la révolution », (*Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, p. 47, E.P.).

Pour pouvoir exercer sa direction sur la révolution démocratique bourgeoise le prolétariat doit réunir deux conditions :

- Il doit faire de la paysannerie son alliée la plus sûre et fonder une solide alliance entre ouvriers et paysans. La direction que le prolétariat exerce sur la paysannerie est la clé de voûte de son pouvoir dirigeant. Seule la révolution démocratique peut satisfaire les aspirations des paysans à la terre. Pour établir une solide alliance entre ouvriers et paysans le prolétariat doit formuler et appliquer un programme agraire abolissant d'une façon radicale le système féodal.
- Il faut chasser de la scène de l'histoire la bourgeoisie qui dispute au prolétariat son pouvoir de direction, il faut l'isoler, sinon il est impossible de gagner les paysans et le prolétariat ne peut exercer une véritable direction.

L'insurrection populaire est la voie fondamentale pour la prise du pouvoir

Les opportunistes de la 2ème Internationale et les mencheviks avaient abandonné le principe marxiste de la révolution violente.

« Les classes révolutionnaires elles-mêmes sont habituellement les premières à recourir à la violence, à la guerre civile, à « mettre la baïonnette à l'ordre du jour » comme l'autocratie russe l'a fait et continue de le faire systématiquement, inflexiblement, toujours et partout, depuis le 9 janvier », (Ibid p.152). En conséquence, le prolétariat doit, *« à l'époque de la révolution, mettre au premier plan les tâches de l'insurrection armée, de la*

formation d'une armée révolutionnaire, seul chemin conduisant à la victoire complète du peuple sur le tsarisme, à la conquête d'une République démocratique et d'une véritable liberté politique », (Ibid. p.138).

Lénine formula une série de mots d'ordre révolutionnaires :

- Mener des grèves politiques de masse,
- Organiser immédiatement des comités paysans révolutionnaires,
- Appliquer par des méthodes révolutionnaires la journée de huit heures,
- Effectuer toutes les réformes démocratiques y compris la confiscation des terres seigneuriales.

L'insurrection armée ne met pas un terme à la révolution. Après la victoire, il faut:

- former un gouvernement révolutionnaire provisoire de dictature des ouvriers et paysans ;
- consolider par les armes les succès de la révolution ;
- réprimer la contre-révolution ;

mener jusqu'au bout la révolution.

La révolution démocratique bourgeoise doit se transformer de façon continue en révolution socialiste

Les mencheviks prétendaient qu'après la révolution bourgeoise une longue période de trêve était nécessaire, autrement dit de dictature de la bourgeoisie, qui permettrait au capitalisme de se développer pacifiquement. Cette période devait servir au prolétariat à rassembler ses forces, les paysans ruinés iraient grossir les rangs des ouvriers et lorsque ces derniers constitueraient la majorité de la population, la révolution pourrait avoir lieu.

Lénine montra qu'il fallait distinguer les deux phases de la révolution russe.

« Il fallait parcourir d'autant plus vite la première étape, la liquider, conquérir la République, écraser impitoyablement la contre-révolution et préparer le terrain pur l'étape suivante », (Ibid. p. 31).

Car *« la révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt dans la mesure précise de nos forces, des forces du prolétariat conscient et organisé, la voie de la révolution socialiste. Nous sommes pour la révolution ininterrompue. Nous ne nous arrêtons pas à mi-chemin* », (*L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, Lénine, tome 9, p.92, E.P)

Selon la théorie de « la révolution permanente » de Trotski, à l'époque de l'impérialisme, les paysans ne représentent qu'une masse arriérée, sans grande utilité pour la révolution. Le prolétariat ne devrait compter que sur les « forces dont il dispose » pour prendre le pouvoir. Il proposait de sauter l'étape de la révolution démocratique pour passer directement à la révolution socialiste, de « faire la révolution en une seule fois » et d'installer un gouvernement ouvrier dont seraient exclus les paysans, effaçant les différences entre révolution démocratique bourgeoisie et révolution socialiste, niant le rôle révolutionnaire de la paysannerie et s'opposant à l'alliance entre ouvriers et paysan ainsi qu'au pouvoir dirigeant du prolétariat dans la révolution démocratique bourgeoise.

« La lutte contre l'autocratie est pour les socialistes une tâche momentanée, passagère, mais vouloir ignorer cette tâche ou la dédaigner reviendrait à trahir le socialisme et à servir la réaction », (Lénine, *Deux tactiques de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, P. 92, E.P).

Dans l'étape de la révolution démocratique sans interruption, c'est utiliser au maximum les succès dans la révolution démocratique pour préparer activement le terrain à la future révolution socialiste et garantir, après l'achèvement de la première, le passage immédiat à la seconde.

L'essor de la révolution et les deux attitudes face à la révolution armée

Le 1er mai 1905, 220.000 ouvriers dans plus de 200 villes de Russie répondirent à l'appel à la grève politique des bolcheviks.

A l'automne 1905, les ouvriers agricoles déclenchèrent de grandes grèves un peu partout.

Des mutineries éclatèrent dans l'armée. Le 14 juin les marins insurgés du Potemkine réglèrent leur compte aux officiers réactionnaires, hissèrent le drapeau rouge et élièrent 30 de leurs camarades pour former un Comité de la flotte, chargé de diriger l'insurrection. Le lendemain, le Potemkine se dirigea vers Odessa.

« Une grande unité des forces armées du tsarisme, tout un cuirassé, est, pour la première fois, passé ouvertement à la révolution », (*L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, Lénine, tome 8, p. 569, E.M.).

Le gouvernement convoqua la réunion d'une Douma d'Etat. La participation à la Douma ne pouvait que semer la confusion, ce serait aider le tsar à tromper le peuple et s'écarter de la voie des luttes révolutionnaires. Lénine et les bolcheviks adoptèrent la tactique de boycottage de la Douma.

A l'automne 1905, la révolution passa à une nouvelle étape. Les dix premiers jours d'octobre, une grève politique éclata à Moscou, suivie par une grève des cheminots (14 lignes de chemin de fer couvrant 40.000 km dans toute la Russie, 75.000 employés).

2 millions de grévistes, répartis dans 2.500 grandes usines. Le prolétariat créa des soviets de députés ouvriers formés par les représentants de chaque usine, aussi des soviets de soldats, et d'ouvriers et paysans. Ils promulguaient des lois, appliquaient la journée de huit heures, publiaient des journaux révolutionnaires, s'armaient et réprimaient les

activités contre-révolutionnaires.



Le tsar ordonna à l'armée « de ne pas tirer à blanc et de ne pas économiser les balles » et lança le manifeste du 17 Octobre promettant au peuple « les bases immuables de la liberté civile : inviolabilité de la personne, liberté de conscience, de parole, droit de réunion et d'association », et de réunir une Douma législative, en faisant participer aux élections toutes les classes de la population.

La bourgeoisie industrielle et commerciale créa avec les gros propriétaires fonciers l' « Union du 17 octobre ». Ils furent nommés « Octobristes ». Une partie fonda le Parti Constitutionnel-Démocrate (Cadet). Les mencheviks approuvèrent le manifeste impérial et affirmèrent qu'il était possible de participer à la Douma.

Lénine rentra clandestinement de Genève en Russie. En novembre 1905, revenu à Pétersbourg, il prit la direction du C.C. du Parti, écrivit une dizaine d'articles sur l'insurrection armée. Lénine envoya un groupe diriger l'Insurrection à Moscou. Le soviet de Moscou se cotisa pour acheter des armes, traça un plan de bataille. En décembre, le comité de Moscou, victime d'une trahison, fut arrêté, l'insurrection perdit sa direction. De plus, le soviet de Pétersbourg était dirigé par les mencheviks opposés à l'Insurrection armée. L'insurrection de Moscou se trouva isolée. Après 9 jours, les ouvriers de Moscou furent vaincus, d'autres soulèvements en province furent écrasés.

Le menchevik Plekhanov dit que la grève politique n'était pas arrivée au bon moment, que la défaite fût facile à prévoir, qu'il ne fallait pas prendre les armes. Il se comparait à Marx sous prétexte qu'il avait freiné en 1870 l'insurrection des ouvriers parisiens.

Lénine lui répondit : *« Au contraire, il fallait prendre les armes d'une façon plus résolue, plus énergique et dans un esprit plus offensif : il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à une grève pacifique et la nécessité d'une lutte armée »*, (*Les enseignements de l'Insurrection de Moscou*, Lénine, Tome 11, p. 172/73, E.M.).

Lénine indiquait qu'en septembre 1870, six mois avant la fondation de la Commune de Paris, Marx avait averti les ouvriers de ne pas déclencher une insurrection. *« Mais quand les masses se soulevèrent, Marx voulut marcher avec elles, s'instruire en même temps qu'elles, dans la lutte, et non pas donner des leçons »*. Après la défaite de la Commune de Paris, il glorifia ses réalisations.

« Sans la « répétition générale » de 1905, la victoire de la Révolution d'Octobre eût été impossible », (*La maladie infantile du communisme* - « le gauchisme », p. 9, E.P.).

La lutte de Lénine contre les liquidateurs, les otzovistes et contre Trotski pendant le reflux de la révolution

Pour atténuer la résistance de ceux qui continuaient la lutte, le gouvernement tsariste en décembre 1905, convoqua la 1ère Douma d'Etat, qui inaugura ses travaux en avril 1906, sur la question de la réforme agraire. Comme certains députés demandaient l'abolition de la propriété seigneuriale des terres et la répartition des ces domaines entre les paysans. Le tsar dissous la Douma, réorganisa le gouvernement et nomma Stolypine comme premier ministre. Le tsar réunit une 2ème Douma en janvier 1907. Les bolcheviks prirent part aux votes, car la révolution déclinait et il fallait battre en retraite, et utiliser la tribune pour dénoncer la politique du gouvernement et gagner les larges masses. Les bolcheviks présentèrent des mesures radicales (confiscation des terres et nationalisation du sol). Les forces de gauche grandirent, mais le tsar accusa le P.O.S.D.R de tentative de « coup d'Etat antinational » au sein de l'Assemblée. Il fit arrêter 65 délégués du Parti, et prononça le 6 Juin, la dissolution de la 2ème Douma.

Après le « coup d'Etat du 3 juin », la Russie entra dans la période de domination réactionnaire de Stolypine, ce fut la terreur blanche, lock-out, licenciements, diminution de salaires, accroissement du temps de travail, renforça la classe des koulaks (paysans riches), posant les masses paysannes à la ruine et au vagabondage. Sur le front idéologique, une kyrielle d'écrivains « exécutaient le marxisme ».

Victimes des attaques de la contre-révolution, les organisations du Parti avaient été gravement touchées, militants et dirigeants emprisonnés ou fusillés. Les « compagnons de route » furent gagnés par l'abattement, le scepticisme, l'instabilité, certains quittèrent le parti ou devinrent traîtres ou mouchards.

Lénine fit un bilan approfondi des enseignements de la révolution de 1905 et élabora la ligne et la tactique dans la période de reflux du mouvement. Le Parti devait adopter une tactique combinant la lutte clandestine et la lutte légale. Passer de l'offensive à la défensive, se replier en bon ordre, conserver et consolider son organisation clandestine et regrouper les forces pour une nouvelle offensive révolutionnaire. Le Parti devait apparaître ouvertement à travers les organisations légales pour dénoncer la nature réactionnaire du gouvernement tsariste, faire de la propagande parmi les masses, les organiser, élever sans cesse le niveau de conscience politique, pour préparer l'insurrection sur le plan idéologique et organisationnel. La lutte clandestine était primordiale, il ne fallait pas se laisser tourner la tête par la lutte légale.

Les mencheviks, terrifiés par la violence contre-révolutionnaire, ne croyaient pas à un nouvel essor de la révolution. Ils demandaient la liquidation du Parti social-démocrate, donc de la révolution. Ils voulaient un « parti ouvrier déclaré » et s'en tenir à la seule lutte légale. Représentés par Martov, Dan, et d'autres, ils furent appelés les « liquidateurs ».

« Le mot d'ordre du parti ouvrier légal est, par son origine de classe, celui des libéraux contre-révolutionnaires. Il ne contient rien d'autre que du réformisme. » (*Questions litigieuses*, Lénine, Œuvres, tome 19, p. 163, E.M). *« Le Parti ne peut exister s'il ne défend pas son existence, s'il ne lutte pas résolument contre ceux qui le liquident, qui le suppriment, qui ne le reconnaissent pas, le renient. »* (Ibid. p. 153).

Au sein du Parti, en même temps, surgirent les partisans de Bogdanov. Ils s'opposaient à toute lutte légale, demandaient le rappel des députés du P.O.S.D.R. à la Douma d'Etat, et celui de tous les membres du Parti travaillant dans les syndicats et autres associations de masses. On les appela les « otzovistes » du russe « otzovat» (rappeler). C'étaient des liquidateurs de gauche qui s'opposaient à la possibilité d'utiliser les organisations légales pour mener des activités révolutionnaires, ce qui revenait à supprimer le travail du Parti dans la direction et l'éducation des masses.

Des éléments dirigés par Trotski se prétendaient « en marge des fractions », voulaient la conciliation avec les opportunistes. En 1912, Trotski forma le « bloc d'août », rassemblant pêle-mêle liquidateurs, otzovistes et autres groupes et factions hostiles à Lénine et aux bolcheviks.

Lénine révéla que Trotski avait toujours oscillé entre différentes fractions. Tantôt menchevick, tantôt gauchiste de la « révolution permanente » ; hier allié des économistes, aujourd'hui allié des liquidateurs. Trotski faisait partie des *« pires représentants des pires vestiges du fractionnisme ». (La violation de l'unité aux cris de : ' Vive l'Unité'*, Lénine, Oeuvres, tome 20. P.344. E.M.) (*Le rouge de la honte au front du petit Judas Trotski*, Lénine, Œuvres, tome 17, p.39. E.M).

Dans « Questions litigieuses » Lénine écrivit « *la liquidation en voie d'être liquidée* ».

Cette lutte politique entre deux lignes va de pair avec le plan philosophique. Les liquidateurs renièrent les fondements du matérialisme dialectique et historique. Bogdanov, Bazarov, Iouchkévich etc. se rassemblèrent en un « front uni » réactionnaire sur le plan philosophique, de concert avec les révisionnistes et les philosophes bourgeois du monde entier, pour combattre le marxisme, à l'aide de la philosophie empiriocriticiste du machisme (du philosophe Mach -1838-1916).

Les révisionnistes choisirent le machisme parce qu'il arborait « la philosophie des sciences », un vernis scientifique et se disait « aux dessus des partis ». Selon eux cette philosophie s'opposait à l'idéalisme et au matérialisme, ce qui convenait à la « rébellion à genoux », aux révisionnistes. Elle avait un caractère centriste.

Selon le machisme, l'Univers n'est qu'un complexe de sensations et les hommes ne peuvent connaître l'existence des choses qui échappent à leur perception**.** Cela conduit au solipsisme « seul le moi existe dans le monde, le reste est une création de ma conscience objective » (Berkeley -1685-1753).

Il fallait défendre les fondements théoriques du marxisme. En 1908 lénine publia « **Matérialisme et empiriocriticisme ».**

En critiquant l'agnosticisme du machisme, « Agnosticisme : conception philosophique qui nie la possibilité de connaître le monde, ou du moins de le connaître à fond », Lénine indique que le mouvement de matière est régi par des lois qu'il est possible de connaître.

Lénine explique les deux lignes opposée en philosophie *« Faut-il aller des choses à la sensation et à la pensée ? Ou bien de la pensée et de la sensation aux choses ? Engels s'en tient à la première ligne, celle du matérialisme, Mach s'en tient à la seconde, celle de l'idéalisme »* (Lénine, *Matérialisme et empiriocriticisme*, p. 36.E.P.). Il conclut : *« Les choses existent indépendamment de notre conscience, indépendamment de nos sensations, en dehors de nous. »* (Ibid. p.116).

Lénine nous dit que la matière est en mouvement, que la connaissance humaine se développe en suivant le développement des choses objectives. Qui considère les choses comme statiques, la connaissance comme immuable, a une conception idéaliste, métaphysique. *« La philosophie moderne est tout aussi imprégnée de l'esprit de parti que celle d'il y a 2000 ans. »* (Ibid –P. 448).

En Juin 1909, les bolcheviks expulsèrent du Parti la fraction liquidatrice. En janvier 1912, lors de la 6ème conférence du P.O.S.D.R, qui se tient à Prague, les bolcheviks expulsèrent du Parti les liquidateurs et les mencheviks. Dès lors les bolcheviks constituèrent un parti marxiste unifié et indépendant. Par la suite le « bloc d'août » de Trotski se désagrégea complètement.

LES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL DES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Les travailleurs immigrés après la 1ère guerre mondiale ont vécu dans des garnis ou des bidonvilles (Nanterre, Champigny etc.) quelque soit leur nationalité. Dans les années 70, ces bidonvilles ont été détruits, des foyers ont été construits, avec des chambres de 6m2, des cuisines et sanitaires collectifs gérés par la Sonacotra. Il n'y avait pas de regroupement familial.

Au début des années 70, la première lutte pour la carte de travail est impulsée par les maoïstes (Gauche Prolétarienne) à Amiens et à Sainte Geneviève des bois. La lutte est victorieuse. Va suivre la lutte des foyers Sonacotra, impulsée par le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes), proche des maoïstes de la GP. Toutes les forces marxistes-léninistes et d'autres forces vont apporter leur soutien. Cette lutte va engager une grève de loyer très longue.

On se souviendra de la lutte des travailleurs du foyer noir d'Ivry, là encore appuyés par les maoïstes (GP), et attaquée par la municipalité révisionniste (PCF) de l'époque, ou celle des travailleurs yougoslaves occupant des maisons vides, soutenus par les maoïstes (GP) à Issy les Moulineaux. Les familles seront attaquées par les nervis fascistes de la CFT (Confédération Française du Travail) qui seront repoussés.

Ensuite la lutte pour le regroupement familial va permettre aux travailleurs en France de faire venir leurs familles.

Le pillage des impérialistes, principalement français, et leurs valets locaux corrompus (la bourgeoisie compradore et bureaucratique), responsables des guerres intestines et des massacres qui y sont perpétrés, conduisent les travailleurs à fuir leur pays pour faire vivre leurs familles menacées de mourir de faim, où éviter d'être assassinés.

Dans les années 90, s'est développée la grande lutte pour « des papiers pour tous ». L'occupation de l'Eglise saint Bernard, la répression de l'Etat policier a révélé à l'opinion publique les conditions de vie des travailleurs immigrés sans droits, de l'exploitation éhontée des travailleurs sans papiers par les patrons et les marchands de sommeil, la terreur d'être pris dans une rafle et expédiés en charter. 70.000 ont fini par être régularisés par Chevènement, mais des milliers d'autres son restés dans la clandestinité, les rafles se sont multipliées, les centres de rétention remplis, les expulsions décuplées.

En 2008, des grèves se sont multipliées en Ile de France dirigées par ta CGT, très peu en province. Mais la CGT a été vite débordée et a alors sélectionné et planifié les occupations et grèves, et a fini par passer un accord limité sur la régularisation de 1000 sans papiers avec Hortefeux. La préfecture a refusé les dossiers portés par le CSP75 et les a renvoyé vers la CGT, qui a refusée de prendre en charge tous les isolés, tous ceux qui ne pouvaient se mettre en grève. Pour se faire entendre, le CSP75 a occupé la Bourse du Travail. En 2009, en accord avec la mairie de Paris, sous prétexte de salubrité et de fonctionnement, la direction CGT décidait de les expulser manu militari. Ce qui a eu pour effet d'accentuer les contradictions au sein de la CGT entre les tenants de la ligne de lutte de classe et les conciliateurs, et le renforcement du soutien à la lutte dirigée par le CSP75.

L'occupation de la rue Baudélique a ouvert de nouvelles perspectives de lutte pour la régularisation de tous les sans-papiers. Autour des sans papiers se regroupent des dizaines d'organisations politiques et associations françaises et immigrées, des fédérations syndicales et des sections syndicales. Dans le même temps que se mobilisaient les travailleurs immigrés autour du CSP75, plusieurs milliers de travailleurs sans-papiers syndiqués par la CGT se mettaient en grève, occupaient des sièges d'organismes d'Etat ou sociaux, du CNPF, les sièges de leurs entreprises ou leurs lieux de travail. A travers la lutte de ligne peu à peu se renforce l'unité des immigrés sans-papiers pour la régularisation pour tous, sans conditions.

Ceci montre que l'Unité autour des sans-papiers se construit à travers une lutte entre deux lignes, celle de la lutte de classe contre la ligne de conciliation avec l'ennemi de classe, la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Ce dernier devient de plus en plus policier et met en place le fascisme moderne à travers une restructuration capitalisme de plus en plus dure et destructrice pour les travailleurs et le peuple, des lois discriminatoires et fascisantes, sécuritaires (mises en route à Villepinte par le PS, puis mises en place par le ministre de l'Intérieur Vaillant du gouvernement Jospin). Ce qui montre que le changement de gouvernement ne résout pas le problème des sans-papiers, pas plus que les autres problèmes de la société. Seule la lutte des prolétaires et du peuple, français et immigrés côte à côte, pas à pas, jusqu'au renversement de la bourgeoisie et la prise du pouvoir d'Etat par les travailleurs et la destruction du système d'exploitation et d'oppression capitaliste, réglera ici et dans le monde entier le problème définitivement.

VIVE LA LUTTE DES SANS PAPIERS JUSQU'A LA COMPLETE REGULARISATION !



La manifestation des sans-papiers du 10 octobre



Nous étions présents lors de la manifestation des sans-papiers du 10 octobre 2009. Symboliquement, elle partait de la rue Baudelique, siège du Ministère pour la régularisation de tous les sans-papiers et se rendait au ministère de l'immigration et de l'identité nationale.

Cette manifestation a vu une participation très importante des sans-papiers. Au moins 10.000 personnes ont participé, quasi exclusivement des sans-papiers. Le cortège était très dynamique et festif et malgré la longue marche, peu se sont découragés.



Nous avons distribué la deuxième partie de l'article sur la question des sans-papiers publié page 21 sous le titre « Vive la lutte des sans-papiers ! La classe ouvrière n'a pas de frontières, tous unis contre le Capital ! » ainsi qu'un tract portant l'attention sur le cas de la camarade maoïste népalaise sans-papiers Shova Gajurel.

Nous avons également défilé avec une banderole où l'on pouvait lire « Contre le capitalisme et les conciliateurs ! Unité à la base ! Rendons coup pour coup ! ».

Nous continuerons le combat pour la régularisation des travailleurs sans-papiers fuyant la misère, les guerres et les famines dont les pays impérialistes sont responsables !

Nous continuerons à lutter contre le racime et la xénophobie que nourrit le capitalisme !

Avec ou sans papiers, d'ici ou d'ailleurs, les travailleurs n'ont pas de frontières, ils ont le même ennemi commun !

Fête des travailleurs en lutte du 14 novembre à Chartres

Nous avons été invités à la fête des travailleurs en lutte à Chartres organisée par la CGT Philips Dreux.

Des représentants de plusieurs usines en lutte étaient présents : les CONTIS (Compiègne) , MOLEX (Villemur), Freescale (Toulouse), Ford Blanquefort (Bordeaux), Renault Technocentre et bien évidemment PHILIPS (Dreux).

Ces délégués ouvriers sont intervenus sur la lutte dans leur boîte mais aussi sur le solidarité ouvrière entre les différentes usines en lutte, sur les conditions de vie des ouvriers, sur la répression,…

Leurs interventions étaient très justes et l'on pouvait ressentir la lutte au travers de leurs discours.

Les directions syndicales ont été vivement critiquées, soulevant des applaudissements de la part de la salle.

Ensuite, un débat était organisé avec des représentants locaux des partis et syndicats institutionnels (PG, NPA, Verts, LO, PCF, PS, CGT et SUD) et un représentant de la FA.

Le débat a tourné autour de la syndicalisation, de la convergence des luttes, des perspectives de lutte. Il était bien moins intéressant que les interventions des camarades des usines en lutte.

Aucune intervention n'a posé le vrai problème pour la classe ouvrière, à savoir la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique.

Un camarade de notre Parti est intervenu à la fin, lorsqu'un tour de parole a été donné au public. Il a affirmé que les intervenants présents ne posaient pas le problème dans le bon sens et que discuter de réformes du capitalisme n'était qu'une illusion. La seule option viable et réaliste qui se pose devant le prolétariat c'est la voie révolutionnaire pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

Il a également critiqué les directions syndicales réformistes pour leur collaboration avec le gouvernement.

Son intervention a été très applaudie.

Nous avons ensuite beaucoup discuté avec les ouvriers présents. Une chose ressortait particulièrement : le rejet du réformisme et la volonté de continuer le combat.



Inde : Révolution et contre-révolution

Nous avons déjà donné des nouvelles de la révolution indienne dirigée par le Parti Communiste d'Inde – maoïste. La situation évolue assez rapidement en Inde, c'est pourquoi nous présentons cet article faisant le point sur le développement de la révolution et de la contre-révolution.

Révolution

Le PCI-maoïste est issu d'un processus d'unification des différents groupes maoïstes qui a abouti en 2004. Les naxalites (nom donné aux maoïstes indiens, en référence à l'insurrection paysanne de Naxalbari en 1967) ont alors grandement progressé dans l'élargissement de leur influence et de leur présence sur le territoire indien en menant la Guerre Populaire. Selon le Ministre de l'Intérieur P Chidambaram, les maoïstes sont maintenant présents dans 20 Etats sur 28 et dans 223 districts sur 602 (voir carte).

Les maoïstes mènent des actions armées contre les forces répressives de l'Etat et sont arrivés à créer des zones vidées de toute présence gouvernementale. Les révolutionnaires mettent alors en place un gouvernement populaire permettant au peuple (paysans sans-terres/pauvres et travailleurs agricoles) de mener lui-même les travaux de développement lui étant nécessaire. Par exemple, dans le district de Bastar (Etat de Chhattisgarh), les maoïstes contrôlent plus de 100.000 km².

Ces dernières années, le gouvernement indien a mis en place des Zones Economiques Spéciales dans lesquelles des avantages énormes sont données aux entreprises et autres multinationales. Elles permettent l'exploitation des ressources naturelles et de la main d'œuvre à très faible coût pour les capitalistes. Trois révoltes principales ont eu lieu en opposition à l'implantation de sites d'exploitation de fer et autres richesses naturelles : Singur, Nandigram et Lalgarh (Etat du Bengale Occidental).

A chaque fois, les maoïstes étaient présents pour apporter le soutien au peuple en lutte. Les deux premières ont été écrasées dans le sang avec l'aide du Parti Communiste d'Inde Marxiste, à la tête du Bengale Occidental depuis plus de 30 ans. La troisième, à Lalgarh, a réussi à tenir tête au gouvernement et à libérer une large zone de territoire de la présence de forces de police et des représentants du PCIM (voir notre édition de Septembre 2009).

Le PCI-maoïste travaille principalement dans les campagnes, auprès des paysans sans-terres/ pauvres, des travailleurs agricoles et des populations tribales totalement ignorées par le gouvernement. Mais depuis quelques années, les maoïstes travaillent également dans les grands centres urbains auprès des travailleurs urbains, des chômeurs et des étudiants et tente de rallier à la cause de la révolution les intellectuels et les classes moyennes.



Contre – révolution

Peu après l'insurrection de Lalgarh, le PCI-maoïste a été interdit par le gouvernement. De la bouche même du premier ministre, le mouvement révolutionnaire maoïste est la première menace à la sécurité intérieure du pays. L'interdiction du Parti a été suivie de la déclaration de guerre du gouvernement au propre peuple de son pays. Ainsi, le gouvernement indien prévoir d'envoyer 70.000 soldats supplémentaires pour combattre les maoïstes dans une opération appellée « Green Hunt ». Il pourrait faire usage de ses forces aériennes.

Comme les maoïstes sont « comme des poissons dans l'eau » parmi le peuple, il y a de grands risques que cette campagne militaire tourne au massacre. Plusieurs intellectuels (artistes, écrivains,…) ont déjà dénoncé cette campagne de terreur. La figure de proue est Arundhati Roy, célèbre écrivaine indienne, qui fustige publiquement le gouvernement pour avoir déclarer la guerre à son propre peuple.

Certains avancent que la solution serait d'apporter le développement aux laissés pour compte de la soi-disant « plus grande démocratie au monde ». Si le gouvernement ne le met pas en place, c'est parce qu'il est le premier à savoir qu'une telle politique est impossible à mettre en place à l'heure actuelle. Le niveau de corruption fait que l'argent attribué au développement n'arrive que très partiellement là où il devrait aller. Mener une grande campagne de développement signifierait une remise en cause fondamentale du système et de la corruption qui l'accompagne. Le gouvernement actuel, à la solde des capitalistes-impérialistes, ne le veut surtout pas !

Il y a dès lors tout à parier que l'offensive gouvernementale se traduira par un échec. Certes, le gouvernement infligera vraisemblablement des pertes lourdes au mouvement révolutionnaire, mais il sèmera également les graines de l'expansion et de la consolidation de la révolution indienne. Les maoïstes mènent la Guerre Populaire, c'est-à-dire une guerre à tous les niveaux. Le gouvernement ne mène qu'une guerre militaire. Il est voué à l'échec.

Entretien avec Ganapathi, dirigeant de la révolution maoïste Montante en Inde

Cet entretien est extrait du numéro du 17 octobre du magazine Open. Ganapathi, secrétaire général du Parti communiste indien PCI (maoïste), répond aux questions sur le travail du parti dans la région du Lalgarh [au Bengale Occidental, où vient de se produire un soulèvement rural de masse], sur sa réplique à l'offensive militaire gouvernementale qui s'annonce, sur la situation politique au Népal, sur la défaite du LTTE [tigres Tamouls], sur la nature contradictoire des mouvements islamistes dans le monde actuel, et le rôle du nouveau chef de l'impérialisme US.

"Nous vaincrons certainement le gouvernement"

Le commandant en chef du PCI maoïste, interviewé pour la première fois, répond aux questions d'« Open ».

A première vue, Mupalla Laxman Rao, qui aura bientôt 60 ans, ressemble à un instituteur. Et il l'était effectivement, au début des années 1970 dans le district de Karimnagar en Andrah Pradesh. Mais en 2009 cet homme à la voix douce, porteur de lunettes, est devenu l'homme le plus recherché par toutes les polices en Inde. Il dirige une des plus importantes insurrections armées de gauche du monde. Un homme connu dans les dossiers du ministère de l'intérieur sous le nom de Ganapathi, un homme dont les ordres sont relayées dans 15 États de l'Union.

Le commandant en chef du PCI (maoïste) est diplômé en sciences et en éducation. Il enseigne maintenant la guerre de guérilla aux cadres maoïstes. Il a remplacé le fondateur du GGP (Groupe Guerre populaire), Kondapalli Seetharaamiah, comme secrétaire général du parti en 1991. Ganapathi change fréquemment de résidence et les rapports des services secrets mentionnent sa présence dans diverses grandes villes comme Hyderabad, Kolkotta, ou Kochi.

Après de longs mois d'attente, Ganapathi a donné pour la première fois son accord pour une interview. Quelque part au cœur de la jungle impénétrable de Dandakaranya, il a répondu aux questions de Rahul Pandita sur des sujets variés qui vont de la prochaine offensive anti naxalite que le gouvernement prépare, à ses opinions sur les mouvements jihadistes.

Lalgarh a été décrit comme un nouveau Naxalbari par le PCI(m). Pourquoi ce soulèvement a-t-il acquis une telle importance pour vous?

Le soulèvement de masse à Lalgarh a, sans aucun doute, rendu l'espoir au peuple opprimé et au camp révolutionnaire en son entier au Bengale occidental. Il a eu un impact grandement positif non seulement sur le peuple du Bengale occidental mais aussi sur le peuple du pays tout entier. Il apparaît comme un nouveau modèle pour le mouvement de masses dans le pays. Nous avions déjà vu des soulèvements similaires au Manipur, contre les atrocités commises par l'armée et contre le décret des pouvoirs militaires spéciaux au Kashmir, au Dandakaranya et jusqu'à un certain point en Orissa, après le massacre de Kalinganagar perpétré par le gouvernement de Naveen Patnaik.



Puis il y a eu les mouvements de masse à Singur et à Nandigram, mais où des fractions des classes dirigeantes ont également joué un rôle important. Ces mouvements ont été instrumentalisés par les partis des classes dirigeantes pour leurs fins électorales. Mais à Lalgarh c'est un mouvement de masse plus étendu et plus durable qui s'est produit et qui a refusé de se ranger sous la direction des partis parlementaires, les disqualifiant totalement. Le peuple du Lalgarh a même boycotté le récent scrutin législatif national, montrant ainsi sans équivoque sa colère et sa déception envers tous les partis réactionnaires émanant des classes dirigeantes. Lalgarh a d'autres traits intéressants : une forte participation des femmes au mouvement, un caractère authentiquement démocratique et une plus grande mobilisation des Adivasis [membres des tribus, parias de la société indienne]. Ce n'est donc pas étonnant qu'il soit devenu le point de ralliement des forces démocratiques révolutionnaires du Bengale occidental.

S'il s'agit à Lalgarh d'un mouvement populaire, comment les maoïstes s'y sont-ils trouvés mêlés?

En ce qui concerne le rôle de notre parti, nous avons travaillé dans les districts de Paschim, Midnapur, Bankula, et Purulia, dans cette zone habituellement appelée maintenant le Jangalmahal depuis les années 1980. Nous avons combattu les forces féodales locales, l'oppression et l'exploitation par les fonctionnaires forestiers, les usuriers sans

scrupules, les capitalistes, et les bandits du PCM [Parti Communiste Marxiste, au pouvoir dans l'État du Bengale Occidental] et du Congrès Trinamool. Le PCM, en particulier, est devenu le principal oppresseur et exploiteur des Adivasis de la région, et il a déchainé ses nervis de sinistre réputation, les Harmad Vahini, sur tous ceux qui remettaient en cause son autorité. Avec le pouvoir d'État en main, avec l'aide de la police, il joue un rôle encore plus néfaste que les féodaux les plus cruels des autres régions du pays.

Dans ces conditions, quiconque ose défier l'oppression et l'exploitation du PCM obtiendra le respect et la confiance du peuple. Comme notre parti a toujours combattu sans aucun compromis les exactions des nervis du PCM, il a naturellement gagné le respect et la confiance du peuple dans la région.



Les violences policières qui suivirent l'explosion de mine du 2 novembre [en 2008, le premier ministre du Bengale occidental, Buddhadeb Bhattacharjee, échappa de peu à l'explosion] servirent de détonateur à la colère accumulée par les masses. Elle prit la forme d'un mouvement populaire de longue durée où notre parti a joué un rôle catalyseur.

Mais il n'y pas si longtemps, le PCM était votre ami. Vous lui avez même emprunté des armes et des munitions pour combattre le Congrès Trinamool. Ce qui a été confirmé par un membre du politburo du PCI (maoïste) dans certaines interviews. Et maintenant vous combattez le PCM avec l'aide du Trinamool. Comment l'ami est-il devenu un ennemi et vice versa ?

Ce que vous dite n'est que partiellement vrai. Nous avons appris en effet que des munitions avaient été obtenues par un responsable local auprès d'une unité du PCM dans cette zone. Mais ce n'était pas dans le cadre d'un accord avec la direction du PCM. Notre démarche était d'unir tous les secteurs des masses opprimées contre le gangstérisme et l'oppression du Trinamool à ce moment là dans la région. Et comme une partie des masses était encore sous l'influence du PCM, nous avons combattu à leur coté contre le Trinamool. Cela dit, considérant la situation générale dans le Bengale occidental, ce n'était pas avisé de demander des armes et des munitions aux PCM même au niveau local vu que la contradiction concernait à la base deux factions des classes dirigeantes.

Notre comité central en a discuté, a critiqué le camarade responsable de cette décision, et a ordonné aux camarades impliqués de cesser immédiatement. En ce qui concerne l'obtention de munitions auprès du Congrès Trinamool, je me souviens que nous ne leur avons pas acheté directement mais à quelqu'un qui était en relation avec eux. Il n'y aura jamais d'accords politiques ou d'accords sous condition avec les marchands d'armes. C'est notre politique depuis le début. En ce qui concerne les déclarations du membre de notre politburo, nous allons vérifier ce qu'il a effectivement dit.

Quelle est votre stratégie maintenant à Lalgarh après l'offensive massive des forces de l'État et du gouvernement central?

D'abord je voudrais qu'il soit parfaitement clair que notre parti va contre-attaquer et qu'il se tiendra fermement aux coté du peuple du Lalgarh et de tout le Jangalmahal, et qu'il aura une stratégie conforme au mandat et aux intérêts du peuple. Nous allons étendre partout la lutte contre l'État et nous efforcer de gagner les larges masses à la cause du peuple. Nous combattrons l'offensive de l'État en mobilisant davantage les masses contre la police, les milices et les bandits du PCM. Le développement du mouvement dépendra bien sûr du niveau de conscience et de préparation du peuple dans la région. Le parti en tiendra compte dans la détermination de sa stratégie, dans le but de libérer pleinement l'initiative des masses.

Le gouvernement s'est référé à Lalgarh comme à un 'laboratoire' des opérations anti-naxalites. De son coté, votre parti a-t-il tiré des leçons de Lalgarh ?

Oui, notre parti aussi a beaucoup de choses à apprendre des masses de Lalgarh. Leur soulèvement est allé bien au-delà de nos espérances. En fait, c'est la base du peuple avec l'aide d'éléments avancés influencés par les idées politiques révolutionnaires qui a joué le rôle déterminant pour choisir les formes de la lutte. Elle a constitué sa propre organisation, rédigé sa plate forme de revendication, inventé de nouvelles formes de luttes, et a fait front malgré la brutalité des agressions de la police et des bandits sociaux-fascistes des bandes de l'Harmad. Le mouvement de Lalgarh a le soutien des forces révolutionnaires et démocratiques non seulement au Bengale occidental mais dans tout le pays. Nous faisons appel à ces forces pour qu'elles s'unissent pour repousser l'offensive fasciste du gouvernement Buddhadeb au Bengale occidental et du gouvernement central du Congrès. En bâtissant le front de combat le plus large et en adoptant des tactiques adéquates combinant le mouvement militant politique de masse avec à la résistance populaire armée et l'action de notre AGPL [Armée de Guérilla

Populaire de Libération], nous infligerons la défaite à l'offensive massive des forces du Centre. Je ne peux pas en dire davantage en ce moment.

Le Centre a déclaré une guerre totale aux maoïstes en qualifiant le PCI maoïste d'organisation terroriste et en imposant son interdiction dans l'ensemble de l'Inde. Quelles en sont les conséquences pour votre parti ?

Notre parti était déjà interdit dans plusieurs états de l'Inde. En imposant l'interdiction aux autres états, le gouvernement veut rendre impossible nos activités légales au Bengale occidental et dans quelques autres états où des possibilités légales subsistaient. Le gouvernement veut utiliser cette loi scélérate de Prévention des Activité Illégale pour persécuter quiconque ose lever la voix contre les exécutions illégales au cours de fausses opérations militaires, les viols, et les autres exactions policières contre les habitants des régions contrôlées par les forces maoïstes. Quiconque demandera des comptes sur la brutalité des forces de l'État sera automatiquement classé comme terroriste.

Les vrais terroristes et les pires menaces pour la sécurité nationale ne sont autres que Manmohan Singh, Chidambaram, Buddhadeb, et d'autres chefs de la classe dirigeante et des forces féodales qui terrorisent le peuple quotidiennement.

Le gouvernement de l'UPA a commencé son deuxième mandat en annonçant qu'il écraserait la 'menace' maoïste et s'est mis à verser des fonds énormes aux états dans cette intention. La cause immédiate en est la pression exercée par la bourgeoisie compradore et bureaucratique et les impérialistes, et en particulier l'impérialisme des États-Unis qui veut piller les ressources de notre pays sans entraves. Ces requins aspirent aux richesses naturelles minérales et forestières abondantes d'une vaste région qui s'étend du Jangalmahal jusqu'au au nord de l'Andrah Pradesh. Cette région est la plus riche et pourtant la moins développée de notre pays. Ces requins veulent y piller la richesse et chasser les Adivasis de la région pour les appauvrir davantage.

Une autre raison importante de l'offensive actuelle des classes dirigeantes est la peur de la croissance rapide du mouvement maoïste et de son influence croissante sur une part significative de la population de l'Inde. Les Gouvernements Populaires à Dandakaranya et les comités populaires révolutionnaires au Jharkand, en Orissa, et dans des secteurs d'autres États sont devenus des modèles de développement et de démocratie authentiques. Les dirigeants veulent écraser ses nouveaux modèles de développement et de démocratie authentiques car ils commencent à apparaître au peuple dans l'ensemble du pays comme la véritable alternative.

Le ministère de l'intérieur prépare le lancement d'une offensive de longue haleine contre les maoïstes. Une force militaire énorme s'apprête à de vous chasser des territoires que vous contrôlez. Quel-est votre plan pour résister à cette offensive ?

Les gouvernements successifs du Centre et dedifférents états ont nourri des plans dans ce sens depuis bien des années. Mais ils n'ont pu obtenir aucun succès important malgré leurs actes de cruauté et les meurtres de centaines de nos cadres et de nos dirigeants. Notre parti et notre mouvement a continué à se consolider et à s'étendre géographiquement. De deux ou trois états à l'origine, il est maintenant actif dans plus de 15, ce qui provoque la panique des classes dirigeantes. Surtout depuis la fusion de l'ancien MCCI et de People's War en septembre 2004 [la fusion qui a donné naissance au PCI maoïste], le gouvernement de l'UPA a déchainé une offensive générale et sans merci contre le mouvement maoïste. Mais notre parti a continué sa croissance malgré quelques pertes sévères. Ces trois dernières années, en particulier, notre armée a remporté plusieurs victoires importantes.

Nous nous sommes confrontés aux offensives continues de l'ennemi avec le soutien et l'implication active des masses. Nous continuerons à affronter la nouvelle offensive de l'ennemi en rehaussant le niveau de cette résistance héroïque et en y préparant le parti entier, l'armée de libération, les divers partis et organisations révolutionnaires et le peuple tout entier. Bien que l'ennemi puisse obtenir quelques succès dans la phase initiale de son offensive, nous prévaudrons certainement et nous vaincrons l'offensive gouvernementale grâce à la mobilisation active des masses et au soutien de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques de tout le pays. Aucun régime fasciste ou aucun dictateur militaire dans l'histoire n'a jamais pu supprimer par l'usage de la force brutale les luttes démocratiques et justes du peuple, au contraire, ils ont été balayés à leur tour par la marée montante de la résistance populaire. Le peuple, qui fait l'histoire, se lèvera comme un ouragan sous la direction de notre parti pour éliminer les vampires réactionnaires suceurs de sang qui dirigent notre pays.

Comment analysez-vous les graves échecs du PCI maoïste en Andrah Pradesh?

En 2006, nous avons essuyé une défaite sévère dans la plus grande partie de l'Andrah Pradesh. Elle était due à plusieurs erreurs de notre part. Cela dit, il faut aussi examiner l'affaire d'un autre point de vue. Dans toute guerre populaire prolongée, il y a des avancées et des reculs. Si l'on met en perspective la situation générale en Andrah Pradesh, vous la comprendrez comme une sorte de retraite. Confrontés à une force supérieure, nous avons choisi de retirer nos forces temporairement de certaines régions d'Andhra Pradesh , d'étendre et de développer nos bases dans les régions voisines, pour contrattaquer par la suite.

Même si nous avons subi un échec, il faut garder à l'esprit qu'il

n'est que provisoire. Aucune des conditions objectives qui ont déterminé le début de notre révolution en Andrah Pradesh n'a subi de changement basique. Ce fait objectif continue à servir de base pour la croissance et l'intensification de notre mouvement. De plus, nous avons maintenant une base de masse consolidée, une armée populaire de guérilla mieux entrainée et un parti basé dans toutes les régions de l'Inde aux racines profondes parmi les classes qui constituent l'épine dorsale de notre révolution. C'est pourquoi les dirigeants réactionnaires ne peuvent pas écraser notre guerre révolutionnaire qui fait rage dans plusieurs États du pays.



Nous avons tiré les bonnes leçons de l'échec subi par notre parti en Andrah Pradesh et, basé sur ces leçons, nous avons développé des tactiques dans les autres états. Ainsi nous sommes en capacité de répliquer avec efficacité aux attaques cruelles et généralisées de l'ennemi, de lui infliger des pertes sévères, de préserver nos forces subjectives, de consolider notre parti, de développer l'Armée de Guérilla Populaire de Libération, d'établir les formes embryonnaires de nouveaux gouvernements démocratiques populaires dans certaines poches libérées, et de porter la guerre populaire à un niveau supérieur. De ce point de vue nous sommes en position de force pour revitaliser le mouvement en Andrah Pradesh. Notre révolution avance par vagues et au reflux succèdera la marée haute.

Quelles-sont les causes du revers qu'ont subi les LTTE au Sri Lanka?

Sans aucun doute le mouvement pour un Tamil Eelam distinct et souverain a subi un sérieux revers avec la défaite et l'hécatombe considérable des troupes des LTTE. Le peuple Tamoul et les forces de libération nationales sont maintenant sans direction. Mais le peuple Tamoul continue à aspirer à l'indépendance. Les conditions qui ont donné naissance au mouvement nationaliste pour Tamil Eelam n'ont pas changées. Les chauvins singhalais des classes dirigeantes du Sri Lanka ne pourront en rien modifier leurs politiques discriminatoires aux dépens de la langue, de la culture et de la nation tamoule. Les manifestations et les célébrations grotesques organisées par le gouvernement et les partis chauvins singhalais au Sri Lanka à l'annonce de la mort de Prabhakaran et de la défaite des LTTE montrent la haine nationale envers les Tamouls qui a été cultivée par les organisations singhalaises, et le degré d'empoisonnement des esprits des Singhalais ordinaires par l'hystérie chauvine.

La conspiration des classes dirigeantes singhalaises pour s'emparer des territoires Tamouls est comparable à celle des dirigeants sionistes en Israël. Le peuple Singhalais privé de terres va maintenant être placé dans les zones tamoules. La démographie de la région va être entièrement modifiée. Le terrain reste favorable à une réémergence de la lutte de libération tamoule.

Même si ça doit prendre temps, la guerre pour la création d'un état séparé Tamoul au Sri Lanka reprendra certainement, lorsque les leçons auront été tirées de la défaite des LTTE. En choisissant un point de vue et une idéologie prolétarienne, en adoptant de nouvelles tactiques et en construisant un front uni le plus large possible de toutes les forces nationalistes et démocratiques, il est possible de parvenir à la libération de la nation tamoule opprimée [au Sri Lanka]. Les forces maoïstes doivent se renforcer pour fournir une direction correcte et une orientation anti-impérialiste à la lutte pour un une république démocratique populaire souveraine du Tamil Eelam. C'est seulement à ces conditions que la nation tamoule peut réellement obtenir sa libération au Sri Lanka.

Est-il vrai que votre entrainement militaire initial provenait du LTTE?

Non, c'est inexact, et nous avons déjà démenti cette assertion plusieurs fois.

Mais l'un de vos principaux commandants m'a dit que des cadres importants de l'ancien GGP avaient bien reçu des armes et de l'entraînement, et d'autres formes de soutien de la part des LTTE.

Laissez moi donc réaffirmer qu'il n'y aucun lien de quelque nature que ce soit entre le LTTE et notre parti. Nous avons essayé à plusieurs reprises d'en établir mais sa direction était réticente à l'idée d'entretenir des liens avec les maoïstes en Inde. Ainsi, il n'était évidemment pas question pour eux de nous fournir un entrainement militaire. Malgré ces faits, nous avons persisté dans notre soutien à la lutte pour le Tamil Eelam. Cela dit, quelques éléments qui s'étaient séparés du LTTE nous ont contacté et nous avons utilisé leur aide à la fin des années 1980 dans nos premiers entrainements.

Votre parti entretient-t-il des liens avec Lashkar el Toiba ou d'autres groupes militants islamistes en lien avec le Pakistan?

Non, pas du tout. Il ne s'agit que de mensonges ourdis par la propagande policière, les bureaucrates et les chefs des partis réactionnaires pour nous discréditer et justifier leurs actes de cruauté contre le mouvement maoïste. En propageant ces mensonges, selon lesquels notre parti aurait des liens avec des groupes liés au ISI pakistanais, les dirigeants réactionnaires veulent prouver que nous sommes des terroristes et légitimer leur propre campagne terroriste contre le peuple et les maoïstes dans les régions où a lieu la lutte armée paysanne. Tenter de prouver le rôle de l'étranger dans chaque lutte juste et démocratique, cataloguer ceux qui combattent pour la libération ds opprimés comme des traitres à leur patrie, cela fait partie de la panoplie habituelle des moyens de leur guerre psychologique.

Quelle est la position de votre parti par rapport aux mouvements islamistes jihadistes?

Les mouvements islamistes jihadistes actuels sont un produit de l'impérialisme, et en particulier de l'impérialisme US et de ses agressions, interventions, pressions, exploitation et destruction des pays arabes ou musulmans riches en pétrole en Asie occidentale, Afghanistan, Somalie, Pakistan, etc. et de leur persécution de l'ensemble des musulmans. Dans leur plan pour l'hégémonie globale, les impérialistes, en particulier l'impérialisme US, ont encouragé et soutenu toutes les guerres d'agression et les coups de forces de leur État satellite Israël.

Notre parti prend position sans équivoque contre toutes les attaques de pays musulmans ou arabes et de la communauté musulmane dans le sens large dans le cadre de la soi-disant 'guerre globale au terrorisme'. En réalité le fondamentalisme religieux musulman est encouragé et protégé par les impérialistes, du moment qu'il est au service de leurs intérêts - en Arabie Saoudite, dans les pays du Golfe, au Koweït, en Afghanistan, en Irak, au Pakistan.

Mais que pensez-vous des attaques perpétrées par les soi-disant' jihadistes' contre des innocents comme le 26/11/2008?

Voyez-vous, les mouvements jihadistes ont un double aspect : anti-impérialiste d'un coté, réactionnaire sur le plan social et culturel de l'autre. Notre parti soutient la lutte anti-impérialiste des pays et des peuples musulmans, tout en critiquant et luttant contre l'aspect réactionnaire de l'idéologie et de la conception sociale des fondamentalistes musulmans. Seule la direction maoïste peut apporter une orientation correcte à la lutte anti-impérialiste et réaliser l'unité de classe entre musulmans et peuples d'autres confessions. L'influence du fondamentalisme diminuera à mesure que croitra sur les masses musulmanes celle des communistes révolutionnaires, et d'autres forces démocratiques laïques. En tant que communistes révolutionnaires nous luttons de façon permanente pour diminuer l'influence de l'idéologie et de la conception obscurantistes des mollahs sur les masses musulmanes, tout en nous unissant avec tous ceux qui combattent l'ennemi commun de tous les peuples du monde, l'impérialisme et particulièrement l'impérialisme US.

Comment voyez-vous les changements de la politique US après la victoire de Barack Obama sur Georges Bush?

Premièrement, serait fou celui qui s'imaginerait qu'il va se produire un changement qualitatif de la politique américaine (interne ou extérieure) après l'élection de Barack Obama. La politique de sécurité nationale et la politique étrangère qu'il a menées depuis 8 mois montrent pour l'essentiel la continuité avec celle de son prédécesseur. Les justifications idéologiques et politiques de ces politiques intérieures régressives et des politiques extérieures agressives sont tirées des mêmes poubelles que celles qu'avançaient l'administration Bush - la soi-disant « guerre au terrorisme » qui se base sur des mensonges et des calomnies éhontées. Pire encore, ces politiques sont encore plus agressives qu'avant sous Obama avec son plan d'expansion de la guerre sous direction américaine d'Afghanistan vers le Pakistan. Les mains du nouvel assassin-en-chef à la tête de la meute des loups impérialistes sont déjà tâchées du sang de centaines de femmes et d'enfant brutalement exécutés par les missiles impitoyables lâchés par les drones Prédator en Afghanistan et au Pakistan. Et aux États-Unis, le rachat des dettes d'une minuscule élite capitaliste et les attaques contre les droits démocratiques et humains des citoyens américains continuent sans aucun changement.

Les peuples et les nations opprimés font maintenant face à un ennemi encore plus formidable et dangereux, sous la forme d'un président afro –américain de la plus grande machine de guerre et gendarme du monde. Les peuples du monde doivent s'unir pour mener une lutte plus déterminée, plus militante, plus cohérente contre les brigands américains conduits par Barack Obama et se consacrer à la tâche de les vaincre pour faire naitre un monde de paix, de stabilité et de vraie démocratie.

Quel est votre point de vue sur le développement de la situation au Népal?

Dès que le Parti Communiste du Népal - maoïste [PCN-M, devenu ensuite PCUN-M] est parvenu au pouvoir au sein d'une alliance avec des partis compradores-féodaux par la voie parlementaire, nous avons attiré l'attention sur les graves dangers d'intervention impérialiste et expansionniste indienne, et sur le fait qu'ils remueraient ciel et terre pour renverser le gouvernement dirigé par la PCN-M. Tant que Prachanda n'a pas défié les directives du gouvernement indien, il lui a été permis de continuer à gouverner, mais quand son gouvernement s'est

mis à s'opposer à l'hégémonie indienne, il a été immédiatement renversé. Le PCN-UML a retiré son soutien au gouvernement de Prachanda sur l'injonction des impérialistes américains et des expansionnistes indiens. Nous sommes en désaccord avec la ligne de transition pacifique mise en pratique par le PCUN-M sous couvert de tactique. Nous avons décidé d'envoyer une lettre ouverte au PCUN-M en juillet 2009.

Nous avons clairement énoncé la position de notre parti dans cette lettre. Nous avons montré que le PCUN-M a choisi de réformer l'État existant par la voie d'une assemblée constituante élue et d'une république démocratique bourgeoise au lieu d'adhérer fermement à la thèse marxiste-léniniste de la nécessité de briser l'ancien État pour instaurer le nouvel État prolétarien. Une telle mesure aurait été le premier pas vers la réalisation du socialisme par la transformation radicale de la société et de tous les rapports de classe d'oppression. C'est certainement une grande tragédie que le PCUN-M ait choisi d'abandonner la voie de la guerre populaire prolongée pour choisir celle de l'action parlementaire à la place, alors qu'il détenait le pouvoir *de facto* dans la plus grande partie des campagnes.

Et il est réconfortant d'apprendre qu'une partie de la direction du PCUN-M a entrepris de lutter contre les positions révisionnistes du camarde Prachanda et d'autres. Au vu de la grande tradition révolutionnaire du PCUN-M, nous espérons qu'à l'issue de la lutte interne du parti la ligne opportuniste de la direction actuelle sera répudiée, et que les pratiques révisionnistes et opportunistes seront abandonnées, et que les esprits s'appliqueront à nouveau à l'intelligence créative de la situation concrète au Népal.

Récemment le parti a souffert de sérieuses pertes parmi sa direction aussi bien au niveau des états qu'au niveau central. De plus, l'opinion générale est que la plupart des dirigeants maoïstes, vous compris, sont devenus vieux, sont gravement malades, ce qui est aussi avancé comme l'explication de certaines redditions. Quel est l'effet des pertes et des redditions sur votre mouvement ? Comment affrontez-vous les problèmes qui sont liés au vieillissement et aux maladies des cadres ?

(Sourire …) Ce type de propagande a été mis en œuvre de manière continue, surtout par les services secrets d'Andrah Pradesh. C'est un des aspects de la guerre psychologique menée par les officiers de renseignement et d'état



major ennemis pour troubler et démoraliser les sympathisants du mouvement maoïste. C'est exact que certains dirigeants du parti au niveau central et d'état peuvent être classés comme des « seniors » d'après les critères du gouvernement, c'est-à-dire ceux qui ont franchi le seuil des 60 ans. Vous pourrez bientôt me considérer comme un « senior », dans quelques mois (sourire). Mais la vieillesse et la maladie n'ont jamais été un problème important dans la vie du parti jusqu'à maintenant. Vous pouvez voir les « seniors » du parti travailler 16 à 18 heures par jour et parcourir de longues distances à pied. En ce qui concerne les redditions, c'est un gros mensonge de les attribuer à la vieillesse et à la maladie.

Quand Lanka Papi Reddy, ancien membre de notre comité central s'est rendu au début de l'année dernière, les médias ont fait courir le bruit que d'autres redditions de dirigeants de notre parti auraient lieu bientôt à cause de leur âge ou de leur mauvais état de santé. Le fait est que Papi Reddy s'est rendu à cause de la perte de ses convictions politiques, et de son ego, de son goût pour un faux prestige petit bourgeois. C'est ainsi qu'il n'était pas prêt à rendre des comptes au parti après qu'il ait été démis de ses fonctions par le comité central à cause de son comportement anarchique à l'égard d'une camarade.

Certains dirigeants âgés de notre parti, comme les camarades Sushil Roy et Narayan Sanyal, sont devenus le cauchemar des classes dirigeantes, même à 65 ans passés. C'est ainsi qu'ils ont été arrêtés, torturés et emprisonnés malgré leur mauvaise santé et leur âge avancé. Le gouvernement fait l'impossible pour empêcher leur remise en liberté. Même si un membre de notre parti est vieux, il/elle continue à servir la révolution en accomplissant toute tâche dans ses possibilités. Ainsi le camarade Niranjan Bose, qui est mort récemment à 92 ans, a accompli des tâches de propagande révolutionnaire jusqu'à l'heure du martyre. Les dirigeants social-fascistes avaient si peur de ce révolutionnaire maoïste nonagénaire qu'ils l'avaient même encore arrêté il y a quatre ans. Tel est l'esprit des révolutionnaires maoïstes - et le pouvoir de l'idéologie marxiste-léniniste-maoïste dont ils lèvent le flambeau. Et quand il y a des maladies graves, ou des handicaps physiques ou mentaux qui empêchent d'accomplir des tâches normales, les camarades affectés se voient attribué un travail adapté.

Mais comment réagissez-vous à

l'arrestation et à l'élimination d'une partie de votre direction? Comment comptez-vous remplacer ces pertes?

Il est exact que nous avons perdu des dirigeants importants au niveau des états et au niveau central depuis quatre ou cinq ans. Certain ont été arrêtés en secret et assassinés de la manière la plus lâche. Beaucoup d'autres et des dirigeants d'état ont été arrêtés et placés derrière les barreaux, dernièrement, dans le Jharkand, Bihar, Chhatisgarh, Orissa, Bengale occidental, Maharashtra, Haryana et d'autres états. Ces pertes auront un impact grave sur le parti et sur la révolution indienne dans son ensemble. Nous examinons régulièrement les raisons de ces pertes et nous développons de nouvelles méthodes pour les faire cesser. En adoptant des méthodes secrètes d'organisation plus strictes, et des règles de clandestinité qui protègent contre les erreurs, en renforçant notre implantation dans les masses, notre vigilance et nos réseaux d'information locaux, en brisant ceux de l'ennemi et en étudiant leurs plans et leur stratégies, nous espérons éviter d'autres pertes. Et nous sommes aussi en train d'entrainer et d'éduquer de nouveaux dirigeants à tous les niveaux pour combler les pertes.

Comment définissez-vous l'étape présente de la guerre entre vos forces et celles de l'État Indien ?

Nous sommes en situation de défensive stratégique. Dans certaines régions nous avons le dessus, dans d'autre c'est l'ennemi qui a l'initiative. Dans l'ensemble, nos forces ont obtenu des succès en menant une série de contre-offensives tactiques dans nos zones de guérilla, ces dernières années.

Il est exact que notre parti a subi d'importantes pertes au niveau de la direction, mais nous pouvons aussi infliger des pertes sévères à l'ennemi. Durant les trois dernières années, l'ennemi a eu davantage de pertes que nous. Il essayé par tous les moyens à sa disposition d'affaiblir, de rompre, d'écraser notre parti et notre mouvement. Ils ont essayé d'utiliser des agents infiltrés et des délateurs, versé d'énormes sommes d'argent pour corrompre des éléments faibles du camp révolutionnaire, et ont annoncé une série de plans de réhabilitation et d'autres primes pour provoquer des désertions. Des millions de roupies ont été affectés à la modernisation des forces de police, au recrutement et à l'entrainement de forces supplémentaires, pour former des commandos ; pour accroitre les forces du Centre ; pour entrainer ses forces et celles des états à la guerre contre-insurrectionnelle ; et pour construire des routes, des réseaux de communication, et d'autres infrastructures pour permettre le mouvement rapide de leurs troupes en zone de guérilla. Les États indiens ont mis sur pied des milices et soutenu sans réserve les abominations commises contre le peuple par ces bandes armées. La guerre psychologique contre les maoïstes a atteint un niveau sans précédent.

Malgré tout, nous avons continué de faire de plus grandes avancées, consolidé le parti et les comités populaires révolutionnaires à divers niveaux, renforcé l'AGPL quantitativement et qualitativement, détruit les réseaux d'information ennemis dans divers secteurs, déjoué les tentatives d'écrasement de notre mouvement par l'ennemi, et contrecarré effectivement la dégoutante guerre psychologique menée par l'ennemi. Les succès que nous venons d'obtenir dans diverses opérations de contre-offensive tactiques ces derniers jours à travers le pays, les mouvements de masse militants dans plusieurs états, en particulier contre les déplacements forcés de population et pour d'autres causes populaires brûlantes, les initiatives de nos gouvernements populaires révolutionnaires à divers niveaux, tout ceci a un grand impact sur le peuple et contribue à démoraliser les forces ennemies. Il y a des informations qui circulent sur des mutineries et des désertions parmi les miliciens des forces de répression recrutés contre les maoïstes dans les zones où ils dominent. Nombreux sont ceux qui refusent l'entrainement à la guerre dans la jungle ou de prendre positions dans les secteurs que nous contrôlons, subissant des sanctions. Cette tendance va s'amplifier avec la croissance de notre guerre populaire. Dans l'ensemble, l'influence de notre parti est devenue plus forte et il commence à être reconnu par le peuple comme la seule véritable alternative qui lui soit proposée.

Combien de temps va durer cette défensive stratégique, avec le Centre qui a décidé de vous prendre à la gorge?

L'étape actuelle de défense stratégique va durer encore quelques temps. Il est difficile de prévoir combien de temps sera nécessaire pour passer à l'étape d'équilibre stratégique. Cela dépend de la transformation de nos zones de guérilla en zones de base, de la création de nouvelles zones de guérilla et de résistance rouge dans tout le pays, du développement de l'Armée de Guérilla Populaire de Libération. Avec la crise qui va sans cesse s'aggravant dans tous les domaines à cause des politiques antipopulaires des gouvernements pro-impérialistes, pro-féodaux, le mécontentement et la colère croissante des masses résultant des politiques avides de pillage des classes dirigeantes, nous sommes sûrs que les larges masses de ce pays vont rejoindre les rangs des révolutionnaires et porter la révolution indienne à sa prochaine étape.



PEROU : LE PARTI COMMUNISTE DU PEROU MENE LA GUERRE POPULAIRE CONTRE L'ETAT PERUVIEN ET L'IMPERIALISME

L'impérialisme apporte un appui au pouvoir en place au Pérou. Contre cela il faut apporter un soutien qui ne soit pas de type humaniste, mais la solidarité internationale du prolétariat et des peuples contre l'impérialisme.

Mariatégui, le fondateur du Parti Communiste du Pérou (PCP) dans les années 30 était un anti-impérialiste et un marxiste. La stratégie de la Guerre Populaire prolongée est adaptée par le Parti aux caractéristiques du Pérou, qui est un pays semi colonial et semi féodal dominé par la bourgeoisie compradore et bureaucratique (classe parasitaire qui aide les impérialistes à piller son propre pays).

Le Parti est confronté à trois montagnes :

l'impérialisme, le semi féodalisme, la bourgeoisie compradore.

Les contradictions en présence sont :

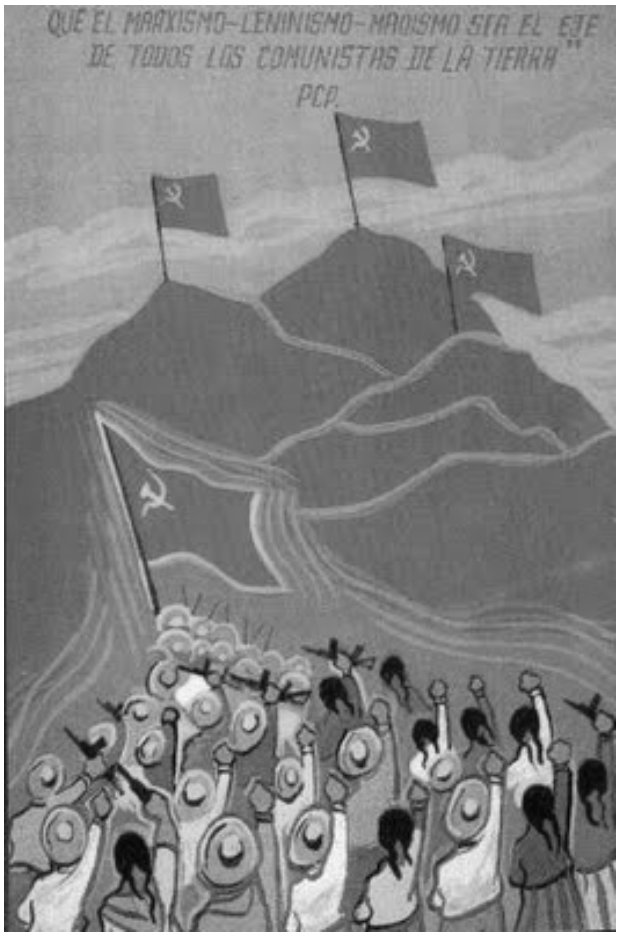
impérialisme/nation, masses paysannes/féodalisme, peuple/capitalisme bureaucratique.

Le début de la guerre populaire en 1980 a été une guerre paysanne sous la direction du prolétariat contre le semi féodalisme. Le terrain principal de la guerre était à la campagne. Au Pérou il y a des grandes villes, dont la capitale qui compte 1/3 des habitants du Pérou. La situation n'était donc pas la même qu'en Chine où 90% des habitants vivaient à la campagne. Aussi le Parti a également développé la Guerre Populaire (GP) dans les villes, sous une forme adaptée.

La Guerre Populaire se développa de 1980 à 1991 jusqu'à atteindre l'équilibre stratégique. L'ennemi ne pouvait plus supporter cette situation, pas plus que l'impérialisme dont les intérêts étaient menacés. C'est pourquoi ils durent passer à l'offensive contre la Guerre Populaire. Ils devaient répondre pour reprendre ce qu'ils avaient perdu. Ils devaient détruire l'appareil plus puissant que le PCP avait construit avec les masses : les bases d'appui.

Aussi lança-t-il une vague d'arrestations et de répression à la campagne et dans les villes.

L'arrestation du Président Gonzalo, dirigeant du Parti, et de la direction entraîna la perte des 2/3 du Parti. Quelle révolution au monde aujourd'hui a subi tant de pertes ? Malgré cela le Parti a résisté contre



le pouvoir en place et contre l'impérialisme. On était à un tournant de la Guerre Populaire. Elle s'est maintenue et réorganisée.

C'est parce que, sur le plan idéologique, le Parti était armé du marxisme-léninisme- maoïsme et de la pensée gonzalo qu'il ne s'est pas effondré. Parce que le Parti était un Parti militarisé, il a pu se maintenir, maintenir l'Armée Populaire de Libération (APL), réorganiser les bases d'appui à partir de l'an 2000 pour maintenir le Nouveau Pouvoir dans les bases d'appui.

Le PCP soutien et resserre ses liens avec le mouvement de masses qui se développe.

Le PCP est un Parti en guerre contre l'impérialisme et l'Etat péruvien qui décrète des lois contre le « terrorisme ». L'absurdité de telles lois est apparue en plein jour quand une américaine, qui avait un sac de voyage avec la tête de Mao a été arrêtée à sa descente d'avion et tombait sous le coup de la loi « anti -terroriste ». Ce qui a déclenché un scandale national.

Tous ceux qui luttent dans les conflits sociaux peuvent tomber sous le coup de ces lois.

Ces conflits sont passés de 104 pour toute l'année 2008, à 250 de janvier à avril 2009.

Quand il y a des conflits de masses, ouvriers, paysans, étudiants spontanés, le gouvernement dit que c'est le Sentier Lumineux (autre nom du PCP).

Le but : rabattre les masses vers la participation aux élections.

Le problème qui se pose pour l'impérialisme et l'Etat péruvien, c'est principalement d'éliminer les bases d'appui par une campagne d'encerclement et d'anéantissement des bases principales situées dans la Vallée d'Ayacucho. L'impérialisme a envoyé 100 soldats US pour préparer cette campagne d'anéantissement à laquelle participent 100.000 soldats péruviens. Au sein du camp réactionnaire, il y a débat sur cette stratégie qui se solde jusqu'à aujourd'hui par 150 morts dans l'armée péruvienne. Ils ont dû changer leur mode opératoire. Ils se sont mis à utiliser des hélicoptères et bombarder la zone avec des missiles et des bombes de 250 kgs. Ils ont perdu des hélicoptères. Leur utilisation n'est pas suffisante, car l'APL utilise les méthodes qui ont fait leurs preuves au Vietnam : creuser des tunnels dans la montagne. Il y a déjà 1800 tunnels. Quand les militaires repèrent une colonne révolutionnaire, ils bombardent massivement, n'atteignent pas la colonne,

mais détruisent les villages et tuent la population. C'est un vrai génocide qui est en cours avec ces méthodes.

Dans cette guerre, il y a convergence de la réaction et des révisionnistes contre la Guerre Populaire dirigée par les maoïstes. Dans cette situation, les désertions se multiplient dans l'armée. Par exemple, dans la base de Curamaya, 20 soldats ont déserté.Pour tromper une famille d'un soldat disparu, l'armée péruvienne a dit qu'il était tombé dans l'eau, mais ils ne veulent pas montrer le corps. Ils disent que ce sergent à 17 ans, alors que l'âge minimum pour entrer dans l'armée est de 18 ans. Ils s'embrouillent dans leurs propres mensonges. De même, alors qu'ils prétendent s'opposer à la prolifération des mines personnelles, ils les utilisent et leurs propres soldats en sont victimes.

La Croix Rouge ne dit mot alors qu'elle dénonce le PCP de soi-disant engager des enfants soldats.

La presse prétend que seulement quatre actions ont été menées par les maoïstes dans la seule VRAE (Vallée du Rio Apurimac) alors que les statistiques de l'armée mentionnent 81 actions (actions armées, d'Agit/prop, déplacements, etc.).

A l'entrée de l'Université d'Ayacucho a été déployé un grand drapeau du Parti.

Le discours du gouvernement se heurte à deux problèmes : apparaître comme défenseur de la démocratie contre le PCP alors qu'il mène la guerre contre le peuple et apparaître défenseur de l'économie face à la crise alors qu'il est pour une l'économie libérale impérialiste.

LE PCP (Sendero Luminoso) VA REUNIR SON 2ème CONGRES

Ce Congrès doit sanctionner la nouvelle direction et approuver la ligne qu'elle met en œuvre qui n'est pas une nouvelle ligne, mais la poursuite de la ligne mise ne route depuis 1980 par le PCP dirigé par le Président Gonzalo (emprisonné depuis 1992). La ligne connue sous le nom de pensée gonzalo est l'application du marxisme-léninisme-maoïsme à la situation spécifique du Pérou. Entre autre la construction concentrique des trois instruments de la Révolution (le Parti, le Front Populaire et l'Armée de guérilla), dans le cadre du développement de la Guerre Populaire.

La pensée gonzalo n'est pas une nouvelle étape du marxisme-léninisme-maoïsme, ni un apport fondamental à cette théorie, mais un apport spécifique à la révolution péruvienne.

LE TRAVAIL DE SAPE DE LA LIGNE OPPORTUNISTE DE DROITE (LOD)

Le montage des « accords de paix » est véhiculé par la Ligne Opportuniste de Droite (LOD), ils sont soit des révisionnistes infiltrés, soit des traîtres. Ils sont le produit d'une situation historique mondiale. On les retrouve en Palestine (ligne d'Abou Abbas) ou en Afrique du Sud (avec Béki de l'ANC). Leurs activités et leur ligne convergent avec la réaction, même s'ils ont leurs propres intérêts à défendre dans ce mouvement convergeant.

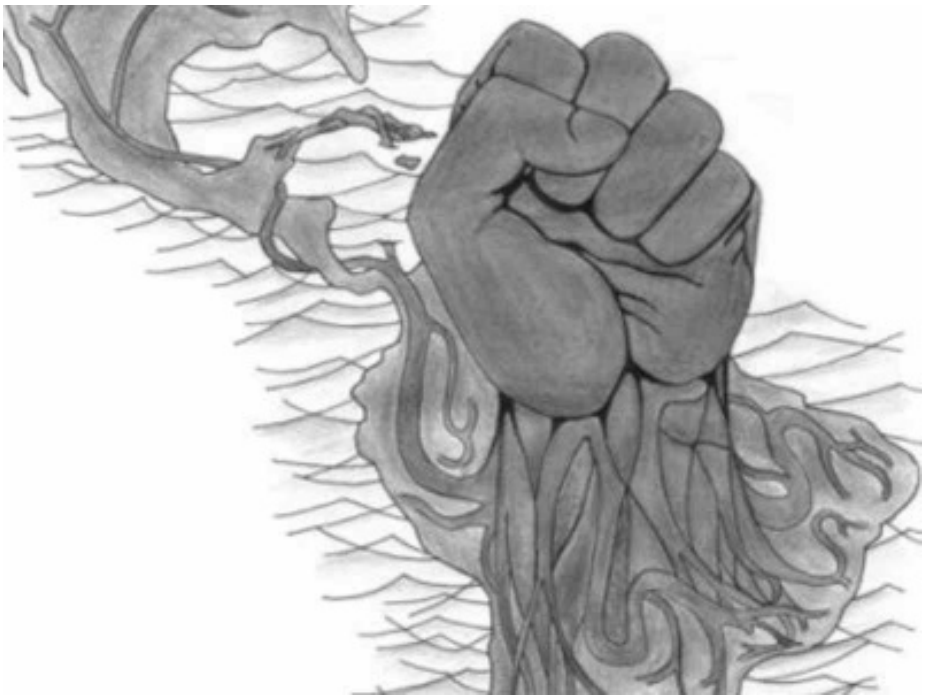
Les documents qu'ils diffusent sont élaborés par la réaction et la CIA, qui a une grande expérience contre-révolutionnaire.

Après deux décades de Guerre Populaire, ils vont commencer à propager leur propagande pour les élections, prôner une politique de « réconciliation nationale » avec Alan Garcia, chef actuel du gouvernement, assassin de 300 prisonniers politiques maoïstes en 1986, alors qu'il était chef du gouvernement de l'époque.

Dernièrement ces agents de l'ennemi se sont fait les promoteurs d'un livre « attribué », « écrit », par le Président Gonzalo dans la prison de la Marine, ultra surveillée de Callao. Ce qui est impossible.

La LOD est présente dans les prisons (prisonniers dissociés ou repentis) ou à l'extérieur en lien avec tous les partis et organisations opportunistes en convergence avec la réaction. Ils sont présents à l'extérieur à travers des organisations dont la fonction est de s'infiltrer dans la communauté péruvienne (en France – le Comité Pérou) et de se faire passer au prêt des partis et organisations démocratiques françaises pour des représentants du PCP, qui, selon eux, est pour des « accords de paix ». Alors que comme nous venons de le voir, la Guerre Populaire dirigée par le PCP se poursuit, se développe et se renforce.

LA GUERRE POPULAIRE VAINCRA L'IMPERIALISME, LA REACTION DANS LE MONDE ENTIER



Palestine : Le droit de Résistance

OU EN EST LA RESISTANCE PALESTINIENNE ?

Nous avons assisté au meeting organisé par l'AGEN « Palestine : le droit à la résistance » à Nanterre avec Adel Samara, économiste palestinien et révolutionnaire, et nous en publions donc un compte rendu.

Un peu d'histoire

En 1880, il y avait 24.000 juifs en Palestine. En 1896, Herzl écrivain hongrois, écrit « l'Etat juif » (Der Jugenstaat). Il réunit à Bâle, en 1897, le 1er Congrès sioniste, crée la Banque Nationale juive et le Fonds national juif pour l'achat de terre en Palestine. C'est le début de la colonisation de la Palestine.

65.000 arrivants jusqu'en 1919, 450.000 de 1919 à 1946 (ces deux premières vagues provenaient d'Europe orientale et centrale), 685.000 de 1948 à 1951 (dont la moitié du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord), puis 10.000 par an jusqu'à aujourd'hui.

Les manœuvres de l'impérialisme français et anglais débouchent sur les accords Sykes-Picot en 1916, dénoncés par Lénine en 1917. La Grande-Bretagne utilise le nationalisme arabe contre l'Empire Ottoman en promettant la création d'un Etat arabe indépendant limité par la mer rouge et la Méditerranée avec une réserve pour le Levant, mais en même temps, en 1917, la déclaration Balfour prévoit « l'établissement d'un Foyer national pour le peuple juif » en Palestine.

Le 30 Octobre 1918, l'Empire ottoman signe l'armistice. La Palestine est occupée par l'Angleterre et passe sous mandat britannique (24 juillet 1922), pendant que la Syrie et le Liban passent sous mandat français. En 1920-21, des émeutes se déroulent contre la colonisation juive. Le mouvement sioniste fonde la Haganah qui va devenir le bras armé de l'occupation et de la colonisation de la Palestine. En 1936, se développe la « Grande Révolte palestinienne » : une véritable guérilla palestinienne pour contenir l'extension de la colonisation. Elle est écrasée par les troupes britanniques. En 1939, le gouvernement publie un 2ème Livre blanc avec 3 dispositions : limitation de l'immigration juive à 15.000 immigrés par an pendant 5 ans, restriction des achats de terre, établissement d'un Etat palestinien dans les 10 ans. Les sionistes s'opposent au Livre blanc et mettent en place une immigration clandestine. L'Irgoun et le groupe Stern pratiquent le terrorisme contre les troupes britanniques.

A la fin de la 2ème guerre mondiale, la Grande Bretagne subit la pression des sionistes depuis l'adoption du programme de Bilmore en 1942 qui exige la création immédiate d'un Etat juif. Les arabes exigent la création d'un Etat palestinien indépendant. Le partage est adopté par l'ONU le 29 novembre 1947.

La Grande-Bretagne est donc la responsable de la situation actuelle en favorisant l'immigration sioniste afin de renforcer sa présence militaire et économique dans la région, en opposant les sionistes aux palestiniens de souche. La création de l'Etat d'Israël est l'aboutissement des plans de l'impérialisme britannique dans la région, impérialisme qui sera supplanté, après la guerre, par l'impérialisme américain. C'est là le fond du problème.

La question fondamentale aujourd'hui !

Trois protagonistes interviennent dans ce conflit : le mouvement palestinien, les pays arabes et Israël, dans lequel les puissances impérialistes interviennent tant sur plan économique, politique que militaire dans le cadre de la mondialisation.

La lutte du peuple palestinien s'oppose au sionisme et aux régimes arabes réactionnaires liés aux pays impérialistes, Etats-Unis en tête. Elle a donc un double caractère : de libération nationale contre l'Etat colonial d'Israël (l'entité sioniste) et anti-impérialiste.

La politique de colonisation s'est accompagnée d'une déportation massive des palestiniens après 1948. Cette politique se différencie dans la forme de la politique d'apartheid d'Afrique du Sud où la population africaine colonisée et discriminée



n'a pas été expulsée ou du génocide arménien. C'est pourquoi le droit au retour des palestiniens est une revendication fondamentale

Ce n'est pas un conflit religieux, ni culturel, mais un conflit politique, un conflit d'intérêt économique. La question nationale se résume en réalité à une lutte de classes.

C'est le conflit de la classe ouvrière et du peuple palestinien contre la triple alliance : sionisme, bourgeoisie compradore et bureaucratique palestinienne et l'impérialisme et ses valets arabes. C'est donc un conflit de classes. Ceci est net depuis les accords d'Oslo où la bourgeoisie compradore arabe et palestinienne n'a pas revendiqué les territoires colonisés depuis 1948 et le droit au retour des expulsés et exilés palestiniens (de nombreux palestiniens vivent au Liban, en Jordanie, dans les autres pays arabes ou à l'extérieur), mais seulement la création d'un Etat palestinien sur ce qui restait de la Palestine après l'occupation en 1967 de nouveaux territoires par Israël. Cette paix d'Oslo est la paix entre capitalistes sur le dos des masses populaires palestiniennes. Donc une paix au profit de la classe capitaliste israélienne, palestinienne, les bourgeoisies arabes et les impérialistes.

La classe capitaliste en Palestine :

✦La bourgeoisie bureaucratique (partisans d'Arafat, aujourd'hui d'Abou Abbas), qui accapare une grande partie des impôts, qui spécule avec l'argent des ouvriers palestiniens du Golfe et reçoit l'aide intéressée des Etats arabes du Golfe.

✦Les gros commerçants (compradores) grâce à l'import -export avec les impérialistes et Israël à travers des sociétés mixtes (israélo-palestiniennes).

✦Les gros industriels et la bourgeoisie financière qui gèrent de gros capitaux provenant du trafic avec les Etats du Golfe.

✦Les intellectuels : révisionnistes et bourgeois libéraux.

Depuis les accords d'Oslo, il y a collusion et concurrence avec le grand capital israélien. Les multinationales, elles, investissent en Israël qui est leur point avancé dans la région. Ils ont investi 106 Milliards de $ en Palestine entre 1991 et 2006, mais rien pour les palestiniens, sauf quelques aides à l'autorité palestinienne.

Israël et les impérialistes ne peuvent trouver de partenaires crédibles pour leur paix car leurs interlocuteurs sont ceux qui acceptent le diktat d'Oslo au détriment du peuple palestinien. Ils refusent même qu'arabes et palestiniens investissent à Gaza et en Palestine où ils maintiennent blocus et colonisation. Pour eux, cette colonisation qui se poursuit est naturelle. Les palestiniens sont inscrits sur les registres d'Etat civil d'Israël et n'ont pas de nationalité palestinienne.

L'autorité palestinienne est un organisme bureaucratique (100.000 personnes) soutenu par les Etats impérialistes. Le but est d'attacher le maximum de personnes à l'Autorité pour éradiquer toute résistance palestinienne.

C'est un exemple de « démocratie » sans souveraineté. Toutes les décisions sont en fait celles d'Israël. Il s'agit de soi-disant développer cette « démocratie » pour éloigner, isoler la résistance. Ou c'est le capitalisme palestinien collaborateur ou c'est la résistance du peuple palestinien. Pour l'instant, le Fatah est d'un côté, le Hamas de l'autre. Aussi l'attaque contre Gaza a été et est toujours un coup d'Etat international perpétré par Israël, dont le résultat a été différent de celui escompté car il a renforcé la résistance palestinienne. Il n'y a plus d'aides internationales, un blocus est imposé à Gaza. La continuité entre Gaza et le reste de la Palestine est interrompu.

La promesse que l'Autorité palestinienne se transforme en Etat palestinien n'est que de la poudre aux yeux car malgré cette « promesse », les sionistes exigent la reconnaissance d'un Etat hébreu pur, un Etat à caractère religieux visant à terme à chasser les palestiniens de la Palestine.

Pour les sionistes, la solution est cet Etat hébreu et la normalisation des relations avec les Etats réactionnaires arabes.

Leur solution c'est d'annihiler la résistance, passer un accord entre Israël et le Mouvement palestinien, établir des accords commerciaux entre arabes et palestiniens et entre Israël et les pays arabes. C'est ainsi introduire Israël par le haut comme force politique, économique, militaire, technologique et scientifique, comme poste avancé et consolidé de l'impérialisme américain dans la région.

Ce n'est donc pas uniquement une guerre de libération nationale, mais une guerre contre l'impérialisme et ses valets, une guerre contre la collusion des impérialistes à travers les déclarations et résolutions de l'ONU, comme cela s'est concrétisé par une déclaration de 57 pages des grandes puissances (USA, Russie, UE, Chine).

Quelles sont les forces qui se dressent contre cette situation ?

e sont celles des peuples contre la guerre et la mondialisation, contre l'impérialisme, contre le sionisme et le système capitaliste.

Aujourd'hui, s'il y a des différences entre les peuples, l'Etat capitaliste est l'ennemi de la lutte de libération nationale.

C'est la classe ouvrière et les classes populaires contre la bourgeoisie compradore.

L'ennemi soit se rend ou combat la résistance.

Il faut développer la mobilisation populaire sous toutes ses formes, développer les coopératives populaires, se battre pour le droit des femmes, pour leur libération, contre le patriarcat, amplifier le boycott des produits

israéliens, développer les liens avec les classes populaires des autres pays arabes.

Soit on résiste, soit on se soumet. Il faut construire un mouvement contre la pacification, combattre la triple alliance du sionisme, de la réaction arabe et de l'impérialisme.

Les palestiniens n'ont pas de nationalité propre, ils ont tous une carte d'identité israélienne même en Cisjordanie, mais il y a néanmoins une ségrégation. Ils ne peuvent circuler librement sans contrôle d'une zone à l'autre.

Il existe aujourd'hui des forces de gauche qui prônent la lutte de libération nationale jointe à la lutte sociale, car ces deux aspects sont liés. Ce n'est pas une organisation complète, il y a différentes forces sociales (femmes, ouvriers, paysans, petits commerçants). Ces forces s'opposent à la bourgeoisie palestinienne, au sionisme et à l'impérialisme. Ne formant pas un Parti, elles n'ont pas une homogénéité idéologique et donc n'ont pas une direction prolétarienne à la direction de la lutte de libération nationale comme première phase de la révolution prolétarienne dans les pays opprimés, c'est-à-dire la révolution démocratique populaire.Nous sommes dans la deuxième vague de libération nationale dans le monde. La première concernait l'Europe au 19ème et au début 20ème. Dans la seconde phase, les luttes de libération nationale ont concernées les pays colonisés, les semi-colonies, les pays opprimés, définis par d'autres comme le Tiers-monde. Le néo-colonialisme n'est qu'une formule, en fait c'est la poursuite du colonialisme sous d'autres formes, comme en Afghanistan ou en Irak. C'est une alliance complète entre la bourgeoisie bureaucratique et compradore et l'impérialisme, réduisant ces pays à l'Etat de semi-colonies, donnant à ces Etats croupions un caractère de classe vis-à-vis de la population et de dépendance vis-à-vis de l'impérialisme. Au Népal, la lutte entre les forces populaires, les communistes et les forces réactionnaires a atteint un degré élevé, ainsi qu'en Inde, au Bengladesh, où les forces maoïstes sont à la tête de la lutte de libération nationale.

Pour déclencher la guerre populaire il faut choisir le bon moment où les conditions sont réunies et le bon endroit.

Aux USA, l'impérialisme prétend que c'est la démocratie alors qu'en réalité c'est une forme de fascisme qui réuni l'appareil d'Etat (renseignements, armée, police, justice, administration), l'information et les médias et le capital financier qui dirige le secteur économique.

Actuellement, le Hamas, bien qu'il accepte l'idée de deux peuples, deux Etats dans son programme, est pour le retour aux frontières de 67. Il est la force la plus importante de la résistance. Il n'est pas pour la lutte de libération nationale ininterrompue dont la seconde phase est la construction du socialisme sous la forme de la révolution démocratique et populaire comme première phase révolutionnaire.

La gauche palestinienne pose le problème de la lutte de classes mais n'est marxiste qu'à travers des slogans. Elle n'a pas de direction véritablement marxiste. Par contre, des militants intermédiaires et de base s'en réclament. Il faut peu à peu réunir les regroupements, les organismes divers qui luttent pour la libération nationale et le mouvement d'émancipation sociale. Les femmes ont un grand rôle à jouer dans la lutte pour l'émancipation, entre autre lutter pour le droit des femmes à l'égalité.



Maroc : Grève de la faim de prisonniers politiques

Les 24 Avril 2008, une révolte étudiante a eu lieu à Marrakech : des étudiants et étudiantes avaient eu une intoxication alimentaire après avoir mangé au Restaurant Universitaire. La police avait alors encerclé le campus puis avait attaqué l'université, pillant les chambres étudiantes, brûlant des bâtiments, arrêtant des militants, violant des étudiantes et tuant Abderazaq Elgadiri. Les étudiants et étudiantes arrêtés sont membres de l'Union National des Etudiants du Maroc et de la Voix Démocratique Basiste (organisation marxiste-léniniste-maoïste).

Lors du dernier procès, 9 juillet 2009, les 11 militants ont été condamnés à de la prison ferme et des amendes. Ils sont emprisonnés depuis leur arrestation et ont subi les tortures du régime réactionnaire du Maroc. Lors des procès précédents, des slogans ont été scandés : « la détention politique c'est une cause de classe, la détention et le martyr c'est la guerre populaire », « la cause de la Palestine c'est une cause nationale, pour libérer la Palestine il faut faire la guerre populaire ».

La défense des militants a été d'expliquer que leur arrestation et leur jugement été causé par leur engagement politique militant auprès des travailleurs et paysans et de leur appartenance aux masses populaires. Zarha Boudkour, qui a donné son nom au groupe de militants incarcérés, a affirmé : « S*i vous essayez de nous rééduquer par l'instrument de la prison, je vous signale avec fierté que notre détention ne nous rééduquera pas comme vous le souhaitez. Pour nous, la prison c'est une école de la lutte révolutionnaire. Pour nous, pas de différence entre l'intérieur et l'extérieur : c'est le même contenu. »*

Et en effet, ces militants continuent la lutte politique au sein de la prison. Ils ont mené plusieurs grèves de la faim sporadiques pour que l'administration pénitentiaire écoute leurs revendications démocratiques vis-à-vis des conditions de détention. Le groupe Zarha Boudkour et Abdellahak Ettelhawi, tous deux en prison, sont ensemble dans la lutte. Selon un communiqué : « *Les prisonniers de groupe de Zahra Boudkour luttent contre les mauvaises conditions dans lesquelles vivent tous les détenus politiques au Maroc, ces conditions qui se manifestent dans la privation de l'éducation, de la télémédecine et des visites ouvertes sans condition, sans parler des cellules dans lesquelles ils sont serrés qui sont remplies de prisonniers sociaux, des harcèlements et provocations auxquels ils sont soumis par l'administrations de la prison, contre les procès formels contre eux (24 ans de prison ferme pour les membres du groupe).* »

Vive la lutte du peuple marocain !
Vive la lutte des prisonniers politiques !
Vive la lutte des groupes Zahra Boudkour et Abdelhak Ettelhawi !



Turquie : Güler Zere libérée



Güler Zere est une militante kurde du DHKP-C. Elle a été arrêtée en 1995 et condamnée à perpétuité pour appartenir au DHKP-C.

Depuis 2008, un cancer lui a été diagnostiqué. Son état de santé n'a fini de se dégrader.

Une vaste campagne pour sa libération a finalement porté ses fruits puisqu'elle est sortie de prison le 6 novembre dernier.

Selon elle, elle a gagné « non pas le droit de guérir mais de mourir en liberté. »

Un antifasciste assassiné par balle à Moscou

Ivan Khoutorskoï, 26 ans, a été abattu par balles à Moscou le 16 novembre 2009. Il a été tué en raison de son appartenance au mouvement antifasciste russe.

Le mouvement néo-nazi est assez fort en Russie et le mouvement antifasciste se développe. Il devient donc une menace pour les nazis.

Ivan était le fondateur du RASH (Red and Anarchist Skin Head) de Moscou. Sa photo et ses coordonnés étaient publiées sur des sites néo-nazis. Il avait déjà survécu à 3 attaques sur sa personne.



Ukraine : Solidarité avec les travailleurs en lutte de l'usine Yanovskaya

Après que le groupe maoïste Conseil de Coordination du mouvement des travailleurs d'Ukraine (KSDR) nous aient informé de la répression suite à une grève à l'usine de traitement « Yanovskaya » de la région de Lougansk, nous avons envoyé un message de solidarité. Voici leur réponse :

« Chers Camarades !

Merci beaucoup pour vos lettre de soutien aux grévistes de l'usine « Yanovskaya ». Nous les avons évidemment transférées au syndicat indépendant des travailleurs de l'usine. Ils vous sont très reconnaissants pour votre aide.

Nous vous informons du développement du litige pesant sur les grévistes. Le grand nombre de lettres de solidarité et de protestation reçues, particulièrement de l'étranger, ont fortement découragé le juge. La session judiciaire du 9 octobre n'a pas eu lieu, elle a été reportée au 30 octobre. Les lettres de solidarité sont arrivées en encore plus grand nombre. Le juge n'a pas essayé de reporté la session, mais a, pour rien, « étudié les documents ». La nouvelle session du jugement est prévue pour le 11 novembre, à 11h. La solidarité massive des autres organisations de travailleurs a manifestement découragé le juge, et il ne veut pas risquer de passer des décisions manifestement injustes et simplement renforcer la sentence.

Cependant, les propriétaires de l'usine « Yanovskaya » ne se sont pas calmés. Avec l'aide d'une réception adroite, Inna Antropchenko (vice-présidente du comité de grève et du syndicat indépendant) a été en fait renvoyée. Elle travaille en tant qu'opérateur d'installations de pompe, mais le docteur corrompu lui a interdit de « soulever des poids » (aucun levage de poids n'est inclus dans ses tâches officielles). C'est sur cette base qu'elle a été renvoyée. Des gangsters non identifiés ont tabassé le meneur du comité de grève Anatoly Moskalev. Les mêmes gangsters ont menacé sa fille.

Globalement, les représailles contre le faible mais combattant mouvement de la classe ouvrière d'Ukraine se sont encore amplifiées. Les deux dernières semaines, à Kiev, notre camarade, du KSDR, a été arrêté par la milice durant la distribution de tracts et du journal « Worker's Action » à un meeting syndical. Lors de ce meeting, des nervis ont essayé de tabasser plusieurs autres camarades. […] Plus tars, notre camarade a été relâché du bâtiment de la malice. De même, la semaine dernière, des gardes de sécurité armés de la grosse entreprise aérienne à Kiev ont menace d'arrêter trois de nos camarades distribuant notre journal « Worker's Action » aux travailleurs de cette entreprise.

Cependant, les représailles ne font que renforcer notre détermination à lutter. Encore une fois, merci pour la solidarité rendue.

La solidarité est l'arme du prolétariat !

Salutations distinguées,

Conseil de Coordination du mouvement des travailleurs d'Ukraine (KSDR)

Edition du journal "Worker's Action" http://proletar.org.ua »

Les troupes US participent aux opérations contre-insurrectionnelles aux Philippines

23 Novembre 2009, Service de presse Un Monde A Gagner. En 2002, les troupes américaines ont ouvertement lancé des missions militaires aux Philippines, faisant partie de la « guerre au terrorisme » États-Unienne. Depuis, les USA ont apporté au gouvernement philippin 1,6 milliard de $ en aide militaire et économique, particulièrement centrée les musulmans (peuple Moro) historiquement et profondément opprimés au sud de l'île de Mindanao. Une unité d'élite contre-insurrectionnelle US de 600 soldats opère là-bas auprès des forces gouvernementales philippines. Officiellement, leur cible principale est Abu Sayyaf, un groupe fondamentaliste islamique qu'ils affirment lié à Al Qaeda. Depuis août 2008, cependant, ils ont également lancé l'offensive contre le Front de Libération Islamique Moro, une organisation dont l'objectif est l'autonomie du peuple Moro de l'île. Des centaines de milliers de paysans ont été placés de force dans de camps de réfugiés. (The New York Times, 23 novembre 2009).

Il y a maintenant des rapports affirmant que les troupes US sont également impliquées activement dans les attaques contre la Nouvelle Armée Populaire dirigée par le Parti Communiste des Philippines dans la campagne de Mindanao.

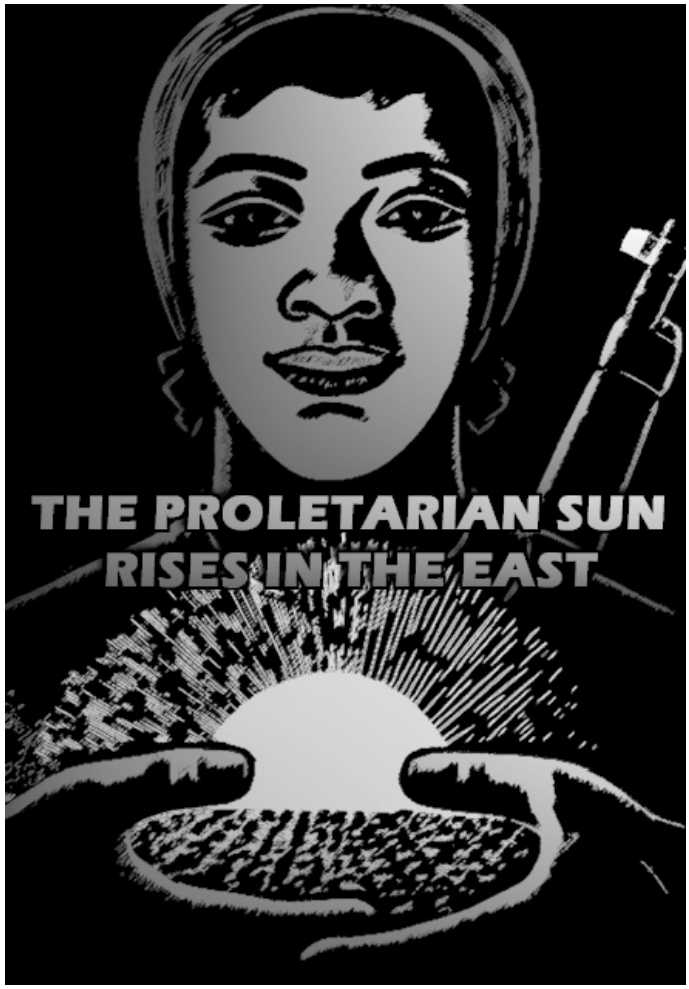
Ces récents développements arrivent en même temps que l'offensive militaire massive soutenue par les USA pour mettre fin à l'insurrection de la minorité Tamoule au Sri Lanka et à la veille d'une offensive sans précédent par l'alliance de plus en plus forte entre les USA et le gouvernement indien contre le soulèvement des adivasis (peuples tribaux) dirigé par le Parti Communiste d'Inde (maoïste). Les relations entre ces offensives contre-insurrectionnelles et les tentatives violentes continues de la part des USA pour consolider un ordre politique et économique mondial adapté à ces intérêts impérialistes dans la région et le monde requiert une vigilance et une analyse sérieuses.

Ci-dessous, des extraits d'un rapport de philippinerevolution.net, un site maintenu par le Bureau d'Information du PCP.

Le Front Démocratique National (FDN) – Mindanao a reçu plus d'informations au regard de la participation actuelle de soldats américains aux opérations de combat à Mindanao. Cette fois, les opérations ne sont pas limitées à Basilan et Sulu, mais s'étendent également à d'autres zones de l'île. Selon des rapports confirmés, le personnel militaire US a joué un rôle actif dans les opérations de combat contre la Nouvelle Armée Populaire (NAP) dans l'arrière pays de Bukidnon.

Quatre incidents distincts ont été cités initialement. Vers la mi-février et début juin, les soldats US ont été observés participant à des opérations de combat à Quezon, Bukidnon. Ces troupes, de pair avec une unité des Forces Armées des Philippines (FAP), ont engagé une unité de la NAP dans une fusillade et ont commis des actes fascistes contre les résidents de la zone. En avril et en septembre, des troupes US, avec des soldats des FAP, ont également fait des recherches à Valencia et Malaybalay, interrogeant les résidents locaux sur des éventuelles locations de la NAP et intimidant même les civils dans la région.

En plus de ces rapports, le FDN – Mindanao a également reçu des informations similaires de la part de sources sûres dans les provinces du Sud Cotabato, Mindanao Centre et Davao.

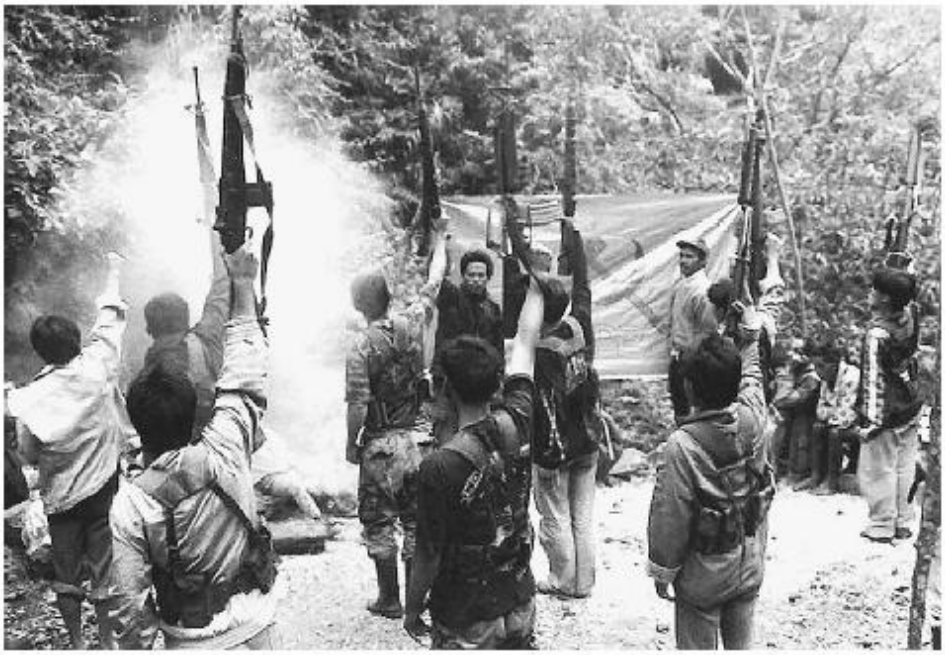


La participation de plus en plus importante des troupes US dans les opérations de combat dans les régions Moro sont devenues de plus en plus communes. En septembre dernier, au moins deux soldats US ont été tués dans une attaque armée contre un convoi de troupes US à Indangan, Sulu. Au début de ce mois, des troupes US, dans un mouvement réflexe à une explosion de grenade, ont ouvert le feu sans discrimination au port de Jolo, Sulu, endommageant les matériels du dock et la mosquée voisine. En 2002, un militaire US, le sergent Reggie Lane, des troupes du 18ème BI, a tué Buyong-buyong Isnijal, un fermier de Basilan lorsqu'une équipe mixte de soldats US et philippins ont fait une descente dans sa maison.

Ces rapports exposent de plus en plus les mensonges derrière les déclarations modèles des officiels US démentant l'implication de ses troupes dans les opérations militaires à Mindanao. Ils amènent de nouvelles preuves que le fait que les troupes US des Forces Opérationnelles Spéciales Unifiées – Philippines ont rejoint les unités des FAP engagées dans les opérations contre-révolutionnaires sur l'île.

Même si les officiels philippins et US réfutent rapidement l'engagement des soldats US dans les opérations de combat, ils ne démentent pas que les militaires US ont été activement impliqués dans l'apport aux FAP de renseignements de combat et aériens ainsi qu'un soutien logistique aux opérations de terrain des FAP.

Ces incidents montrent clairement l'intervention militaire US de plus en plus grande et les atrocités fascistes menées de pair avec les troupes locales.



A la mémoire de Norman Béthune

Mao Tsé Tung , 21 décembre 1939

Note du Drapeau Rouge : A l'occasion des 70 ans de la mort du Docteur Norman Béthune (12 novembre 1939), nous publions ici un texte de Mao célébrant sa mémoire.

Le camarade Norman Béthune (1) était membre du Parti communiste du Canada. Il avait une cinquantaine d'années lorsqu'il fut envoyé en Chine par le Parti communiste du Canada et le Parti communiste des Etats-Unis ; il n'hésita pas à faire des milliers de kilomètres pour venir nous aider dans la Guerre de Résistance contre le Japon.

Il arriva à Yenan au printemps de l'année dernière, puis alla travailler dans le Woutaichan où, à notre plus grand regret, il est mort à son poste. Voilà donc un étranger qui, sans être poussé par aucun intérêt personnel, a fait sienne la cause de la libération du peuple chinois: Quel est l'esprit qui l'a inspiré? C'est l'esprit de l'internationalisme, du communisme, celui que tout communiste chinois doit s'assimiler.

Le léninisme enseigne que la révolution mondiale ne peut triompher que si le prolétariat des pays capitalistes soutient la lutte libératrice des peuples coloniaux et semi-coloniaux et si le prolétariat des colonies et semi-colonies soutient la lutte libératrice du prolétariat des pays capitalistes (2).

Le camarade Béthune a mis en pratique cette ligne léniniste. Nous, membres du Parti communiste chinois, devons faire de même. Il nous faut nous unir au prolétariat de tous les pays capitalistes, au prolétariat du Japon, de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Italie et de tout autre pays capitaliste, pour qu'il soit possible d'abattre l'impérialisme, de parvenir à la libération de notre nation et de notre peuple, des nations et des peuples du monde entier. Tel est notre internationalisme, celui que nous opposons au nationalisme et au patriotisme étroits.

L'esprit du camarade Béthune, oubli total de soi et entier dévouement aux autres, apparaissait dans son profond sens des responsabilités à l'égard du travail et dans son affection sans bornes pour les camarades, pour le peuple.

Tout communiste doit le prendre pour exemple. Ils ne sont pas rares ceux à qui manque le sens des responsabilités dans leur travail, qui choisissent les tâches faciles et se dérobent aux besognes pénibles, laissant aux autres le fardeau le plus lourd et prenant la charge la plus légère. En toute chose, ils pensent d'abord à eux-mêmes, aux autres après.



A peine ont-ils accompli quelque effort, craignant qu'on ne s'en soit pas aperçu, ils s'en vantent et s'enflent d'orgueil. Ils n'éprouvent point de sentiments chaleureux pour les camarades et pour le peuple, ils n'ont à leur endroit que froideur, indifférence, insensibilité.

En vérité, ces gens-là ne sont pas des communistes ou, du moins, ne peuvent être considérés comme de vrais communistes. Parmi ceux qui revenaient du front, il n'y avait personne qui, parlant de Béthune, ne manifestât son admiration pour lui, et qui fût resté insensible à l'esprit qui l'animait. Il n'est pas un soldat, pas un civil de la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei qui, ayant reçu les soins du docteur Béthune ou l'ayant vu à l'œuvre, ne garde de lui un souvenir ému.

Tout membre de notre Parti doit apprendre du camarade Béthune cet esprit authentiquement communiste.

Le camarade Béthune était médecin. L'art de guérir était sa profession, il s'y perfectionnait sans cesse et se distinguait par son habileté dans tout le service médical de la VIIIe Armée de Route. Son cas exemplaire devrait faire réfléchir tous ceux qui ne pensent qu'à changer de métier sitôt qu'ils en entrevoient un autre, ou qui dédaignent le travail technique, le considérant comme insignifiant, sans avenir.

Je n'ai rencontré qu'une seule fois le camarade Béthune. Il m'a souvent écrit depuis. Mais, pris par mes occupations, je ne lui ai répondu qu'une fois, et je ne sais même pas s'il a reçu ma lettre. Sa mort m'a beaucoup affligé.

Maintenant, nous honorons tous sa mémoire, c'est dire la profondeur des sentiments que son exemple nous inspire. Nous devons apprendre de lui ce parfait esprit d'abnégation. Ainsi, chacun pourra devenir très utile au peuple.

Qu'on soit plus ou moins capable, il suffit de posséder cet esprit pour être un homme aux sentiments nobles, intègre, un homme d'une haute moralité, détaché des intérêts mesquins, un homme utile au peuple.

~~(1) Membre du Parti~~ communiste du Canada et célèbre chirurgien. En 1936, lorsque les hordes fascistes allemandes et italiennes attaquèrent l'Espagne, il se rendit sur le front et se mit au service du peuple espagnol qui luttait contre le fascisme.

Au début de 1938, après qu'eut éclaté la Guerre de Résistance, il arriva en Chine à la tête d'une équipe médicale. Il atteignit Yenan vers mars-avril et alla peu après dans la région frontière du Chansi-Tchahar-Hopei.

Animé d'un fervent esprit internationaliste et faisant preuve du plus grand dévouement et d'une totale abnégation, le camarade Béthune soigna, pendant près de deux ans, les malades et les blessés de la VIIIe Armée de Route. Il contracta une septicémie en faisant une opération d'urgence et mourut à Tanghsien, dans le Hopei, le 12 novembre 1939, malgré tous les soins qui lui furent prodigués.

(2) Voir J. Staline: "Des principes du léninisme", partie VI: "La question nationale".

TEXTES ET CLASSIQUES DISPONIBLES

Auteur	titre	participation aux frais
KARL MARX	La question juive	1 €
	Salaires prix profits	1 €
	Capital résumé	1 €
	Critique éco. Po. (en farsi)	3€
MARX-ENGELS	Manifeste du PC	1 €
	Idem chinois	1 €
ENGELS	Rôle violence dans l'histoire	3 €
	Origine propriété, famille, état	10 €
	Question logement	3 €
	Socialisme Utopique et Scienti	1 €
Bibliographie commentée du marxisme		2,5 €
PLEKHANOV	Conception matérialiste histoire	1 €
	Rôle individu dans l'histoire	2,5 €
DIMITROV	VII Congrès de l'Internationale	2 €
LENINE	3 sources du marxisme	0,5 €
	Guerre et Paix	2 €
	Lettres aux ouvriers d'Amérique	0,5 €
	Question nationale et coloniale	2 €
	Sur la religion	0,5 €
	A propos U.E	0,1 €
	L'Etat et la Révolution	3 €
	Photos	1 €
	Impérialisme : stade sup du capital	2 €
	Prévisions révolutions en Orient	0,5 €
STALINE	Perspectives Révolution Chine	0,5 €
	Principes du léninisme	3€
	Sur guerre patriot	0,5 €
	Questions Réponses	1 €
	Matérialisme Dialectique	1 €
	Prob éco du Socialisme en URSS	2€
	Biographie	3€
	Trotskisme ou léninisme	1€
TEX RUS	Manuel Eco-Politique	10€
	Falsifications historiques	1 €
	Histoire du PCUS (ext)	1 €
	Lénine géant pensée	1 €
	Trotski et le trotskisme	2 €
III INTERNAT	CHINE 1926	2 €
MRI	Vive le MLM	0,5 €
TCHAGUINE	Esprit parti en philo et subj bourg	0,5 €
MAO ZD	Résolution contradiction peuple	1,5 €
	Petit livre rouge	5 €
	De la Pratique	1 €
	Idem chinois	1€
	De la contradiction	1 €
	4 essais philo	3 €
	D'où proviennent divergences	1 €
TEX CHINOIS	Lettre 25 points	1,5 €
	2 politiques opposées	1 €
	Question Staline	1 €
	Glorifier la littérature	0,5€
	Décision GRCP	0,5 €
	Communes Populaires	1 €
	Anniversaire GRCP	1 €
	Divergences	1€
	Div avec Togliatti	1€
	Div Thorez	1€
ZHANG ZJ	Dictature sur bourgeoisie	1 €
GONZALO	Interview	3 €
NEPAL	Textes	3 €
FRANCE	Femme et Communisme	10 €
	Internationale (chant)	1 €
	La Commune	1,5€
	Tactique réviso Progr commun	0,5€
PC AFGHAN	Déclaration	1 €
PEROU	Soleil Rouge	1 €
PRACHANDA	Interview	1 €
FRANCE	DR collection	5 €
	L'INTER collec	5 €
	Réflexion politique	1 €
	Programme Commun	0,5 €
	Analyse de classe	0,5 €
	Répression de 1962	1 €
	Pierre Sémard	0,5 €
KHADACHE	8 Mai 1945	1,5 €
A.MARTY	G. Dimitrov	1€
PCmF	Programme, tactique et stratégie	0,5€
	Mai 68 et la Gauche Prolétarienne	0,5€
	Cahiers du maoïsme	2,5€
	De la révolte des banlieues	1,5€

Pour se les procurer : Librairie **Le Point du Jour**
58 rue Gay Lussac 75005 – Paris –

drapeaurouge@yahoo.fr
http://drapeaurouge.over-blog.com

DEMANDES D'AIDE MILITANTE !
Traducteurs bénévoles (version ou thème) anglais, allemand, espagnol, italien, arabe, chinois, russe , hindi, népalais. **Scannérisation** brochures, archives, banques d'images. **Création de sites**. Maintenance ou conseil informatique.

SOMMAIRE

Vous trouverez au centre du journal une brochure détachable sur l'histoire du mouvement communiste international .

Que faire et comment ?
p. 3 Le rôle du PCm dans cette étape
p.4 La réorganisation du Parti et des organisations de masse
p.5 La GP dans les pays impérialistes

Théorie et pratique
p.10 Fascisme Moderne et Juridique
p.12 A propos de la loi de la contradiction
p.15 A propos d'un article réactionnaire

Actualités de la lutte de classe
p.16 Poitiers : sur la violence révolutionnaire
p.19 Contre la propagande anti-communiste
p.20 La question des sans-papiers
p.22 Manif des sans-papiers/ Fête des travailleurs en lutte

Actualités internationales
p.23 Inde : Révolution et Contre-révolution
p.24 Inde : Interview de Ganapathi, dirigeant du PCI-maoïste
p.31 Pérou : La GP contre l'Etat et l'impérialisme
P.33 Palestine : Le droit à la résistance
p.36 Maroc : Grève de la faim / Turquie : Libération de Güler Zere / Russie : Assassinat d'un camarade antifasciste
p.37 Ukraine : Solidarité prolétarienne / Philippines : Intervention militaire des USA

Histoire
P.39 Mao Tsé Tung : A la mémoire de Norman Béthune